

La perte  
de la nationalité française  
à titre de déchéance



THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue

par

**LOUIS ROMAN**

---

**Marcel LECONTE**

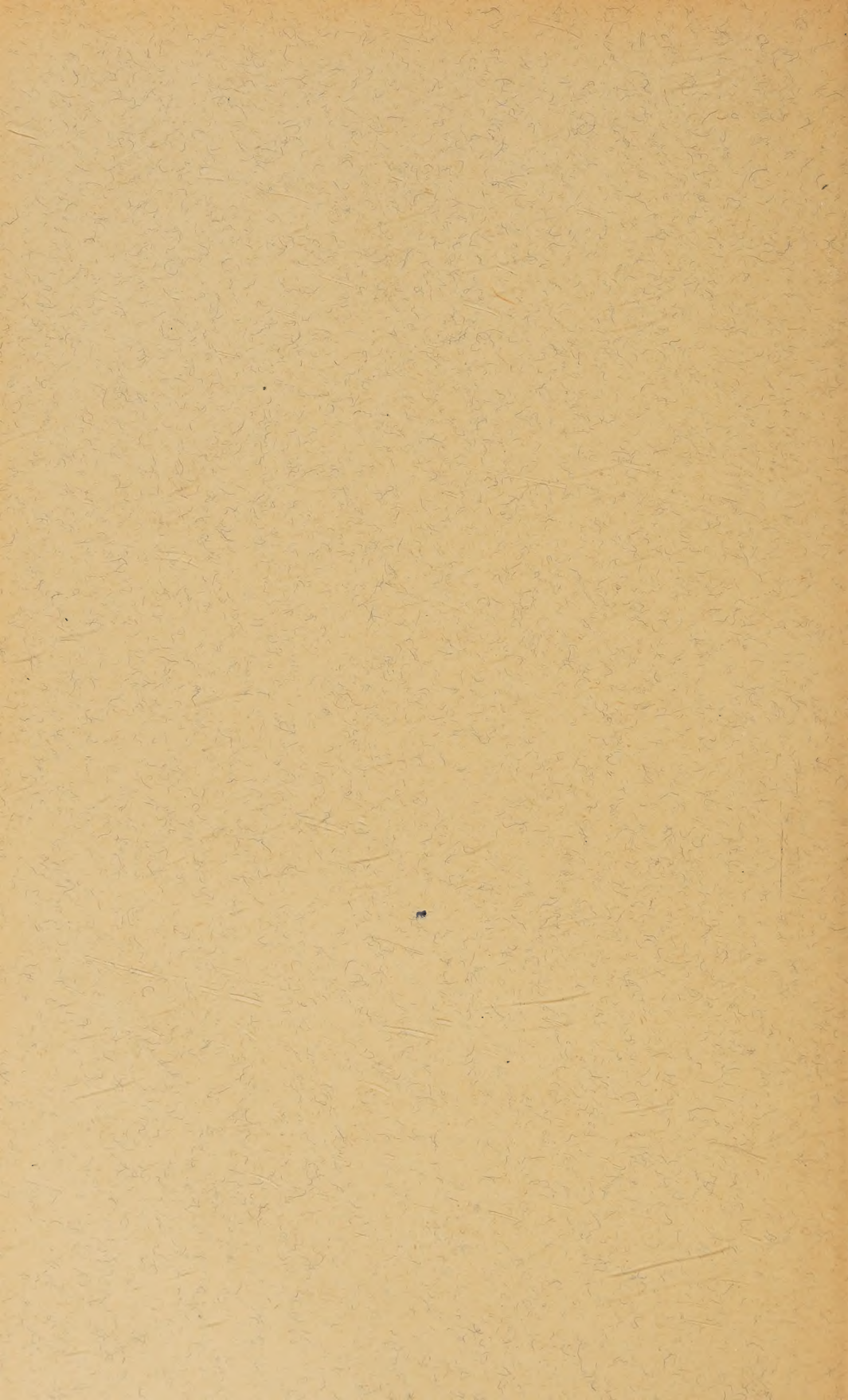
Imprimeur-Editeur

98, Cours Lieutaud

- MARSEILLE -

1941





La perte  
de la nationalité française  
à titre de déchéance



*« O gens pleins de mondanité  
Querans vous remplir à foison  
Délaissez ceste vanité  
Et vous gouvernez par raison.  
Car pour vivre longue saison  
Et acquérir son sauvement  
Soit aux champs ou à la maison  
Il n'est que vivre sobrement ».*

*« La Condamnacion de  
Bancquet », Moralité.*

*MEIS*

La perte  
de la nationalité française  
à titre de déchéance



THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue

par

**LOUIS ROMAN**

---

**Marcel LECONTE**

Imprimeur-Editeur

98, Cours Lieutaud

- MARSEILLE -

1941



# UNIVERSITÉ D'AIX - MARSEILLE

## FACULTÉ DE DROIT D'AIX

### PERSONNEL

MM.

- RAYNAUD, \*, §§ I., Doyen, Professeur d'Economie Politique.  
DUMAS, §§ I., Assesseur, Professeur d'Histoire Générale du Droit Français.  
BRY, \*, §§ I., §, Professeur de Droit Romain.  
LEBRET, §§ I., §, Professeur de Droit Criminel.  
AUDINET A., \*, §§ I., §, Professeur de Droit Civil.  
JAUFFRET, §§ A., Professeur de Droit Commercial.  
DURAND, §§ A., Professeur de Droit Administratif.  
TROTABAS, §§ I., §, Professeur de Droit Constitutionnel.  
DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE Paul, §§ A., Professeur de Droit International Public.  
KAYSER, Professeur de Droit Civil.  
MACQUERON, Professeur sans chaire.  
HENRY, Professeur à la Faculté de Droit de Nancy, chargé de cours à la Faculté de Droit d'Aix.  
CABRILLAC, Agrégé.  
MARCY, Agrégé.  
BERTRAND, Chargé de Cours.



### PROFESSEURS HONORAIRES

MM.

- AULAGNON, \*, §§ I., Professeur à la Faculté de Droit de Lyon.  
LABORDE-LACOSTE, \*, §§ I., Professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux.  
PERROUD, \*, §§ I., Professeur à la Faculté de Droit de Lyon.  
RIPERT, O. \*, §§ I., Doyen de la Faculté de Droit de Paris.  
M. DELAPORTE, §§ I., Secrétaire

---

*L'Université et la Faculté n'entendent donner ni approbation, ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

## Introduction

---

I — La Nationalité est « *le lien politique entre un individu et l'Etat* » (1).

Cet assujettissement de tous les membres de la collectivité est de nature politique. Cette remarque et les conséquences que l'on en tire permettent, en face des difficultés soulevées par les questions de nationalité, d'apprécier les réponses qui leur sont données et de comprendre l'aspect changeant de certaines solutions.

La formation d'un Etat obéit à une sorte de nécessité politique. Autour d'une famille qui, par sa force, son courage et ses qualités créatrices, pouvait assurer leur protection, se sont groupés les individus que la faiblesse ou l'apathie condamnait à devenir la proie de la violence. La communauté présente au début l'aspect d'une grande famille. Lorsque son individualité s'affirme, elle tend à s'imposer aux groupements voisins, à traiter avec eux ou à les vaincre, s'ils protestent et si elle se sent assez forte. Par le jeu des conventions, des mariages, des héritages ou, plus brutalement, des conquêtes, son territoire s'accroît. Le nombre des individus placés sous sa protection augmente

---

(1) J.-P. NIBOYET. *Traité de Droit International Privé Français* 1938, tome I, p. 86. Il existe d'autres définitions, les unes également brèves et d'inspiration semblable : « *Lien qui rattache une personne ou une chose à une nation déterminée* » (WEISS), « *Lien qui unit un individu à un Etat déterminé* » (H. CAPITANT), « *Lien de dépendance politique qui unit un individu à un Etat déterminé* » (PILLAUT), les autres exprimées avec plus de recherche ou d'originalité : « *La nationalité est une institution de droit positif dont le rôle consiste à discriminer parmi les habitants du territoire soumis à l'autorité de l'Etat ceux qui doivent seuls participer à la formation de la volonté étatique* » (HANS Kelsen, La naissance de l'Etat et la formation de sa nationalité. *Revue de Droit International*, 1929, t. II, p. 613), « *une mentalité* » (HAURIOU), « *La volonté de vivre et de durer ensemble* » (Paul BOURGET).

dans des proportions semblables et il devient bientôt nécessaire de savoir qui pourra bénéficier des avantages, à quelles conditions et qui en sera exclus.

La communauté devient nation, dit M. HAURIUO, « lorsque les groupes sociaux ont pris conscience de leur unité morale et de leurs intérêts communs et sont prêts à former des communions étatiques » (1) Il est logique d'admettre qu'elle continuera comme par le passé à présenter par voie d'autorité les conditions auxquelles elle accordera le bénéfice des institutions communes. Elle ira même plus loin, en incorporant à sa substance des individus qui ne sollicitent pas un pareil honneur et n'étaient que de simples voyageurs ou passagers. Car il importe pour une nation dont l'importance s'accroît d'avoir des ressortissants. Grâce à eux, la puissance du groupement deviendra effective. Son intégrité territoriale sera respectée avec prudence par des voisins jaloux, ses mœurs, sa religion, ses institutions se maintiendront, se développeront et rayonneront à l'extérieur.

L'Etat, en cette matière d'importance vitale, prétend raisonnablement agir en maître. Ayant l'obligation de veiller au développement de son organisme et de lui donner rapidement une force suffisante, il entend se comporter en souverain. A ce titre, il donnera la nationalité comme il le juge bon. Il ouvrira largement les bras à tous ceux qui voudront s'adjoindre au noyau primitif, dans le cas où son développement national ne serait pas assez rapide. Bien plus ; il embrigadera certains contre leur gré ou décidera, pour d'autres, qu'il n'est plus possible de briser le lien existant. Ainsi les Etats d'Amérique, soucieux de leur accroissement, adoptèrent autrefois le principe du *jus soli*. Tous les enfants d'émigrants nés sur le territoire américain devenaient citoyens du Nouveau Monde. La solution est élégante et per-

---

(1) Cette autre définition du même auteur est plus complexe : « Une nation est un groupement de formations ethniques primaires chez lesquelles la cohabitation prolongée dans un même pays, jointe à de certaines communautés de race, de langue, de religion et de souvenirs historiques ont dégagé une communauté spirituelle, base d'une formation ethnique supérieure » (Précis de Droit Constitutionnel).

met un développement rapide du corps social. Personne ne la conteste.

Par ailleurs, cette question de recrutement présente un aspect qualitatif. Parmi les élus, il y en a de peu recommandables. Les trappeurs et les chercheurs d'or américains ou leurs descendants étaient nombreux et turbulents. Ils étaient sans doute citoyens d'Amérique, mais certains se livraient consciencieusement au pillage, au meurtre, à l'incendie et à d'autres excès. Un Etat n'a pas besoin d'un pareil équipage et lorsque sa population est numériquement suffisante, il peut éliminer les mauvais sujets. Aussi décidera-t-il que tels citoyens sont indignes et les rejettera. A cette décision, il n'y a évidemment pas d'autre raison que la nécessité politique de conserver un organisme sain, en alerte constante pour lutter et se perfectionner. Là encore personne ne fait de remarque contraire. « *Les éléments hostiles, perturbateurs, ne doivent pas s'introduire dans la Cité où il ne faut pas de traîtres* ». (PILLAUT, « Du caractère politique de la notion de Nationalité », Revue de Droit International Privé (1), 1915-1916, p. 16). Dans la pratique, ces deux manières de procéder se vérifient très exactement.

Les Etats jeunes ou ceux dont la population diminue de façon inquiétante accueillent tous les étrangers et leur offrent généreusement leur nationalité, moyennant parfois une enquête superficielle et point trop gênante. Ils décident que leur appartiendront sans autres formalités les enfants nés sur le territoire national, comme l'ont fait les Etats Nord-Américains. Enfin, pour prévenir ou arrêter une hémorragie mortelle, ils interdisent à leurs ressortissants de se libérer du lien d'allégeance, exemple donné pendant longtemps par les Etats-Unis, l'Angleterre (« *once a subject, always a subject* ») la Russie et la Turquie.

Mais au contraire l'Etat qui est en pleine prospérité ethnique recherchera l'assainissement de sa société, surtout si les débuts ont été pénibles et s'il a fallu commettre des erreurs de jeunesse en faisant feu de tout bois.

Les procédés d'épuration sont variés : le principe du « *jus sanguinis* » sera substitué à celui du « *jus soli* » comme fondement de la nationalité ; les inconvénients du « *jus*

---

(1) Nous désignerons désormais cette Publication par le terme de « REVUE ».

*soli* » seront atténués par la faculté de répudiation accordée sous certaines conditions aux nationaux qui le sont devenus malgré eux ; les habitants des provinces annexées par la conquête militaire — et dont l'attachement au nouveau maître est parfois plein de réticences — auront un droit d'option en faveur de leur ancienne patrie ; sévérité plus grande dans les conditions exigées du candidat naturalisé et qui se manifeste par une enquête préalable très stricte ; enfin, les déchéances de nationalité ou de naturalisation, quand la mesure est comble et que le coupable s'est rendu indigne de sa qualité. Il est d'ailleurs curieux de remarquer que toutes ces mesures ne sont point placées les uns après les autres dans une sorte de hiérarchie historique. Elles ne sont que les accessoires d'un arsenal dans lequel un gouvernement pourra puiser au gré des nécessités quotidiennes, ce qui justifie bien, une nouvelle fois, le caractère politique de la nationalité. Ainsi, nous verrons que la France, à différentes périodes, a dû prendre des mesures radicales pour se débarrasser de certains individus dont la conduite pouvait compromettre sa sécurité et que ces mesures ont été rapportées lorsque la situation n'en exigeait plus l'application. Exemple d'ailleurs suivi ou donné par de nombreux pays qui se souciaient peu de conserver leurs éléments indésirables.

Lorsqu'il estimera que le nombre et la qualité de ses ressortissants sont suffisants, l'Etat abandonnera l'attitude intransigeante de l'allégeance perpétuelle. Ainsi, en 1868, le Congrès des Etats-Unis déclarait solennellement que « *le droit d'expatriation est un droit naturel. Sans lui, pas d'existence, pas de liberté possible, pas de bonheur* » et, par ces nobles paroles, soulageait une opinion publique qui commençait à s'inquiéter.

Sous son aspect philosophique, la nationalité obéit donc aux opportuns et changeants principes de la politique. Au point de vue juridique, appartient-elle au droit public ou au droit privé ?

Les uns soutiennent qu'elle est matière de droit privé. D'après M. WEISS, elle est « *un des éléments — le plus important peut-être — dont se compose l'état des personnes* », « *elle contribue à déterminer le statut de l'individu* » (LOUIS-LUCAS, « La Nationalité Française »), « *elle est donc une institution de droit privé* » (SURVILLE).

On a encore remarqué que les rédacteurs du Code Civil avaient enfermé dans leur œuvre les règles relatives à la nationalité et que, par ailleurs, ces règles intéressent particulièrement la condition des personnes, la jouissance et l'exercice des droits privés.

Les partisans de la thèse opposée prétendent évidemment que ce ne sont point de bonnes raisons. En effet, la loi du 10 août 1927 qui a repris complètement la matière de la nationalité et constitue aujourd'hui le seul document officiel, ne figure pas dans le Code Civil. La Circulaire du 13 août 1927, relative à son application, fait cette remarque intéressante : « *Cette modification du cadre de l'instrument législatif qui détermine les éléments constitutifs de la Nation Française est essentielle au point de vue de l'interprétation de la nature des rapports de droit qui y sont visés. En effet, en extrayant du Code Civil la réglementation de ces rapports, le législateur en a plus nettement reconnu, suivant la logique admise par les Chambres Réunies de la Cour de Cassation, le rattachement au droit public* ». Une autre circulaire du 30 septembre 1937, relative aux déclarations de nationalité, parle « *du principe formellement consacré par la Cour de Cassation que tout ce qui est relatif à la nationalité française relève du droit public interne* ».

Dans beaucoup de pays, les règles relatives à la nationalité sont insérées dans la Constitution (Espagne, Turquie, Etats-Unis, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Paraguay, Pérou) (1) ou passèrent dans la Constitution après avoir figuré dans le Code Civil, tels les Pays-Bas, où pendant une sorte d'inter règne assez curieux, chaque Hollandais pouvait prétendre à deux nationalités, celle du Code Civil et celle de la loi spéciale. En France, les Constitutions du 3 septembre 1791, du 24 Juin 1793, du 5 Fructidor an III et du 22 Frimaire an VIII en traitaient également.

D'ailleurs, le Code Civil contient des règles qui relèvent incontestablement du droit public : publication des lois (art. 1), non-rétroactivité des lois (art. 2), pouvoir des juges (art. 5), biens du domaine public (art. 538), acquisi-

---

(1) Voir sur cette question MIRKINE-GUFTZEVITCH, dans le Répertoire de Droit International Privé, V<sup>o</sup> *Déclaration des Droits et Constitutions*, n<sup>o</sup> 43 et suiv. Nous désignerons désormais cet ouvrage par le terme de RÉPERTOIRE.

tion par l'Etat des biens vacants et sans maître (art. 539), etc...

Depuis 1919, la Cour de Cassation admet que la nationalité relève du droit public. Ce n'est d'ailleurs pas sans peine qu'elle imposa sa manière de voir. La Cour de Paris (Arrêt du 6 juin 1918) et la Cour de Dijon (Arrêt du 28 octobre 1918, les deux arrêts rapportés dans la REVUE, 1919, p. 265) avaient décidé avec ensemble, quoique dans deux espèces différentes, que « *si la nationalité est une matière touchant au droit public, il est certain que dans notre législation elle a toujours été et ne cesse d'être rattachée au droit civil* » (motifs de l'arrêt de Paris).

Sur pourvoi, la Cour de Cassation cassa les deux arrêts, en posant pour la première fois le principe que « *les règles concernant la nationalité relèvent surtout du droit public* ». La Cour de renvoi, Bourges, ne l'entendit point de cette façon. Son arrêt prétendait que « *la répercussion essentielle que peut avoir la nationalité sur le recrutement de l'Armée et, par suite, sur la défense nationale, ne saurait en modifier le caractère essentiellement civil et d'ordre privé* ».

Pourtant, la Cour de Cassation, nullement impressionnée par une telle résistance, décida le 21 juin 1919, que les règles relatives à la nationalité relevaient du droit public. (S. 1921, I, 113. Note Eug. AUDINET).

On avait pourtant opposé de sérieux arguments, ne serait-ce que celui-ci : toutes les contestations relatives aux questions de nationalité sont de la compétence des Tribunaux Judiciaires, gardiens fidèles et obligés de l'état des personnes. Eux seuls peuvent analyser, interpréter, enlever ou attribuer de tels bénéfices. Mais, objectent les adversaires, on oublie que des décisions capitales, comme l'octroi de la qualité de Français par voie de naturalisation sont prises en toute indépendance par le Gouvernement et que, si l'intérêt national est en jeu, ce même gouvernement s'octroie une prérogative bien plus grave encore : celle de prononcer des déchéances contre le citoyen qu'il juge indigne. Dans ce débat si important, les Tribunaux Judiciaires ne souffleront même pas mot.

A notre avis, c'est une solution mixte qu'il faut adopter. Il est certain que l'existence de telle nationalité entraîne des conséquences qui intéressent le droit privé. Du

moment qu'un individu pénètre dans un milieu social déterminé, il faut bien qu'il puisse vivre, développer sa personnalité, perfectionner son être et le perpétuer. Il travaillera — fonction publique ou emploi privé —, contractera, disposera, se mariera. Il ne peut en être autrement. Il payera des impôts et prendra du service militaire.

Les conséquences de l'attribution d'une nationalité sont donc mixtes. Mais si certaines sont de droit public, peut-on généraliser et rattacher à cette discipline toute la matière de la nationalité ? M. BARRAULT, reconnaissant les difficultés auxquelles se heurte une conception aussi absolue, admet que la nationalité relève à la fois des deux disciplines. Ses scrupules s'expriment ainsi : « *De ce que des charges ou des prérogatives de droit public (droit de vote, obligation au service militaire, etc...) s'attachent à une institution juridique, cela peut-il permettre de dire qu'il s'agit d'une institution de Droit Public et que, par conséquent, elle doit dans son entier être traitée comme telle ? Si l'on admettait cette proposition, il faudrait décréter que la propriété est une institution de droit public parce qu'elle peut faire l'objet de réquisitions ou d'expropriation, parce qu'elle soumet aux charges fiscales* ». (« Dans quelle mesure la nationalité est-elle une matière de Droit Public », *REVUE* 1921, 149).

Il vaut donc mieux reconnaître qu'un citoyen jouit d'un ensemble de droits privés, dont la connaissance n'est sans doute pas disputée aux tribunaux judiciaires, mais qui n'existent et ne s'affirment que par la volonté de l'Etat. Cette volonté se manifeste par une loi (Nationalité d'origine) ou par un acte législatif ou administratif postérieur à la naissance (mariage, cession de territoire, naturalisation). Dans le deuxième cas, il s'agit, selon l'expression des publicistes, d'un « acte-condition » qui déclenche l'application d'un « *status* », celui de Français par exemple. (JÈZE, « Les lois rétroactives », *Revue de Droit Public*, 1916, p. 26). Ce « *status* » permettra à son bénéficiaire d'exister et d'agir au regard du droit privé, mais son octroi même, son contenu et son retrait — c'est-à-dire l'essentiel — sont sans contrôle à la disposition de l'Etat. Ces règles, déterminant la substance même sans laquelle une nation ne peut exister, sont bien de ces « *relations de la vie publique, constitutives de l'organisation et de l'activité de*

*l'Etat* », qu'HAURIOU oppose aux « *relations sociales de la vie civile, commerciale et industrielle* » (Précis élémentaire de Droit Constitutionnel). Elles établissent la sujétion d'un individu à une collectivité donnée, définissent les liens qui l'attachent, les changent, les relâchent ou les resserrent, sans autre guide qu'une opportunité parfois inconstante.

La matière de la nationalité suit donc deux sortes de règles différentes, mais les principes de droit public ont une influence dominante. Ils entraînent évidemment à reconnaître la souveraineté de l'Etat dans un tel domaine. Est-ce à dire que cette souveraineté est illimitée ?

A propos d'une des questions dont s'occupe le droit international — la condition des étrangers — on reconnaît que la puissance publique, quoique souveraine, n'est pas omnipotente. M. PILLER indique très justement « *qu'il existe entre Etats des obligations en ce qui concerne la condition des étrangers* ». Comme celle-ci, la matière de la nationalité relève du droit public. La comparaison fait alors admettre que là aussi il existe des limites, des « *devoirs entre Etats* » et que les souverainetés réciproques doivent se respecter. Accepterait-on, par exemple, qu'un Etat puisse rejeter des gens dont il ne veut plus et que, de surcroît, il a privés de leur nationalité ? Cet acte, désastreux pour la victime, est également une indécatesse pour le voisin. La Convention de La Haye du 9 avril 1930 (voir le texte dans la REVUE, 1930, 337), indique dans son article premier « *qu'il appartient à chaque Etat de déterminer par sa législation quels sont ses nationaux* » et reconnaît donc à l'Etat la faculté de régler le sujet comme bon lui semble. Mais elle indique immédiatement les bornes qu'il serait malséant de dépasser : « *les conventions internationales, la coutume internationale et les principes du droit généralement reconnus en matière de nationalité* ». M. KOSTERS regrette même de voir ce principe « *qui s'impose avec une telle force* » figurer dans la Convention elle-même. « *Une place dans le préambule aurait suffi* » (« La nationalité à la Conférence de La Haye » REVUE, 1930, 415).

Au cours des travaux préparatoires, on avait d'ailleurs admis comme base la souveraineté, en tenant compte, toutefois, « *des principes généralement reconnus par les Etats* ». C'est une application de la loi « *du maximum de*

*respect des souverainetés entre elles* », telle que la donne M. PILLET (Principes de Droit International privé, éd., 1903, p. 76) et que M. CRÉMEUX traduit par le caractère limité de la liberté humaine.

Cependant, même avec cette atténuation, il n'est pas certain que la condition du citoyen soit toujours maintenue intacte. L'individu ne traite pas d'égal à égal avec l'Etat. Il doit parfois se soumettre, sans pouvoir toujours se démettre.

Au contraire, si l'on recherche dans quelle mesure les droits valablement acquis ont une valeur internationale, on trouve, en principe totalement opposé, la notion de leur respect absolu.

« *La grande force de ce principe est dans son évidente nécessité. Si l'on poussait l'idée d'indépendance des Etats jusqu'au point de dire que chaque Etat est maître absolu sur son territoire, il n'y aurait aucune inconséquence à en déduire qu'un Etat n'est pas obligé de reconnaître à une personne les qualités juridiques qu'elle a acquises sous l'empire et sous la garantie d'autres lois. Oserait-on dire qu'un commerçant, qu'un voyageur, sorti de sa patrie, n'est plus propriétaire des marchandises qu'il transporte avec lui ?* » (PILLET, op. cit. p. 514).

II. — Ce lien politique qui rattache l'individu à une collectivité déterminée n'est pas indestructible. Il existe une liberté de changer de nationalité qui permet à un citoyen, dans certaines conditions, de quitter sa patrie d'origine, s'il estime trouver ailleurs un confort matériel et un climat moral ou spirituel plus conformes à ses aspirations personnelles.

Une telle liberté paraît évidente. Pourtant, elle n'a pas toujours été admise et, aujourd'hui encore, n'est pas complète partout.

En Grèce, on reconnaissait généralement au citoyen, le droit de s'expatrier. « *Les portes d'Athènes sont ouvertes à qui ne s'y plaît pas* » (PLATON, « Le Criton »). Par exception, les lois de LYCURGUES s'y opposaient, pour des raisons d'ordre strictement politique. Rome manifestait un égal libéralisme. « *Ne quis invitus civitate mutetur, neve in civitate maneat invitus. Haec sunt enim fundamenta firmis-*

*sima nostrae libertatis, sui quemque juris et retinendi et dimittendi esse dominum* », écrit CICÉRON. (*Pro Balbo*, 13-32).

Le Moyen-Age, avec une extrême rigueur, attachait le serf à la glèbe. Il lui était interdit de rompre avec son seigneur ou même de quitter la parcelle de terre qu'il cultivait et, s'il le faisait, son maître avait un droit de poursuite. Seuls les serfs dits « *de servitude réelle* » jouissaient d'une condition moins dure. Mais ils étaient l'exception. Sauf pendant cette période, où la liberté des personnes ne comptait guère, le droit français a reconnu la faculté d'expatriation. Mais il n'a jamais permis à un citoyen d'abdiquer sans autorisation la nationalité française. Une telle faculté aurait été un procédé trop commode pour éluder les obligations militaires, parfois gênantes.

Or, beaucoup de pays furent ou sont encore moins libéraux. On remarquera d'ailleurs que cette opposition rigoureuse tend à devenir de plus en plus rare.

En Suisse, jusqu'à ce que la Constitution Fédérale de 1876 fit cesser cette anomalie, les cantons de Neuchâtel, de Fribourg, de St-Gall, du Tessin et de Genève, posaient en principe que la qualité de citoyen, fixée sur la tête d'un enfant au moment de sa naissance, était indélébile.

Dans les pays anglo-saxons, on considéra pendant longtemps que le lien unissant un ressortissant à son pays ne cédait que devant la mort. « *C'est un principe de la loi universelle que le sujet d'origine — « natural born subject » — ne peut, ni par son fait personnel, ni même en jurant allégeance à un autre souverain, se décharger de l'allégeance naturelle qu'il devait à son premier souverain* ». (BLACKSTONE et STEPHEN, cités par WEISS, *Traité de Droit International Privé*, tome I, p. 15).

Mais en 1868, le Congrès Américain admettait « *qu'il importe à la Paix Publique que la prétention d'une allégeance perpétuelle soit promptement et définitivement repoussée* ». Utile formule, bientôt reprise en Angleterre par l'Act du 12 mai 1870. La Russie antérévolutionnaire refusait de perdre ses citoyens. Mais avec le nouveau régime, un changement de plus s'est produit et l'Ordonnance du 29 octobre 1924, prévoit la perte de la nationalité soviétique. D'après M. MAURY, (*RÉPERTOIRE*, V<sup>o</sup> *Nationalité*, n<sup>o</sup> 66)

le principe de l'allégeance perpétuelle ne se serait maintenu dans sa forme la plus rigoureuse que dans la loi argentine du 1<sup>er</sup> octobre 1869 (1).

Partout ailleurs, elle est une qualité qui peut se perdre, soit par acte d'autorité émanant de l'Etat, soit volontairement de la part de l'intéressé.

Volontairement, elle se perd par l'acquisition d'une nationalité étrangère, la répudiation de la nationalité d'origine, le mariage avec un étranger, l'option faite en vertu d'un traité international, la légitimation d'un enfant naturel à l'étranger, dans certaines conditions.

Toutes ces hypothèses sont la manifestation de ce que M. MAURY a appelé « *la liberté positive de changement de nationalité* ». Il existerait aussi, d'après le même auteur, une « *liberté négative de changement de nationalité* », en vertu de laquelle tout individu a le droit de ne pas être privé de la nationalité par décision autoritaire. Mais on sait qu'en cette matière, l'autorité ne traite pas d'égal à égal avec les individus et s'inquiète peu de leurs convenances personnelles. Il vaut mieux reconnaître à l'Etat une liberté positive d'enlever le bénéfice de la nationalité quand il le juge utile. Liberté positive pour les individus comme pour l'Etat de rompre le lien d'allégeance, la construction devient symétrique et prend meilleure figure.

Sur acte d'autorité, la nationalité peut se perdre par la déchéance (mode généralement accueilli par la plupart des législations), le non-accomplissement du service militaire (Allemagne), l'absence de reconnaissance d'un enfant naturel (cette décision étrange est prise en Chine par la loi du 5 février 1929), par l'effet d'un traité (exemple curieux du traité du 13 février 1929 entre l'Italie et le Saint-Siège, dont l'article 7 dispose que, « *en conformité avec les règles du droit international, sont soumises à la souveraineté du Saint-Siège toutes les personnes ayant une résidence fixe dans la Cité du Vatican* »).

---

(1) C'est également l'opinion de M. DESPAGNET : « L'Argentine applique le principe de l'allégeance perpétuelle » (Précis, 5<sup>e</sup> éd. p. 846). De fait, la loi argentine ne prévoit aucune hypothèse de dénationalisation.

Dans la suite de cet exposé, il ne sera plus question que de la perte de la nationalité à titre de déchéance.

III. — Précisons quelques notions d'histoire. La déchéance de la nationalité ne date pas d'aujourd'hui. Athènes la pratiquait sous le vocable d'*atimie*. Elle avait l'allure d'une véritable peine et sanctionnait des erreurs particulièrement graves, telles que la désertion devant l'ennemi ou le refus du devoir militaire. L'*atimie* était, de par la volonté de ses pairs, assez mal traité. Il lui était interdit de briguer les honneurs, de devenir par exemple archonte, prêtre, juge ou ambassadeur, ce qui ne l'ennuyait évidemment que s'il était ambitieux. Il ne devait pas hériter, et cela, quelle que fut sa modestie, pouvait être parfois gênant. Enfin, Démosthène précise l'étendue de ses malheurs en indiquant qu'il ne pouvait « *ni participer aux sacrifices publics, ni porter une couronne aux Stéphanophories communes, ni mettre les pieds dans la partie réservée de l'Agora* ».

A Rome, était déchu du droit de Cité le citoyen :

1°) - qui était tombé en esclavage, soit par la captivité *jure gentium*, soit *jure civili* et, dans ce second cas, les occasions ne manquaient pas : condamnation *ad metallum* ou *ad bestias*, vente frauduleuse d'un homme libre, lorsque ce dernier est consentant, relations coupables entretenues par une femme libre avec l'esclave d'autrui contre le gré du *dominus* (ce gré du *dominus* était une singulière absolution...) ; acte d'ingratitude de la part d'un affranchi.

2°) - qui avait été vendu par le *paterfamilias* hors du territoire romain.

3°) - que ses créanciers, peu patients, avaient vendu *trans Tiberim* pour cause de dettes.

4°) - qui avait été interdit de l'eau et du feu.

5°) - qui avait été condamné à la déportation ou, sous l'Empire, aux travaux publics à perpétuité.

6°) - qui avait frappé un ambassadeur étranger. Cette brutalité regrettable entraînait en outre l'abandon du coupable à la nation offensée.

Parfois même, la fantaisie se mêlait à une aussi grave question et l'on voyait tel empereur rejeter un citoyen de la Cité parce qu'il ignorait la langue latine.

Les Ordonnances royales, de 1669 à 1713, défendaient aux Français de « *prendre établissement stable et sans retour à l'étranger, à peine de confiscation de corps et de biens et d'être réputés étrangers* ». Pour le coupable, la déchéance entraînait donc la ruine. On pensait ainsi que, s'il acceptait d'un cœur léger la première sanction, sa bourse ne resterait pas insensible à la seconde. Certaines circonstances faisaient d'ailleurs présumer que l'esprit de retour était bien perdu ; le mariage, l'acquisition d'immeubles, le transport des familles et des biens. On admettait d'ailleurs que la déchéance n'était pas automatique et qu'elle nécessitait un acte de l'autorité publique — nous dirions aujourd'hui : un acte administratif.

Les Constitutions du 3 septembre 1791, 24 juin 1793, 5 fructidor an III, 22 frimaire an VIII prévoyaient comme causes de déchéance : la condamnation aux peines qui emportent la dégradation civique ; un jugement de contumace (Constitution de 1791) ; l'acceptation de fonctions ou de faveurs émanées d'un gouvernement non populaire (Constitution de 1793) ; « *l'affiliation à toute corporation étrangère qui supposerait des distinctions de naissance ou qui exigerait des vœux religieux* » ; la résidence hors du territoire de la République, sans mission ni autorisation (Constitution de l'An III).

Parmi tant d'occasions de perdre la qualité de Français, beaucoup ont disparu, ou plutôt ont été abandonnées. Mais on ne peut conclure de cet abandon qu'elles ne seront jamais plus remises en usage. Il en est de cette matière comme de la mode, où tout finit par se reproduire au moins une fois. Le Français qui émigre à l'étranger sans raisons valables était puni en 1809. Il l'est de nouveau en 1940, dans des circonstances à peu près semblables. C'est un exemple au milieu de bien d'autres.

Un exposé historique de ce genre doit généralement s'arrêter en 1804, avec la promulgation du Code Civil. Cette limite est raisonnable et présente l'avantage d'être admise sans critiques. Nous nous conformerons donc à cette vérité première. Mais l'évolution, ou plutôt les fluc-

tualions que nous avons déjà discernées ne se sont point arrêtées avec le grand œuvre de l'Empereur.

La loi du 26 juin 1889 modifiait déjà le Code Civil, qu'elle estimait archaïque, sur un point tout au moins.

Pendant la guerre de 1914-1918, les Lois du 7 avril 1915 et du 18 juin 1917 prirent des mesures radicales contre certains naturalisés, ex-sujets ennemis, dont l'attachement n'était peut-être pas éprouvé. Mais cette législation de circonstance ne devait durer qu'un temps et respectait par ailleurs les règles préexistantes du Code Civil.

La loi du 10 août 1927 abrogea la loi de 1889 et ne lui laissa même pas la consolation d'en conserver le titre. Extraites délibérément du Code Civil, les règles relatives à la nationalité vont mener une existence propre. Existence agitée, comme l'époque qui va suivre. Un Décret du 12 novembre 1938, un Décret du 9 septembre 1939, et sept lois des 16 juillet, 23 juillet, 10 septembre, 29 octobre, 13 septembre, 10 novembre et 22 juillet 1940 créent ou ressuscitent des mesures extrêmement énergiques qu'il devenait urgent de prendre.

Au point de vue technique, la déchéance de la nationalité se caractérise par son domaine — actes et personnes visées — ses procédés de réalisation, ses effets.

Il lui est difficile de présenter un visage immobile. Cette matière, en effet, dépend étroitement des conditions d'existence d'un pays et change avec le « climat » politique ou social.

Son domaine n'est pas toujours le même. De nouvelles causes de déchéance apparaissent, d'autres disparaissent. Tantôt les naturalisés sont seuls visés, tantôt les nationaux d'origine eux-mêmes sont englobés dans une règle générale.

Ses procédés de réalisation varient. A la procédure judiciaire, qui sauvegarde les intérêts et comble de satisfaction les défenseurs des droits privés, se substitue parfois la procédure administrative, plus directe, mais plus rapide. Et il faut quelquefois faire vite.

Enfin, les effets sont divers. La déchéance peut se suffire à elle-même, comme elle peut être aggravée par une extension à la famille du coupable ou par la confiscation de tous les biens, sinon les deux à la fois.

Et dans tous ces changements, point d'autres directives pour les gouvernements que l'obligation de sauvegarder l'existence de la nation.

Ce principe apparaîtra dans chacun des points que nous allons étudier :

- I — La législation antérieure à 1914
- II — La législation de 1914 à 1918
- III — La législation de 1918 à 1939
- IV — La législation postérieure au 1<sup>er</sup> septembre 1939

Tel est d'ailleurs le plan de ce travail.





## PREMIERE PARTIE

### La législation antérieure à 1914

---

Dans son édition de 1804, le Code Civil attachait la déchéance de la nationalité aux causes suivantes : 1° — l'acceptation non autorisée par le gouvernement de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger ; 2° — l'affiliation à toute corporation étrangère qui exigera des distinctions de naissance ; 3° — tout établissement fait à l'étranger sans esprit de retour ; 4° — le service militaire pris à l'étranger ou l'affiliation à une corporation militaire sans l'autorisation du gouvernement. En 1807, la deuxième cause disparut : la création par Napoléon Ier d'une noblesse d'Empire s'en serait mal accommodée.

Un Décret du 27 avril 1848 abolit l'esclavage dans les possessions françaises et, pour châtier ceux qui enfreindraient ses dispositions, décidait qu'ils seraient déchus de la nationalité française. Cette sévérité souleva de nombreuses protestations dont on entendra l'écho plus loin.

En 1889, un changement notable se produisit. Il s'agissait de rajeunir le Code Civil et de l'adapter à la réalité, au moins en ce qui concerne notre sujet. On avait remarqué que bien peu de Français avaient jusque là perdu leur qualité pour être allés s'établir à l'étranger sans esprit de retour. Sans doute certains allaient vivre ailleurs, mais c'était pour se livrer au commerce, et le Code Civil prévoyait justement le cas pour en faire une exception à la règle (1)

---

(1) Cette question a toujours un caractère d'actualité. Les problèmes de nationalité, semblables aux recherches généalogiques, exigent parfois de lointaines incursions dans le passé. Pour savoir si, par exemple, tel aïeul possédait la nationalité française, le Tribunal devra se rapporter à la législation alors en vigueur et secouer parfois de poussiéreuses controverses qui s'agiteront de nouveau. A ce titre, la présente étude ne montre pas l'inutilité désespérante de certains exposés historiques. Ainsi, en 1936, le Tribunal Civil de la Seine eut à établir si l'ar-

On pensa également que l'affiliation à une corporation militaire étrangère (telle les Chevaliers de Malte ou l'Ordre Teutonique) ne valait plus la peine d'être retenue. Tout ceci fut exposé dans les travaux préparatoires de la réforme. On saisit encore l'occasion pour attaquer le Décret du 27 avril 1848, mais sans succès.

Les principes en vigueur avant 1914 se trouvent dans la loi du 26 juin 1889. Ils prononcent la déchéance de la nationalité dans les cas suivants :

1° - L'acceptation de fonctions publiques à l'étranger et leur conservation nonobstant l'injonction du gouvernement français de les résigner dans un délai déterminé.

2° - L'enrôlement dans une armée étrangère sans autorisation du gouvernement français.

3° - Le commerce et la possession d'esclaves. (D. du 27 avril 1848). Nous rappellerons successivement : les conditions d'application de ces différents cas, leur technique de mise en œuvre, leurs effets et nous tâcherons de déterminer, à leur occasion, la nature juridique de la déchéance.

---

rière grand-père du demandeur, né en 1810 à Paris, avait conservé la nationalité française quoique s'étant par la suite établi en Russie pour y négocier. (L'affaire se compliquait encore du fait que le grand-père, né en 1875 à Odessa, avait pris du service dans l'armée russe). Le Tribunal a constaté, plus d'un siècle après, « que ledit HEUMANN s'est expatrié en 1828, mais que rien ne permet d'admettre qu'il est parti sans esprit de retour et que bien au contraire, certains de ses actes démontrent qu'il n'a jamais renoncé à la nationalité française ». (T. Civ. Seine, 6 nov. 1936, REVUE, 1937, 653). Pour le Tribunal supérieur de Colmar (24 avril 1923, — encore une espèce récente — dans REVUE ALSACE-LORRAINE, 1923, p. 435), ces actes peuvent être : le visa de l'acte de naissance par le préfet de police, la transcription de la nationalité française sur des actes de naissance ou de décès dressés à l'étranger.

Sur ce point, voir encore des opinions semblables : T. Seine, 18 fév. 1918, G. P. 1918, 1, 79 ; Grenoble, 24 février 1914, D. P., 1916, 2, 193 ; Chambéry, 9 février 1898, D. P. 1900, 2, 377.

Dans ce domaine où les fantômes ressuscitent volontiers, il peut être intéressant de savoir comment ils se comportaient de leur vivant.

## CHAPITRE I

### CONDITIONS D'APPLICATION

#### SECTION I — L'acceptation de fonctions publiques à l'étranger. (Art. 17, 3°, C. Civ). ..

Le Code Civil en parlait déjà, mais en des termes rigoureux : la déchéance était encourue lorsque le citoyen français n'avait pas sollicité l'autorisation de son gouvernement. S'il oubliait de prendre cette sage précaution, il se trouvait dans une expectative particulièrement désagréable. D'ailleurs, même s'il y avait songé, il restait exposé à la confiscation de tous ses biens, à l'incapacité de succéder et à diverses autres déchéances, voire à la mort civile prévues par le Décret du 6 avril 1809, au cas où une guerre aurait éclaté entre la France et sa patrie d'adoption. La loi du 26 juin 1889 a maintenu cette déchéance, mais en l'adoucissant (1).

Elle présume, chez le Français qui accepte une investiture officielle à l'étranger, la volonté d'abandonner sa patrie d'origine, puisqu'il lui devient malaisé de la servir sans arrière pensée. (WEISS, op. cit. p. 468).

Les conditions de mise en œuvre sont les suivantes :

1 - La capacité de changer de nationalité, 2 - Une fonction publique, 3 - L'acceptation de cette fonction, 4 - Sa conservation malgré l'injonction du gouvernement français.

1 - *Capacité*. Elle est régie par les règles du droit commun relatives aux changements de nationalité. Pratiquement, le problème n'a trait qu'aux mineurs.

Il ne faut pas se demander si l'intéressé pouvait, d'après la loi étrangère, exercer telle fonction publique. C'est à la loi française qu'il faut poser la question. D'ail-

---

(1) « Dans sa forme absolue, la disposition ancienne du Code a paru dure et sans grande utilité. En pareille matière, l'essentiel est d'armer le gouvernement et de lui donner le moyen de frapper l'individu qui, en acceptant de telles fonctions, nuirait au pays, porterait atteinte aux intérêts français. Contre celui-là, la déchéance de la qualité de français devra être prononcée » (Rapport de M. Antonin DUBOST, du 7 novembre 1887).

leurs, cette loi sera généralement respectée à l'étranger. Et même si elle était négligée, il faudrait persister dans son application : « *En matière de statut personnel, la compétence de la loi nationale apparaît clairement comme la seule digne d'être reconnue* ». (PILLET, op. cit. p. 308).

II - *Fonctions publiques*. C'est à ce sujet que naissent presque toutes les difficultés.

La fonction publique comprend à la fois les charges politiques, dont l'investiture met en œuvre les organes supérieurs de l'Etat et la fonction administrative, dont l'objet, dit M. HAURIOU, « *est de faire des actes d'administration et des opérations administratives, c'est-à-dire de pourvoir par des actes et par des procédures, à la fois juridiques et techniques, à la satisfaction des besoins publics et à la gestion des services publics* ». Les besoins publics d'un pays se traduisent par les notions d'ordre public et de service public.

La première a pour but de maintenir la discipline, sans laquelle l'activité sociale est impossible ou stérile. La seconde peut se définir : « Un service rendu au public, d'une façon régulière et continue, pour la satisfaction d'un besoin public et par une organisation publique ». La fonction administrative admet des limites : elle ne doit pas avoir pour seul but la production de la richesse, à cause du défaut d'adaptation de l'opération envisagée avec la complexité et la lenteur de la procédure administrative et de l'obligation de maintenir un certain champ d'action aux entreprises privées.

Ainsi, les fonctions publiques dont il est question dans l'art. 17 C. Civ. comprendront les charges politiques, les fonctions du juge et de l'administrateur, qui contiennent toutes une parcelle de puissance publique, mais aussi celles que la puissance publique a instituées dans un but d'intérêt général.

Les discussions surgissent lorsqu'il s'agit de fonctions ecclésiastiques, diplomatiques ou consulaires et de certaines professions libérales.

a - Devait-on déchoir de la nationalité française celui qui prononçait des vœux à l'étranger et s'y retirait ? On décidait de se renseigner sur place : il ne pouvait y avoir

déchéance que si, d'après la loi étrangère, la fonction religieuse avait le caractère public.

Ainsi, à l'occasion d'une histoire fort compliquée d'héritage et de confiscation de biens, la Cour de Cassation décida que la demoiselle DE GUSTELLE était restée Française, quoique ayant été pourvue, et sans autorisation, des titre et prébende de chanoinesse dans le chapitre de Sainte Berthe, en Autriche. Il paraît d'ailleurs qu'elle n'avait prononcé aucun vœu et n'entendait pas rompre avec l'agitation du siècle. Pouvait-on être bien sévère envers elle ?

Un Décret du 7 janvier 1808 avait interdit aux ecclésiastiques français d'accepter, sous peine de la déchéance, la collation d'un évêché *in partibus*. Il est vrai qu'à l'époque, le St-Siège était investi d'une autorité temporelle et ces évêques d'un genre particulier pouvaient être considérés comme des fonctionnaires exerçant leur compétence dans un pays soumis à l'autorité des infidèles. Ce Décret n'a pas été abrogé par la loi du 26 juin 1889.

b - Les *agents diplomatiques* exercent certainement une fonction publique. D'ailleurs, pour empêcher le moindre doute, un Décret du 26 août 1811 interdisait à un Français, représentant un Etat étranger, d'exercer auprès de son pays d'origine. Il lui était notamment impossible « d'être reçu comme chargé de missions d'apparat qui le mettraient dans le cas de paraître avec son costume étranger ». Sans ors et sans plumes, le pauvre ambassadeur aurait été bien embarrassé.

Tout de même, sous la Restauration, M. Pozzo di Borgo se produisait à Paris comme représentant officiel de la Russie et, en 1876, la Cour de Paris reconnaissait que M. HERRAN, tout en étant demeuré Français, pouvait également agir comme ministre plénipotentiaire du Honduras. Question d'opportunité : il est toujours flatteur pour un Etat de voir un de ses ressortissants comblé d'honneurs à l'étranger. Encore faut-il, pour cela, que l'origine ne soit pas contestée. La loi de 1889 a rapporté le Décret de 1811. Mais aujourd'hui, comme sous le Premier Empire, l'exercice des fonctions diplomatiques à la solde de l'étranger demeure périlleux.

Pour les *consuls*, il faut, semble-t-il, distinguer entre les *consules missi* et les *consules electi*. Les premiers ont

reçu une instruction professionnelle, effectué un stage et subi des examens. Ils sont certainement fonctionnaires publics de l'Etat qui les nomme. Les autres sont choisis parmi les nationaux ou parmi les étrangers. Ce sont généralement des négociants, qui ne reçoivent aucun traitement et restent autorisés à faire du commerce. Leurs fonctions sont tellement honorifiques qu'on les appelle parfois *consuls honoraires*. Ils n'ont aucune investiture publique.

c - La profession d'*avocat* ou de *médecin* peut être exercée sans inconvénients à l'étranger, sauf si elle présente l'aspect d'une fonction, par exemple directeur d'un hospice, d'un asile d'aliénés ou d'un service social quelconque.

Pour les emplois de *professeur*, on doit faire une distinction, comme pour les fonctions ecclésiastiques et rechercher si, par exemple, la chaire qu'occupe l'intéressé, le traitement qu'il reçoit, la discipline à laquelle il obéit viennent d'un gouvernement étranger. En somme, il suffit de savoir si le statut des fonctionnaires en vigueur dans l'Etat s'applique au cas particulier.

Certainement à tort, la Cour de Douai décida, le 12 novembre 1844 (D. P. 1845, 4, 208) que le Français nommé par une municipalité étrangère professeur dans un établissement communal ne perd pas sa qualité. Une commune, comme tout autre collectivité, peut nommer des fonctionnaires, qui participent à l'exercice de la puissance publique.

En 1859, le sieur DAUSOIGNE-MEHUL, qui était allé exercer ses talents musicaux en Belgique, comme directeur du Conservatoire de Liège, se voyait déchu de la nationalité française. (Paris, 23 juin 1859, S. 1860, 2, 261). En 1830, le sieur D... était dentiste en Russie. Mais un dentiste d'une espèce particulière, puisqu'il accordait ses soins au tsar lui-même. Pour reconnaître ses talents, l'empereur l'avait nommé conseiller de cour, comme d'ailleurs son cuisinier et son cocher. Etait-il besoin de préciser que ce titre n'entraînait pas la faculté de se mêler des intérêts politiques de la Russie ? En tout cas, le dentiste impérial était bel et bien resté Français. (Cass. 14 mai 1834, S. 1834, 1, 847).

Il en est de même pour l'attribution de décorations, l'affiliation aux ordres étrangers, grands cordons et autres,

d'une façon générale pour tout ce qui présente un caractère purement honorifique. Un Avis du Conseil d'Etat du 21 janvier 1812 dénationalisait cependant tout Français qui aurait accepté d'un souverain étranger un titre de noblesse héréditaire ou un service d'honneur près de sa personne. Il est aujourd'hui sans valeur. A-t-il seulement jamais été appliqué ?

— En 1863, la Cour d'Appel de Colmar décida que l'emploi de Chef de gare, accepté en Suisse, mais à titre temporaire, ne provoquait pas la déchéance (Colmar, 30 avril 1863, D. P. 1863, 2, 172).

III. — *Acceptation de la fonction.* C'est l'élément intentionnel, sans lequel la sanction ne peut être encourue. Il y a évidemment acceptation, *lato sensu*, lorsqu'un individu a fait des démarches et accompli des formalités pour solliciter un emploi à l'étranger.

IV. — *Conservation de la fonction malgré l'injonction du gouvernement français.* Le Code Civil était plus exigeant : il suffisait, pour encourir la déchéance, d'exercer une fonction à l'étranger sans avoir, au préalable, sollicité l'autorisation du gouvernement. Celui-ci, pensait-on, pouvait, grâce à cet avertissement, examiner chaque cas particulier et prendre sa décision en connaissance de cause. S'il émettait un avis favorable, le bénéficiaire pouvait entreprendre son voyage en toute quiétude. Il devait seulement rentrer en cas de conflit entre la France et le pays de son nouveau domicile, sous peine de la confiscation générale et de la mort civile (D. de 1809 et de 1811). L'époque était assez troublée pour que cette précaution ne fut pas inutile.

Ce système était doublement contestable. Peut-être était-ce par ignorance et en toute bonne foi que le Français avait négligé de solliciter l'autorisation prévue. L'application de l'adage « *nemo censetur...* » était certainement trop dure s'il était resté de cœur attaché à sa patrie. Et puis, comment le gouvernement, pressé de décider, pouvait-il agir à coup sûr ? Postérieurement, l'intéressé pouvait manifester une activité hostile à la France, sans qu'on pût alors rien contre lui.

La loi de 1889 se montra plus pratique. Le gouvernement intervient toujours, mais après coup. Il est donc juge des conditions de sa décision : s'il l'estime nécessaire, il mettra fin aux excès du citoyen peu scrupuleux, qui compromet la réputation ou la sécurité de la France. L'injonction aura la forme d'un Décret, publié au *Journal Officiel*, et notifié par nos agents diplomatiques ou consulaires. L'intéressé ne pourra plus prétendre qu'il ignorait sa situation.

**SECTION II - L'Enrôlement dans une armée étrangère, sans l'autorisation du gouvernement français. (Art. 17, 4° C. Civ.)**

Cette hypothèse, telle qu'elle vient d'être définie, a aujourd'hui disparu, ou plutôt, comme nous le verrons, a été absorbée dans une expression beaucoup plus ample. Son étude n'est pas sans intérêt, ne serait-ce que pour définir ce qu'on entend par *service militaire*. La question peut en effet, encore se poser.

L'article 17, 4°, du Code Civil, qui reproduisait l'ancien article 21, — sauf en ce qui concerne les corporations militaires étrangères, on a vu pourquoi — ne faisait pas double emploi avec la disposition précédente, ne serait-ce que par son mode de réalisation. Le Français qui accepte une fonction publique d'un gouvernement étranger n'était déchu que si, malgré l'injonction administrative, il persévérait dans son erreur. L'article 17, 4°, est plus expéditif : le seul défaut d'autorisation entraîne automatiquement la perte de la nationalité française. Autre différence : le fonctionnaire étranger repentant pourra obtenir la restitution des avantages perdus au moyen de la procédure très bienveillante de la réintégration (Art. 18 C. Civ.), tandis que le militaire ne pourra rentrer en France qu'avec l'autorisation du Chef de l'Etat et recouvrer son ancienne condition qu'en observant les règles ordinaires de la naturalisation. (Art. 21 C. Civ.). On approuvait généralement cette différence de traitements : « La loi a considéré avec raison que l'enrôlement d'un Français dans une armée étrangère, qui sera peut-être un jour appelée à combattre la France, est plus contraire au devoir civique et constitue une faute plus grave que le fait d'avoir accepté des fonctions pure-

ment civiles ». (WEISS, op. cit., p. 478).

Les conditions de la déchéance sont au nombre de quatre :

1 - Capacité de perdre la nationalité française, 2 - Service dans une armée étrangère, 3 - Service pris volontairement, 4 - Absence d'autorisation préalable.

I. — *Capacité*. Il suffirait de renvoyer aux explications déjà données si cette condition ne soulevait pas ici une difficulté particulière qu'on peut ainsi présenter : l'acceptation du service militaire à l'étranger par un mineur entraîne-t-il la dénationalisation ? La réponse à cette question met en jeu la nature juridique de la déchéance. Aussi la donnerons-nous plus loin, en essayant de résoudre ce problème plus général.

Mais, dès maintenant, on peut dessiner les deux positions antagonistes. Dans l'une, le mineur est déchu de la nationalité française par le seul fait qu'il devient soldat à l'étranger ; dans l'autre, la dénationalisation ne peut être encourue que par un majeur. Notons encore que la difficulté ne se poserait pas si l'individu, mineur lors de son entrée au service militaire, persistait à y demeurer après sa majorité accomplie, en attestant par ses actes une telle volonté : périodes militaires, séances d'instruction, etc... (Cass. Civ. 15 janvier 1912. CLUNET, 1912, 863, Paris, 1<sup>er</sup> décembre 1910, REVUE, 1911, 378).

II. — *Service dans une armée étrangère*. L'article 17, 4<sup>o</sup> ne donnait aucun élément d'appréciation. Aussi la jurisprudence a dû établir à quelles conditions la déchéance pouvait jouer.

a — Peu importe la durée du service. Il suffit, par exemple, d'une période d'entraînement dans les réserves ou d'une séance de perfectionnement.

b — Il n'est pas nécessaire que le Français ait été effectivement incorporé. Il suffit qu'à une époque déterminée il ait été à la disposition de l'autorité militaire étrangère. Ainsi, en 1888, l'organisation militaire italienne prévoyait trois contingents, dont deux seulement servaient en temps de paix, le troisième n'étant utilisé qu'en temps de guerre. Or, Henri-Gabriel-Richard, comte de Bari, (était-il

un authentique *DE BARI* ? Le Tribunal avait encore à le décider) après avoir contracté un engagement dans l'armée française, changeait tout à coup d'idée et se faisait incorporer en Italie, dans le troisième contingent. La Cour de Cassation décida que cette simple formalité avait suffi à enlever la qualité de Français. (Cass. Civ. 4 février 1891, S. 1891, 1, 449). Même décision du Tribunal Civil de la Seine, le 17 juillet 1894, dans une espèce très voisine (REVUE 1911, 306, note 3).

Le 19 décembre 1922, (S. 1923, 1, 204) la Cour de Cassation admettait encore que le fait d'être porté sur les listes de recrutement en Espagne, de participer au tirage au sort et d'être classé dans un excédent non appelé du contingent, justifiait cependant l'application de l'article 17, 4°.

Mais le simple fait d'avoir été déclaré inapte au service (Chambéry, 9 février 1898. CLUNET, 1901, 793 ; Cass. Req. 25 juin 1918, S. 1918-19, 1, 205) ou de payer un impôt qui dispense de l'incorporation. (Poitiers, 16 octobre 1916. CLUNET, 1917, 643) n'est pas suffisant.

c — Le service doit être pris dans une armée régulière, c'est-à-dire dans un organisme militaire qui puisse être amené à entrer dans un conflit sur l'ordre du gouvernement officiellement reconnu. Peu importe l'importance de la nation étrangère ou son éloignement. L'histoire montre que de petites puissances peuvent participer à de grandes guerres et que les belligérants savent envoyer des troupes sur les théâtres d'opérations les plus lointains.

Le but poursuivi étant qu'un Français ne fût pas un jour dans l'obligation de prendre les armes contre sa patrie, on a parfois admis sa participation à une guerre déterminée. Il en a été ainsi pour les Français qui avaient pris du service dans l'armée grecque ou chez les Boërs pendant la guerre du Transvaal.

La même solution est admise lorsque le service est pris dans une milice. Il existe en effet, dans certains pays, des formations dont le but est de maintenir l'ordre à l'intérieur, mais qui demeurent en marge de l'armée régulière. Telle cette garde bourgeoise de Cassel (Hesse-Cassel), dans laquelle la Cour de Bordeaux refusa de voir un véritable corps militaire. (14 mars 1850. REVUE, 1911, 304, note 2).

*d* — Participation à une guerre civile. Les luttes intestines sont malheureusement fréquentes. Par leurs effets, l'importance des ravages qu'elles provoquent ou la puissance des moyens qu'elles mettent en œuvre, elles se comportent tout aussi bien que les guerres internationales. Or, les adversaires font souvent appel aux volontaires étrangers pour augmenter leurs rangs. Ils organisent même parfois dans les pays voisins des officines de recrutement dont la propagande porte rapidement ses fruits. Ou bien, plus noblement, des hommes de tous les pays viennent spontanément offrir leurs services. Pour les uns, la bataille est un moyen de satisfaire la violence du tempérament et l'appétit de la passion, pour les autres, c'est une magnifique occasion de matérialiser un idéal et de consacrer leur vie à sa défense.

Quelle que soit la valeur de ces raisons, n'encourt-on pas le risque de perdre la nationalité française ? D'une façon générale, la jurisprudence refuse d'appliquer cette sanction. Les exemples sont nombreux.

Sous la Restauration, Armand CARREL, qui était sorti de St-Cyr avec une réputation peu ordinaire de fougue et d'originalité, envoya sa démission au Ministre de la Guerre et se rendit en Espagne pour combattre Ferdinand VII sous le drapeau proscrit de Jemmapes et d'Austerlitz. La situation se compliquait du fait que ses adversaires étaient eux-mêmes soutenus par un corps expéditionnaire français, régulièrement envoyé par le gouvernement de Louis XVIII. Traduit à son retour en France devant un Conseil de guerre, Armand CARREL étonna ses juges par sa contenance intrépide et digne. Il fut destitué et condamné à un court emprisonnement, mais conserva la nationalité française.

En 1862, CLUSERET, également soldat et publiciste, prit part à la guerre de Sécession et sa conduite fut si héroïque à la bataille de Crass-Keyss qu'on ne put faire autrement que de le nommer général. Pendant cette même guerre civile, on remarqua le Comte de Paris et le Duc de Chartres dans les rangs de l'armée fédérale, ce qui ne les empêcha pas, l'un et l'autre, d'exercer par la suite leur commandement en France.

MM. LOCKROY et MAXIME DU CAMP, qui avaient pris part à l'expédition des Mille, en Sicile, devinrent depuis, le premier, Ministre et le second, académicien.

Restait la question des Zouaves Pontificaux. Le corps fut créé en 1860, à l'initiative du Général LAMORICIERE, qui, assagi, était devenu légitimiste et cléricale. Il se composait de jeunes volontaires, recrutés pour la plupart parmi les familles nobles de France. Leur bravoure ne faisait aucun doute. Pourtant, l'armée pontificale essuya une belle défaite à *Castelfidardo*. Elle combattit encore à *Mentana*, contre Garibaldi et défendit courageusement Rome contre les troupes du Général CADORNA.

La jurisprudence fit bénéficier les Zouaves du traitement le plus favorable. D'autant plus qu'ils se conduisirent héroïquement pendant la guerre franco-allemande de 1870 et les « vestes grises » ont attaché leur souvenir aux glorieux combats d'*Orléans*, de *Loigny* et de *Patay*.

Comme le fait remarquer M. NIBOYET (*Principes de Droit International Privé*, T. I, p. 436), l'indulgence pour la participation aux guerres civiles ne se justifie pas toujours. Des exemples ont montré que, très souvent, le conflit déborde du cadre national et s'étend sur les pays voisins. (Attaques aériennes d'un des belligérants contre des navires étrangers).

III. — *Service pris volontairement*. L'article 17, 4°, punit le Français qui *prend* du service militaire à l'étranger. Cette expression n'est pas seulement conforme à une coutume de langage. Elle implique une décision, un acte volontaire. Aussi ne retiendra-t-on pas une incorporation forcée, telle, par exemple, celle qui résultait de la Convention Consulaire franco-espagnole du 7 janvier 1862. Cet accord, en vigueur jusqu'en 1908, décidait que le Français né en Espagne devait attester qu'il avait satisfait à la loi de recrutement en France. S'il ne produisait pas cette preuve, il était incorporé en Espagne. Comme le remarquait le Tribunal de la Seine, (19 juillet 1884, *REVUE*, 1911, 293, note 2) « les gouvernements français et espagnol n'ont eu d'autre but que d'empêcher leurs nationaux de se soustraire d'une manière absolue à l'obligation militaire dans l'un et l'autre pays ».

De jeunes Alsaciens-Lorrains, qui avaient régulièrement opté pour la France après le Traité de Francfort, mais avaient, malgré cela, été incorporés dans l'armée allemande, ont toujours été considérés comme Français. (T. Civ. Lunéville, 28 mai 1889, T. Civ. Seine, 27 juillet 1897. *REVUE*, 1911, 294, note 2 et 3).

De même, le Français ne perdrait pas sa nationalité si, ayant été inscrit d'office sur les listes de recrutement dans un pays étranger, il était ensuite obligé de répondre à des appels, sous peine d'être poursuivi comme insoumis ou comme déserteur. Même en matière pénale, la contrainte exonère de toute culpabilité. (Cass. Req. 13 juin 1904, S. 1905, 1, 317, 10 mai 1913, S. 1913, 1, 364, Cass. Civ. 9 mars 1926, S. 1927, 1, 121, note Eug. Audinet).

Cette condition restreint d'ailleurs considérablement le domaine de l'article 17, 4°. En somme, cette disposition ne jouera que lorsque un Français d'origine prendra du service à l'étranger. Mais elle cessera de s'appliquer toutes les fois qu'un individu aura deux patries et que l'une d'elles — sinon les deux ensembles — exigera son incorporation dans l'armée. Cette dualité est fréquente. Elle est la conséquence de l'application, par des pays différents, des principes du *jus soli* et du *jus sanguinis*.

C'est aussi le cas de l'Alsacien dont il était question plus haut. Par suite de divergences d'interprétation du Traité de Francfort, l'Allemagne le considérerait comme Allemand si le père n'avait pas opté pour la nationalité française. La France, au contraire, le considérerait comme Français, car elle n'admettait pas que les Français simplement domiciliés en Alsace-Lorraine lors de l'annexion, eussent perdu leur patrie d'origine.

Même antagonisme lorsqu'il s'agit de l'enfant né en France d'un Allemand ou d'un Italien. Il devient Français si, dans l'année de sa majorité, il n'a pas opté pour la nationalité de son père (art. 8, 4° C. Civ. ; actuellement, art. 4, L. 10 août 1927). Mais aux yeux de la loi étrangère, il est resté Allemand ou Italien.

La déchéance ne serait encourue que si l'intéressé avait favorisé la contrainte par un acte volontaire, par exemple, en signant un engagement.

IV. — *Absence d'autorisation préalable.* La sanction de l'article 17, 4°, est encore plus automatique que lorsqu'il s'agit d'une fonction publique acceptée à l'étranger. Le gouvernement n'a même pas besoin d'intervenir en adressant une injonction au citoyen infidèle. Il suffit que celui-ci n'ait pas sollicité l'autorisation administrative avant d'endosser l'uniforme. On considère que le fait de prendre du service militaire à l'étranger est suffisamment grave en lui-même et qu'il manifeste sans équivoque la volonté de celui qui le pratique.

L'autorisation était expresse ou tacite. Expresse, elle était donnée par Décret rendu sur la proposition du Garde des Sceaux et inséré au *Bulletin des Lois*. Elle contenait toujours la condition que le bénéficiaire ne combattrait jamais sa patrie d'origine. Tacite, elle consistait, par exemple, dans l'envoi, comme instructeur, dans une Ecole Militaire étrangère. Parfois même, elle était collective. Ainsi, un Décret du 28 août 1866 autorisa les Français à entrer au service du Souverain Pontife dans la Légion dite « d'Antibes ». De même, pendant la guerre de 1914-18, il résultait d'une Circulaire du Ministre de la Guerre que des Français pouvaient valablement servir dans une des armées alliées, quoique n'ayant jamais été soldats en France. (T. Civ. Seine, 26 mai 1921, CLUNET, 1923, 307).

### SECTION III — Le trafic ou la possession d'esclaves.

L'Esclavage fut longtemps considéré comme une institution économique indispensable. La libération des derniers serfs dans les pays civilisés et la restitution d'une égale liberté aux hommes de couleur blanche avait paru une concession suffisante aux principes de philanthropie humaine et de charité chrétienne. On conserva les esclaves de couleur parce que, peut-être, ils ne ressemblaient pas à leurs maîtres, auxquels, disait-on, la nature avait donné, par la couleur de leur teint, des lettres de noblesse et le privilège d'écraser les races noires.

En réalité, ils représentaient une main d'œuvre innombrable et recrutée à bon compte, que l'on maltraitait sans craintes et sans scrupules. Les Portugais et les Espagnols, après leurs succès dans diverses contrées d'Amérique, pas-

sèrent maîtres dans un art qui, au fond, convenait assez à leur tempérament. Le commerce des esclaves prit une extension extraordinaire. Dans l'espace de trois siècles, plus de quarante mille noirs furent arrachés aux côtes d'Afrique. Il en mourait régulièrement 20 % à chaque traversée, mais ce meurtre patenté n'inquiétait personne. Les Anglais ne restèrent pas longtemps à l'écart du trafic. En 1562, Sir John HAWKINS raffla sur les côtes de Guinée cent malheureux qui erraient sur le rivage et, après une traversée mouvementée, les jeta de force dans l'Île St-Domingue, que l'on nommait alors Hispaniola.

Mais au XVIII<sup>e</sup> siècle, les idées philosophiques de MONTESQUIEU, JEAN-JACQUES ROUSSEAU, VOLTAIRE, FILANGIERI et RAYNAL avaient sonné le tocsin contre le trafic des esclaves. En 1823, le Parlement anglais adoptait la devise de CANNING : « *Liberté civile et religieuse dans les deux mondes* », et préparait les voies de la réforme. Dix ans plus tard, l'esclavage était supprimé dans les possessions britanniques et cette disparition était saluée de ce curieux coup de chapeau : « *Aussitôt qu'eut été porté le coup qui abolissait cette odieuse institution, rien n'empêcha plus la nation anglaise d'exprimer hautement et par tous les moyens possibles sa profonde sympathie pour les souffrances de l'esclave, en quelque point du globe que retentisse encore le bruit de ses fers* ». DAIN, « De l'abolition de l'esclavage », p. 13).

Le même mouvement naissait et se développait en France. Le 4 mars 1848, le Gouvernement provisoire de la République considérait « *que nulle terre française ne peut plus porter d'esclaves* », et, le 27 avril, un Décret célèbre abolissait l'esclavage dans toutes les colonies françaises. Connaissant par avance la résistance à laquelle ils se heurteraient, ses auteurs avaient prévu une sanction rigoureuse. L'article 8 était ainsi conçu : « *A l'avenir, en pays étranger, il est interdit à tout Français, de posséder, d'acheter ou de vendre des esclaves et de participer, soit directement, soit indirectement, à tout trafic ou exploitation de ce genre. Toute infraction à ces dispositions entraînera la perte de la qualité de citoyen français* ». Les termes de cette injonction étaient assez généraux pour ne prêter à aucun équivoque. En fait, il n'y en eut pas. Ils visaient tous les

Français, qu'ils fussent dans les colonies françaises ou à l'étranger. On voulait, semble-t-il, sauvegarder dans le monde entier la dignité nationale.

On est d'accord pour reconnaître la noblesse des sentiments qui inspirèrent une telle réforme, mais aussi pour s'élever contre la sévérité de la sanction. N'aurait-on pas pu imiter l'exemple de l'Angleterre qui, à la même époque et dans une éventualité semblable, punissait d'une amende de 100 livres « *les individus qui possèdent des esclaves hors des possessions de Sa Majesté Britannique* » (Loi du 24 août 1843) ? Il est vrai que nous n'admettions pas, alors, le principe de punir nos nationaux pour des crimes commis à l'étranger.

La déchéance devait jouer si le colon ne libérait pas ses esclaves dans un délai de trois ans. Il y eut des résistances et des protestations. Certains objectèrent le bouleversement qu'une telle rapidité apporterait dans les exploitations et demandèrent la permission de souffler plus longtemps. En fait, il y avait plutôt de tous les côtés une mauvaise volonté évidente à s'exécuter. Néanmoins, une loi du 11 février 1851 porta à 10 ans le délai d'aliénation des esclaves et la loi du 28 mai 1858, plus généreuse encore, décida que les rigueurs du Décret ne s'appliqueraient pas aux propriétaires d'esclaves dont l'acquisition serait antérieure au 27 avril 1848 ou dont la possession, quoique postérieure à cette date, résulterait « *soit de succession, soit de donation entre vifs ou testamentaire, soit de convention matrimoniale* », ce qui était véritablement inciter à des cadeaux aussi singuliers.

La loi du 26 juin 1889 n'a pas rappelé le Décret de 1848, mais il a été assez longuement question de ce texte lors des travaux préparatoires pour qu'on ait admis son maintien sans difficulté. Pourtant, le rapporteur de la loi avait demandé son abrogation « *pour écarter, autant que possible, les causes de l'heimatlosat* ».

Le Décret de 1848 a été très rarement appliqué et sa mise en œuvre n'a jamais soulevé de difficultés. Aussi la jurisprudence est-elle peu abondante sur ce cas de dénationalisation. (Grenoble, 10 juin 1891. CLUNET, 1891, 1232. Seine, 13 janvier 1898, CLUNET, 1898, 549. Ce dernier jugement décidait que le fait d'acheter des esclaves pour les

affranchir ensuite ne constituait pas un acte répréhensible. La décision la plus intéressante dans ce maigre ensemble est certainement celle du Tribunal Civil de Mascara en date du 6 février 1895, (CLUNET, 1897, 814). Elle reconnaît d'abord la validité du Décret de 1848, qui, inconstitutionnel à son origine, a été purgé de ce vice par des actes de reconnaissance postérieurs. (Lois de 1851 et de 1858).

Elle règle ensuite une question de compétence et indique que l'action doit être intentée devant le Tribunal Civil, à la requête du Ministère Public. Précision importante que ne donnait pas le Décret de 1848.

D'ailleurs, aucune procédure spéciale n'était prévue, et la question de la déchéance pouvait être soulevée à l'occasion d'un litige quelconque mettant en jeu la qualité de Français. (Grenoble, 10 juin 1891, précité).

Notons, en terminant, cette remarque de M. NIBOYET :  
« *Les odieux trafiquants de la traite des blanches, certes infiniment plus nombreux, mériteraient encore davantage une pareille déchéance que, jusqu'ici, on n'a pas songé à leur infliger* ». Ce qui n'est pas sans intérêt.

## CHAPITRE II

### NATURE JURIDIQUE DE LA DÉCHÉANCE

La déchéance est une sanction rigoureuse, puisqu'elle rejette le Français hors de sa patrie et en fait souvent un *heimatlos*. Devant une telle sévérité, on a pensé qu'elle constituait une véritable mesure d'ordre pénal, avec tous les effets attachés à ce caractère. On trouve cette expression dans de nombreuses décisions de jurisprudence, mais sans qu'on puisse savoir exactement si le mot « peine » est pris dans son sens philosophique et moral ou dans son sens juridique.

Il n'est pas sans importance de se le demander. La nature juridique d'une institution gouverne le plus souvent sa mise en œuvre. Elle est le principe de base que l'on consulte en présence des difficultés, comme les croyants, qui calment leurs scrupules de conscience en interrogeant les dogmes de la religion. D'elle enfin, dépendent en grande partie, l'orientation des recherches et la valeur des solutions présentées.

Nous avons discerné cette idée générale en nous demandant, à propos d'une des causes de dénationalisation, quelle est la situation d'un mineur qui accepte du service militaire à l'étranger. La réponse dépend du point de vue auquel on se place pour apprécier la nature juridique de la déchéance. C'est pour cette raison que nous en avons réservé l'examen. L'étude de ce cas particulier permet d'ailleurs de poursuivre nos recherches de façon plus vivante. Mais la solution à laquelle on aboutit doit être étendue à toutes les hypothèses de déchéance.

Une vive discussion s'était engagé sur le point de savoir si un mineur qui s'engageait dans une armée étrangère sans l'autorisation du gouvernement perdait automatiquement la qualité de Français.

Les uns prétendaient que cette sanction a un caractère pénal et qu'elle répond à un acte de félonie. Avec de telles prémisses, il est aisé de conclure que la prise de service militaire à l'étranger est un délit et que la capacité du coupable doit être appréciée du point de vue répressif (en négligeant cet argument secondaire que l'engagement volontaire est un des actes pour lesquels le mineur a été habilité

par le législateur, par dérogation au droit commun. (T. de Blidah, 7 avril 1887. CLUNET, 1889, 111). Cette opinion est défendue par beaucoup d'auteurs. (AUDINET, Principes élémentaires de Droit International Privé, 2<sup>e</sup> éd., p. 96. DE FOLLEVILLE, de la Naturalisation, n<sup>o</sup> 478 : « *L'article 17 est une disposition d'ordre pénal. Selon nous, cet article doit s'appliquer également aux mineurs, puisqu'ils sont responsables de leurs délits du jour où ils ont un discernement suffisant* ». SURVILLE, Revue Critique de Législation et de Jurisprudence, 1911, p. 194).

Les autres refusent de voir dans l'article 17, 4<sup>o</sup>, une mesure répressive. Leur principal argument est que cette disposition ne figure pas au nombre des textes de nature pénale, auxquels elle renvoie précisément quand la trahison se complique de désertion ou d'insoumission. « *L'antithèse ne saurait être mieux établie entre les effets civils du service militaire pris à l'étranger et ses conséquences pénales.* (WEISS, op. cit., p. 479). Pour eux, c'est une question d'interprétation de la volonté individuelle. On admet qu'en prenant du service militaire à l'étranger, le citoyen manifeste le désir de perdre sa nationalité. Avec cette explication, les Tribunaux ont un large pouvoir d'appréciation. Ils étudieront les conditions de la présomption et pourront décider, par exemple, que l'esprit d'abandon n'est pas nettement caractérisé. C'est l'opinion de M. WEISS : « *L'article 17, 4<sup>o</sup>, repose, selon nous, sur une présomption invincible de volonté. On doit en effet, supposer que le Français, en s'enrôlant, dans une armée étrangère et en se rendant ainsi volontairement incapable de servir la France avec efficacité, a entendu renoncer à sa nationalité.* (Op. cit., p. 479) et de M. NIBOYET (Op. cit., p. 438).

La jurisprudence fait souvent des applications de ce principe. (Pau, 22 juin 1892. CLUNET, 1892, 995. Douai, 9 juillet 1894. CLUNET, 1895, 112 ; Cass. Civ. 13 juin 1904. CLUNET, 1904, 928). Elle décide ainsi que le service doit être librement accepté (voir *suprà*, p. 32). (T. Lunéville, 28 mai 1889, Revue Pratique de Droit International Privé, 1889, 49) et refuse de prononcer la déchéance lorsque l'engagement à l'étranger s'explique par des motifs d'ordre politique ou moral et n'implique nullement l'intention d'abandonner la nationalité française (Cass. 20 fév. 1877,

S. 1878, 1, 117. 30 avril 1890, Revue Pratique de Droit International Privé, 1890, 19).

On ajoute que la nationalité est un élément essentiel de l'état des personnes, tout aussi important que le patrimoine. Or, les actes de disposition sont formellement interdits à l'incapable. *A fortiori* ne peut-il se placer dans le mauvais cas de compromettre sa qualité de Français. « *N'est-ce pas là la transformation la plus profonde que la condition civile d'un homme puisse subir ? Et ne voit-on pas qu'il n'y a pas, dans la vie, de résolution plus grave que celle qui, du citoyen d'un Etat, fait un citoyen d'un autre Etat ?* ». PILLET, note sous Cass. Civ. 15 mars 1897, S. 1897, 1, 305.

Ces deux positions, quelle que soit la conscience apportée à leur défense, nous paraissent également critiquables.

Il n'est pas certain que la déchéance de la nationalité soit une peine comme, par exemple, le bannissement ou la dégradation civique. Au fond, il est impossible de lui trouver une place dans l'échelle qu'établit l'article premier du Code Pénal. Elle n'est ni de simple police, ni correctionnelle, ni afflictive ou infamante. En la forme, elle n'est pas infligée par une juridiction répressive, la procédure et les voies de recours ne sont pas celles que prévoit le Code d'Instruction Criminelle.

L'erreur est d'ailleurs excusable. Dans la plupart des espèces soumises à l'appréciation des juges, il s'agissait de déserteurs ou d'insoumis qui invoquaient l'accomplissement d'un prétendu service militaire à l'étranger pour justifier leur conduite. « *Il a pu arriver ainsi, écrit M. PILLET, (note précitée) — et qui s'en étonnerait — que le point de vue pénal n'est pas resté sans influence sur des questions purement civiles, de la solution desquelles dépendaient des condamnations imminentes, surtout lorsqu'il s'agissait de personnes de bonne foi, contre qui il eut été dur de déployer toutes les rigueurs de la loi* ».

Il n'est pas davantage exact de dire que l'article 17, 4° C. Civ. contient une présomption de volonté. En réalité, la jurisprudence a voulu brusquement réagir contre un courant désastreux qui, entraînant à l'application stricte des dispositions légales, favorisait la fraude et transformait fi-

nalement une sanction en bénéfice. Pour vaincre cette rigidité, il fallait pouvoir, en face de chaque situation, apprécier toutes les circonstances et rechercher si, par exemple, il y avait une intention de fraude. Le système de la présomption de volonté est un moyen de contrôle adroit et souple. Mais son adoption n'est dû qu'à un simple souci d'opportunité, qui, en cette matière, préoccupe souvent les esprits. Le tout est de le savoir.

Il n'est pas non plus juste de prétendre que, les actes de disposition étant interdits au mineur, celui-ci ne peut pas disposer de son état. C'est un jeu de mots, sans autre valeur. D'ailleurs, le mineur peut, en observant certaines formalités, se marier (Art. 148, C. Civ.) et consentir à son adoption (Art. 360 C. Civ.). A vrai dire, l'enrôlement dans une armée étrangère met en jeu une responsabilité dénuée de toute attache pénale, telle que la prévoit l'article 1382 du Code Civil.

En outre, cette faute ressemble à ce que, par opposition avec les faits illicites sans configuration précise, on a appelé « délits nommés ».

Tel était, avant la loi du 22 juillet 1867, le *stellionnat*, qui consistait soit à vendre ou à hypothéquer un immeuble dont on savait n'être pas propriétaire, soit à présenter comme libres des biens hypothéqués ou à déclarer des hypothèques inférieures à celles qui existaient.

Tels sont, encore : la *fraude paulienne* (Art. 1167, C. Civ.) commise par un débiteur qui, par sa malfaisance, compromet le gage de ses créanciers ; le *défaut d'inventaire de la part du conjoint survivant commun en biens* (Art. 1442, §1, C. Civ.) ; le *divertissement ou le recel héréditaire*, consistant, pour un héritier à s'approprier un bien héréditaire à l'insu de ses co-héritiers ou à dissimuler un bien qu'il devrait rapporter et faire figurer dans la masse du partage (Art. 792, C. Civ.).

Comme la déchéance de la nationalité, qui peut entraîner la mise sous séquestre des biens et leur confiscation, les délits nommés ont une sanction patrimoniale. Ainsi, grâce à l'action paulienne, l'acte frauduleux sera révoqué et le bien reprendra sa place dans le gage du créancier. Contre le conjoint qui a oublié de procéder à l'inventaire, la consistance de la communauté pourra être prou-

vée par tous les moyens, par titre et même par la commune renommée (Art. 1442, par. 1). La sanction du détournement d'effets héréditaires est double : d'un côté, le coupable perd la faculté de renoncer et demeure héritier pur et simple. De l'autre, il est également privé de sa part dans les effets détournés ou recelés (Art. 792).

On admet sans discussion que de tels délits sont consommés du moment que leur auteur possède la capacité délictuelle. Ainsi, la sanction de l'article 792 pourra atteindre un héritier incapable, comme par exemple un mineur doué de discernement. (Lyon, 20 décembre 1907, S. 1908, 2, 173. D.P. 1908, 2, 143). C'est d'ailleurs la solution reconnue en matière de responsabilité civile. (JOSSE-RAND, Cours de Droit Civil Positif Français, 3<sup>e</sup> éd., T. II, n° 455 et suiv. H. et L. MAZEAUD, Traité Théorique et Pratique de la Responsabilité Civile Délictuelle et Contractuelle, 3<sup>e</sup> éd., T. I, n° 447 et suiv.).

La jurisprudence la plus récente prétend pourtant le contraire, tout au moins en ce qui concerne la prise de service militaire à l'étranger. Ainsi, un arrêt de la Cour de Cassation du 31 décembre 1930 (S. 1932, 1, 113) constate que la perte de la nationalité française demeure subordonnée au fait « que le français qui se met à la disposition de l'autorité militaire étrangère soit majeur », (1). Mais elle ne se justifie pas davantage. Peut-être se serait-elle alors heurtée à certains obstacles.

En fait, il s'agit là d'une décision d'opportunité, d'une nouvelle manifestation contre une jurisprudence dont nous rappellerons plus loin les inconvénients et qui a provoqué, dans la loi de 1927, la disparition de cette cause de déchéance.

---

(1) On pourrait s'étonner de voir une décision de 1930 s'occuper d'un tel sujet. En effet, on verra que depuis la Loi du 10 août 1927, la prise de service militaire à l'étranger n'est plus une cause particulière de perte de la nationalité française. Il est assimilé au cas plus général d'emploi dans un service public et subordonné à une injonction préalable du gouvernement français de résigner ces fonctions. Mais nous savons aussi qu'en matière de nationalité, les Tribunaux doivent parfois se livrer à des reconstitutions historiques. Dans la présente espèce, le demandeur prétendait avoir accompli ses obligations militaires en 1912, dans l'armée espagnole.

Indiquons sommairement les faits qui avaient motivé le procès. Le sieur Jean LASTIBY, né en France le 9 juin 1891 d'un père qui y était lui-même né, prétendait qu'il avait pris du service militaire à l'étranger et qu'il était par conséquent déchu de la nationalité française. Singulière prétention. Il n'est généralement pas ordinaire pour un coupable de solliciter lui-même le fouet. Et cette attitude paraissait encore plus suspecte lorsqu'on apprenait que ce service militaire avait consisté « à figurer sur les listes de recensement, à tirer au sort et à y obtenir le n° 4 ». On peut douter que ce rang élogieux puisse suffire à inculquer une science militaire approfondie. En réalité, le pseudo-soldat avait trouvé ce moyen commode pour perdre sa nationalité d'origine et se souciait peu d'établir, entre l'art guerrier de la France et celui de l'Espagne, une comparaison justifiée par un séjour de trois ans dans une caserne.

Aussi, la Cour de Cassation a-t-elle sagement décidé que le sieur LASTIBY, de retour en France après un long séjour en Amérique, était resté Français, avec tout ce que ce mot contient de prérogatives et de charges.

Pour certains esprits, cette décision refuse en somme de reconnaître une culpabilité, pour des raisons d'opportunité, il est vrai, et d'infliger une peine.

Nous pensons au contraire que la Cour de Cassation a parfaitement apprécié l'indélicatesse de l'acte qui lui était soumis. Désirant le sanctionner, elle a originalement refusé de reconnaître la dénationalisation, faisant une application de la vieille règle « *nemo creditur propriam turpitudinem...* » et découvrant ainsi la seule punition efficace. C'est ce qu'exprime encore un arrêt de la Cour de Pau : « *Enfin l'intéressé ne saurait être fondé, au regard de l'autorité française, à trouver, dans une déchéance introduite contre lui, un moyen de se soustraire à l'obligation du service militaire* ». (22 juin 1892, CLUNET, 1892, p. 995).

Le procédé se retrouve. Dans certaines hypothèses, la jurisprudence refuse l'exercice d'un droit ou d'une action dont, en temps normal, la loi elle-même reconnaît l'existence. Ainsi, dans les contrats, la sanction du dol est parfois, pour le co-contractant coupable, le refus d'une action en nullité dont il aurait pu se prévaloir. La femme mariée

qui, avant la réforme du 18 février 1938, s'était présentée comme libre et capable, abusant ainsi de la bonne foi d'autrui, ne pourra plus attaquer l'opération en se prévalant de son incapacité. (Cass. Req. 28 mars 1888, D.P. 1888, 1, 361 ; Cass. Civ. 3 juin 1902, S. 1902, 1, 485 ; Cass. Req. 14 juin 1904, D.P. 1905, 1, 185). De même, les actes du prodigue ou du faible d'esprit resteront valables si celui-ci a, par des manœuvres frauduleuses, tenté de faire croire qu'il jouissait d'une capacité intacte. (Paris, 12 octobre 1933, S. 1934, 2, 64).

La même sanction peut être encourue par le mineur, mais à condition qu'il y ait de sa part une fraude évidente. (Cass. Req. 15 novembre 1898, S. 1899, 1, 225, note WAIL.). Par application des principes généraux déjà rappelés, le mineur doit répondre des délits et quasi délits qu'il commet. Mais la simple déclaration de majorité qu'il pourrait faire n'est point un obstacle à sa restitution. (C. Civ. art. 1307).



## CHAPITRE III

### MISE EN ŒUVRE ET EFFETS DE LA DÉCHÉANCE

#### SECTION I. — Mise en œuvre.

La déchéance est *automatique*. Elle peut atteindre *n'importe quel Français*, Français d'adoption et Français d'origine. Mais elle n'est encourue que dans les cas *limitativement prévus par la loi*. Il résulte de là que tous les autres manquements au devoir de loyalisme ne sont pas sanctionnés.

Du moment qu'un Français conserve sa fonction à l'étranger malgré l'injonction adressée ou qu'il prend du service militaire sans l'autorisation gouvernementale, il perd sa qualité de national. La loi ne prévoit aucune procédure et ne donne compétence à aucune juridiction. Cela ne veut pas dire qu'il ne faudra jamais se poser la question. Il arrive, en effet, que des problèmes de nationalité surgissent au cours d'une instance. Le plus souvent, des intérêts patrimoniaux sont agités. Ainsi, il s'agit de liquider une succession et les héritiers ne sont pas d'accord. Ils trouveront du moins commode de contester la nationalité de l'un d'entre eux qui, par exemple, aurait autrefois vendu ou acheté des esclaves.

En outre, puisque la déchéance est quelquefois provoquée par la violation d'une injonction gouvernementale, il se peut que la validité elle-même de cette décision soit contestée. Ce sera une question préjudicielle, qui échappera certainement à l'appréciation des Tribunaux Judiciaires.

D'où un double examen.

1. *Compétence des tribunaux judiciaires*. Elle est justifiée par l'application des principes généraux du droit : les Tribunaux Judiciaires sont les gardiens de l'état des personnes.

Il ne leur appartient pas de prononcer la déchéance : celle-ci joue d'elle-même dès que certaines conditions sont remplies. Ils la constatent par une intervention en quelque sorte secondaire. Cette constatation peut révéler un état qui remonte souvent à un siècle en arrière et que les intéressés

eux-mêmes ignorent. C'est un inconvénient qui a déjà été signalé. Il n'est pas le seul. En effet, la décision qui va intervenir n'aura que l'autorité relative de la chose jugée. Rien ne s'oppose à ce que la perte de la nationalité ne soit évoquée dans un nouveau procès devant une autre juridiction et qu'une décision contraire n'intervienne. Il est déjà gênant qu'une personne soit dépouillée de sa nationalité, mais si un tel changement doit se produire plus d'une fois, la victime de ces variations arrive à ne plus savoir à quel pays elle appartient. Frappé par cette incertitude, M. MAURY a proposé de distinguer entre les jugements qui interviendraient entre de simples particuliers et ceux dans lesquels l'Etat figurerait comme partie, les décisions de la seconde catégorie ne pouvant jamais plus être remises en cause.

Cet inconvénient n'est pas un pur sujet d'histoire. Il persiste, nous le verrons, dans la loi du 10 août 1927.

Le Tribunal doit apprécier si les conditions de la déchéance sont remplies. En rappelant certaines espèces, nous avons vu qu'il le fait consciencieusement. Il se demandera si l'emploi a bien le caractère d'une fonction publique, si l'injonction a eu lieu ou si l'autorisation n'a pas été sollicitée, si le service militaire est de ceux qui sont incompatibles avec la qualité de Français ou s'il n'a été pris que sous l'effet de la contrainte. Un seul domaine lui est interdit : apprécier la valeur de l'injonction gouvernementale. Le seul grief que le Tribunal puisse accueillir à ce sujet est la non-publication de l'injonction au *Bulletin des Lois*. C'est que, de cette insertion, dépend l'existence même de la déchéance et que les Tribunaux Judiciaires doivent vérifier si cette condition essentielle est remplie. Pour le reste, la jurisprudence des Cours et Tribunaux se retranche dans une prudente réserve. Cette tendance s'est dessinée à propos des Décrets de naturalisation. Mais elle se retrouve aussi à propos de toute décision administrative qui confère ou retire la qualité de Français.

Un Arrêt de la Cour de Cassation du 6 juillet 1922 (S. 1923, 1, 1), indique sans plus « *qu'il n'appartenait pas aux tribunaux de l'ordre judiciaire d'apprécier la légalité du Décret (de réintégration)* », ce qui est une bonne application du principe de séparation des autorités.

Mais, le plus souvent, les raisons sont différentes, sans que leur choix soit plus heureux : « *La naturalisation échappe à toute contestation judiciaire* (Alger, 2 décembre 1893, S. 1895, 2, 89) ; « *Elle est un acte de souveraineté* » (Alger, 13 décembre 1897, D.P. 1901, 2, 79) ; « *un acte de droit public accompli par le gouvernement français dans la plénitude de sa souveraineté* », (T. Seine, 9 novembre 1892, D.P. 1894, 2, 324).

Le danger est qu'emporté par cette éloquence sur les pleins pouvoirs, on passe insensiblement de l'« acte de souveraineté » à l'« acte de gouvernement »<sup>(1)</sup>, ce qui aurait, on va le voir, de graves conséquences.

II. *Compétence des tribunaux administratifs. Question préjudicielle.* La validité de l'injonction administrative peut être contestée dans la forme et au fond. Dans les deux cas, la compétence de la Juridiction Administrative est certaine. En matière de nationalité, les décisions de l'Administration ne sont pas des actes de gouvernement, puisqu'ils n'ont certainement pas pour but de « veiller à l'observation de la Constitution et au fonctionnement des grands pouvoirs publics » ni des actes discrétionnaires, ou mieux, puisque cette expression ne désigne qu'un « fantôme » (HAURIOU), des actes de pur pouvoir discrétionnaire. Le Conseil d'Etat déclare toujours recevable le Recours pour Excès de Pouvoir dirigé contre les mesures prises en matière de nationalité.

En la forme, on peut prétendre que le Décret n'a pas été régulièrement notifié. Au fond, on contestera, par exemple, le caractère public du service incriminé.

Mais le requérant n'est pas recevable à discuter l'opportunité de la mesure prise envers lui. A ce sujet, la formule des arrêts est constante.

## SECTION II. — Effets de la déchéance.

I. *Effets relatifs à la personne du déchu.* Les droits civils et politiques attachés à la qualité de Français sont perdus. Si l'intéressé est fonctionnaire, il devra démissionner.

---

(1) « *La naturalisation est assimilable à un acte de gouvernement* ». (PILLET, Traité Pratique de Droit International Privé, éd. 1923, p. 312).

ner. Le droit qu'il aurait pu avoir à l'obtention ou à la jouissance d'une pension est supprimé. (Art. 29, Loi 9 juin 1853).

Mais, par le jeu du principe d'équilibre, les charges corrélatives disparaissent. C'est même, on l'a vu, la libération de l'obligation militaire qui pousse certains individus peu scrupuleux à provoquer eux-mêmes la déchéance. Dans ce cas, la sanction souhaitée est refusée. La loi est tournée, il est juste qu'elle ne s'applique pas.

La déchéance se produit sans rétroactivité — tout au moins dans la période que nous étudions — et les droits acquis sont respectés. Si un mariage a été contracté sous la loi française, le conjoint du déchu peut valablement continuer à en réclamer les effets. De même, la déchéance intervenue postérieurement à l'exploit d'ajournement ne permet pas de décliner la compétence du Tribunal français (Paris, 7 juillet 1865, Gaz. Trib. 13 juillet 1865 ; Orléans, 13 mars 1892, G.P. 1892, 1, 599 ; Cass. 4 fév. 1891, G.P. 1891, 1, 255) M. GARSONNET explique ainsi cette impossibilité : « *C'est un droit pour les parties que d'être jugées par le Tribunal où la demande est portée. De là vient qu'elle fixe invariablement la compétence de ce tribunal et lui impose l'obligation de juger à peine de déni de justice. Aucun événement postérieur à l'engagement de l'instance ne peut donc enlever au juge le droit de juger qu'il avait au jour de la demande* ». (Procédure Civile, T. II, p. 254).

Il est quelquefois difficile de déterminer la date de la déchéance. Si on la connaît exactement dans le cas de l'incorporation administrative — c'est celle du Décret —, on ne possède plus aucun élément d'appréciation lorsqu'il y a prise de service militaire à l'étranger.

Dans le cas particulier de l'article 17, 4°, C. Civ., le coupable est, en outre, passible des peines réprimant l'insoumission.

II. *Effets relatifs à la famille du déchu.* La déchéance est personnelle à celui qui l'encourt. Elle ne s'étend pas à sa famille, à ses enfants, à son conjoint. A moins, évidemment, d'un texte de loi formel. Mais, avant la guerre de 1914-18, aucune disposition législative ne prévoyait cette

extension. Pour les partisans de la déchéance-sanction, il n'y avait même là qu'une simple application du principe de la personnalité des peines. Cette manière de voir était d'ailleurs admise par la jurisprudence. (Cass. 25 mars 1889, S. 1890, 1, 145. Chambéry, 27 août 1877, S. 1878, 2, 15. Cass. Req. 6 mars 1877, S. 1879, 1, 305). On pouvait d'ailleurs raisonner par voie d'analogie, puisque, alors, l'acquisition de la nationalité française n'avait aucun effet sur la femme et les enfants mineurs du naturalisé. Un doute naquit lorsque la loi du 26 juin 1889, modifiant l'article 12 C. Civ. décida que ces enfants devenaient Français de plein droit, sauf faculté de répudiation. Certains auteurs, MM. COHENDEY et VALERY notamment, soutinrent, qu'inversement, ces mêmes enfants devaient suivre le sort de leur auteur dans la déchéance. Cette interprétation était contraire à l'esprit des lois sur la nationalité, qui ont pour but d'augmenter le nombre des citoyens, mais non de le diminuer sans raison. La jurisprudence récente la repousse. (Seine, 28 juillet 1910, CLUNET, 1912, p. 237). Besançon, 17 décembre 1924, REVUE, 1925, p. 287).

III. *Effet spécial à la déchéance de l'article 17, 4° C. Civ. Solution d'un Conflit de Lois.* Nous avons vu (suprà, p. 33) que, souvent, un individu peut avoir deux nationalités. Par exemple, il est né en France de parents étrangers. Il est Français, s'il y est lui-même domicilié, mais jouit d'une faculté de répudiation qu'il peut exercer à sa majorité. Ou bien son père s'est fait naturaliser en France. Mais, le plus souvent, il y a, à côté de cette nationalité *jure soli* une allégeance *jure sanguinis* qui persiste et se manifeste lorsque l'enfant atteint l'âge de servir dans l'armée. Deux lois de recrutement vont se le disputer, parfois, âprement, et le malheureux sera bien embarrassé de choisir : quelle que soit sa détermination, il sera exposé aux rigueurs de la loi pénale.

L'article 17, 4°, joue alors un rôle nouveau et inattendu. Si l'intéressé obéit à l'ordre de l'étranger, il perd la nationalité française. Et il peut se prévaloir de cette déchéance pour se défendre dans une poursuite en insoumission,

Mais ce rôle modérateur suppose la bonne foi. La loi cesse de s'appliquer si, en réalité, on ne s'en sert que pour éluder les charges militaires les plus lourdes. Nous avons déjà donné des exemples de cette fraude et des conséquences qu'elle entraîne.



## DEUXIEME PARTIE

### La législation de 1914 à 1918

---

La guerre de 1914-1918 souleva en matière de nationalité un problème très délicat, qui mettait en jeu la sécurité même du pays. Or, dans les périodes agitées, les questions vitales ont toute la sollicitude du Gouvernement. Elles sont rapidement réglées, si rapidement, parfois, que la solution primitive est jugée ensuite insuffisante et qu'on doit la changer. Nous vérifierons d'ailleurs toutes ces indications.

La loi du 26 juin 1889 avait rendu plus aisée la naturalisation. Il s'agissait de compenser l'insuffisance déjà inquiétante de la population française et la lenteur de son développement en invitant des étrangers à collaborer au travail national. Leur assimilation était considérée comme possible, surtout si le sujet faisait preuve de bonne volonté et de qualités essentielles. Le Gouvernement était juge de chaque cas et l'on pensait que, libre de décider, il ne le ferait qu'à bon escient. En réalité, il commit des erreurs, dues à des causes diverses, mais eut du moins le mérite de les reconnaître.

Son attention se tournait évidemment vers les anciens sujets allemands, austro-hongrois et ottomans. Malgré leur qualité — parfois récente — de Français, pouvait-on se fier à une fidélité qui ne reposait ni sur le temps, ni sur la communauté des souffrances endurées ? Ne fallait-il pas craindre que ces gens obéissent aux sollicitations de leur ancienne patrie pour trahir la France ? Contre eux, l'internement et la mise sous séquestre des biens, mesures classiques au début d'un conflit, étaient inapplicables. A moins qu'on ne décidât de les considérer de nouveau comme des étrangers.

C'est ce que firent deux lois du 7 avril 1915 et du 18 juin 1917, sur le retrait des naturalisations accordées aux sujets des puissances ennemies. On peut s'étonner de

voir cette succession de textes relatifs à un même sujet en si peu de temps. C'est que la loi de 1915 avait donné lieu à certaines difficultés d'application, qu'il était impossible de tolérer en pleine guerre. Les deux textes ne se ressemblent que par leur inspiration, les individus auxquels ils s'appliquent et les faits qu'ils sanctionnent. Mais ils diffèrent tellement par leur technique de réalisation que nous avons jugé utile de les étudier séparément. Notons encore qu'ils ne modifient en rien le droit commun préexistant, tel qu'il résulte de la Loi du 25 juin 1889. Ils constituent seulement un procédé de superposition, destiné à renforcer, pendant la durée des hostilités, la défense de la Nation.



## CHAPITRE I

### LA LOI DU 7 AVRIL 1915 (1)

Au cours des travaux préparatoires, divers systèmes furent proposés. Les uns, que la gravité du péril extérieur incitait à une généralisation impitoyable, proposaient de révoquer indistinctement toutes les naturalisations suspectes — quitte, si l'on s'était trompé, à rapporter la mesure d'ensemble dans les cas particuliers dignes d'intérêt. Pour d'autres, cette attitude intraitable était injuste. Tous les anciens nationaux des pays alors en guerre contre la France n'étaient pas forcément des traîtres en puissance. Il suffisait d'armer le gouvernement pour qu'il pût sévir lorsque cela serait nécessaire.

Comme on le constate souvent dans des hypothèses semblables, le texte final réalisa l'accord entre les deux adversaires en empruntant à chacun d'eux. Ainsi, les naturalisations antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1913 sont en principe maintenues. Leur retrait exige une décision spéciale. Au contraire, celles qui sont postérieures à cette date, sont toutes présumées frauduleuses et ne peuvent être maintenues que par une mesure expresse et motivée.

Nous examinerons les points suivants : 1) Personnes visées par la Loi, 2) Faits sanctionnés, 3) Application dans le temps, 4) Procédure et 5) Effets.

#### SECTION I. — Personne visée par la Loi.

La Loi de 1915 ne s'applique qu'aux *naturalisés* et ce terme ne doit prêter à aucune confusion. Les naturalisés sont les personnes qui ont acquis la nationalité française par application, à l'époque, de l'article 8, 5°, C. Civ. C'est à-dire : les étrangers qui ont obtenu l'autorisation de fixer leur domicile en France, après trois ans de domicile ; ceux

---

(1) Texte dans CLUNET, 1915, p. 110. Voir également le texte du Règlement d'Administration Publique du 24 avril 1915, déterminant les conditions d'application de la loi dans la même Revue, 1915, p. 254.

qui peuvent justifier d'une résidence non interrompue pendant 10 années ; ceux qui ont été admis à fixer leur domicile après un an, s'ils remplissent certaines conditions ; enfin, celui qui a épousé une Française après un an de domicile autorisé.

Mais ne sont jamais considérés comme des naturalisés :

*a* — L'individu né en France de parents étrangers dont l'un y est lui-même né (ancien art. 8, 3°, C. Civ.) ou né en France d'un étranger et qui, à l'époque de sa majorité, est domicilié en France. (ancien art. 8, 4°, C. Civ.).

*b* — L'individu né en France d'un étranger, mais non domicilié en France à sa majorité ou né de parents dont l'un a perdu la nationalité française, qui a réclamé et obtenu la qualité de Français. (anciens art. 9 et 10 C. Civ.).

*c* — L'étrangère qui a épousé un Français. (ancien art. 12 C. Civ.).

*d* — Les individus réintégrés de plein droit ou réclameurs du Traité de Versailles. (Partie III, Section 5, parag. 1 et 2) (1).

Le Naturalisé est donc celui qui a bénéficié d'un Décret dit « de naturalisation », sa femme et ses enfants majeurs qui l'ont suivi dans sa nouvelle condition et ses enfants mineurs, quoique ces derniers soient devenus Français de plein droit.

Puisque la nouvelle législation n'a pas aboli les principes antérieurs, ceux qui lui échappent peuvent très bien encourir la déchéance légale. Il en serait ainsi si l'un des anciens ressortissants d'une puissance ennemie, quoique n'étant pas à considérer comme naturalisé, prenait du service militaire dans une armée adverse.

---

(1) On peut s'étonner de voir une loi de guerre s'appliquer encore après la fin des hostilités. Mais la Loi de 1915 prévoyait dans son article 7 qu'elle ne cesserait d'être exécutoire que deux ans après la signature de la paix et la Loi du 18 juin 1917 (Art. 13) a porté ce délai à 5 ans).

**SECTION II. — Faits sanctionnés.**

1 — *L'étranger, bien que naturalisé Français, a conservé la nationalité de son pays d'origine ou du pays dans lequel il a été antérieurement naturalisé.* (L. 1915, art. 1). Cette hypothèse pouvait très bien se réaliser puisque la loi de 1889, contrairement à ce qu'on avait logiquement proposé d'admettre, ne subordonnait pas l'acquisition de la nationalité française à la perte de la nationalité d'origine. Pratiquement, elle ne visait que les ex-sujets allemands (Loi du 1<sup>er</sup> juin 1870), ottomans (Loi sur la Nationalité ottomane du 19 janvier 1869) et hongrois (Loi des 10-24 décembre 1870), qui ne pouvaient perdre leur qualité par le seul fait de la naturalisation à l'étranger.

Au contraire, en Autriche, (Ordonnance sur l'émigration du 24 mars 1892 et Loi du 21 décembre 1867), on adoptait le système opposé.

2 — *La déchéance est obligatoire si le naturalisé a recouvré sa nationalité antérieure ou acquis toute autre nationalité. S'il a, soit porté les armes contre la France, soit quitté le territoire français pour se soustraire à une obligation d'ordre militaire. Soit enfin si, directement ou indirectement, il a prêté ou tenté de prêter contre la France, en vue ou à l'occasion de la guerre, une aide quelconque à une puissance ennemie.*

Ainsi seront sanctionnés par la loi : le fait d'envoyer à un attaché d'ambassade allemand des renseignements relatifs à l'organisation des séquestres et aux facilités de naturalisation accordées aux Alsaciens-Lorrains (Cass. Civ. 10 mars 1919, CLUNET, 1919, 768) ; un départ précipité dans le but d'échapper à la mobilisation, alors que la guerre est imminente (Cass. Civ. 11 février 1919, CLUNET, 1919, 765) ; l'envoi de marchandises à une maison allemande de Tien-Tsin par un sujet allemand naturalisé Français (Cass. Civ. 21 juillet 1919, CLUNET, 1919, 1093).

**SECTION III. — Application dans le temps.**

Par dérogation aux principes jusque là reconnus, la Loi de 1915 rétroagit dans le passé. Si la déchéance est une

pénalité, elle ne devrait pourtant jouer qu'à partir du moment où elle est prononcée. Mais le législateur peut enfreindre les règles établies. L'état de guerre lui imposait d'ailleurs de procéder ainsi.

Dans le cas où la déchéance est facultative, le Décret qui la prononce en fixe lui-même le point de départ, sans pouvoir toutefois remonter au-delà de la déclaration de guerre. (Art. 1). Lorsque la déchéance est obligatoire, l'autorité administrative n'a aucun pouvoir d'appréciation. Le point de départ est fixé par la loi elle-même. C'est, dans tous les cas, le jour de la déclaration de guerre (Art. 2).

Quelles seront les conséquences de ce système ? La rétroactivité ne pourra, en aucun cas, préjudicier aux droits des tiers de bonne foi (Art. 3). Ainsi, les contrats passés antérieurement au Décret de déchéance resteront valables et leur exécution pourra être poursuivie ; le conjoint de l'ex-naturalisé restera uni à lui par le mariage qui avait été contracté en France, avec tous les effets qui intéressent la famille et le patrimoine.

Selon la règle générale, la bonne foi se présume. Et il faut bien reconnaître qu'elle existera dans la plupart des cas. Lorsqu'un événement ne s'est pas encore produit, il est bien difficile d'en connaître à l'avance la nature et la réalisation mêmes. Il y a pourtant un fait qui met fin à la présomption de bonne foi. C'est la notification du Décret à l'intéressé, si le tiers a pu en avoir connaissance, ou sa publication au *Journal Officiel*. Il existe une exception à ces règles en ce qui concerne les relations commerciales avec les puissances ennemies. D'après un Décret du 27 septembre 1914, en effet, sont nuls et nonavenus, comme contraires à l'ordre public, « tout acte ou contrat passé soit en territoire français ou de protectorat français par toute personne, soit, en tous lieux, par des Français ou protégés français, avec des sujets des Empires d'Allemagne ou d'Autriche-Hongrie ou des personnes y résidant. ». Est également nulle, depuis la même époque, l'exécution des obligations qui auraient été antérieurement contractées avec des ressortissants des puissances ennemies. Les opérations faites par l'ancien naturalisé avec sa patrie d'origine tomberont automatiquement. Et, grâce au principe de la rétroactivité, deviendront nulles celles qu'il avait conclues avec un Fran-

cais, réserve faite, dans ce cas, de la bonne foi toujours possible.

Il est encore une conséquence de la rétroactivité que la loi a tenu à écarter expressément : les infractions commises par le naturalisé dans la période comprise entre la déclaration de guerre et la date du retrait resteront passibles des lois pénales françaises. C'est une manifestation évidente de l'ordre public national, mais il était utile de le préciser.

Enfin, lorsqu'il y a concours entre le nouveau texte et les cas de déchéance légaux, (par exemple service militaire pris à l'étranger), on peut se demander si la rétroactivité doit jouer. La Loi de 1889 ne la prévoyait pas. Nous pensons cependant que les effets du retrait sont rétroactifs : la Loi de 1915 est d'ordre public.

#### **SECTION IV. — Procédure.**

La rétroactivité n'était pas la seule innovation de la Loi de 1915. Dans son désir d'agir d'une façon énergique et rapide, ses auteurs avaient chargé l'autorité administrative de juger le mauvais naturalisé. Les inconvénients de la procédure judiciaire étaient ainsi exposés au Parlement : « A supposer que l'article 17 puisse jouer, il implique tout une procédure, avec toutes sortes de garanties pour les personnes en cause. Il faudrait une année, peut-être deux ans, avant d'obtenir le résultat désirable. Pendant ce temps, l'Allemand naturalisé français, qui pourtant est retourné dans sa patrie d'origine, qui porte aujourd'hui les armes contre nous, est intangible. » Cette inquiétude partait d'un bon naturel. Mais son exposé aurait sans doute gagné en valeur juridique si l'honorable orateur s'était souvenu que l'article 17 C. Civ. jouait indépendamment de toute intervention judiciaire. Quoi qu'il en soit, la procédure administrative a prévalu. Le Décret de Retrait a des avantages : il permet de placer sous séquestre les biens du naturalisé, qui retourne rétroactivement à sa patrie d'origine. En outre, il prévient toute contestation sur la date à laquelle s'est trouvée perdue la nationalité française et, par sa publicité, met chacun à même de se renseigner.

Le Règlement d'Administration Publique du 24 avril 1915 indique la marche à suivre ; le Ministre de la Justice, après avoir éclairé sa religion sur chaque cas particulier par une enquête administrative, notifie à l'intéressé son intention de lui retirer le bénéfice de la naturalisation. La notification énonce les motifs invoqués et indique, le cas échéant, si le retrait projeté doit s'étendre à la femme ou aux enfants. Elle est faite soit à la personne soit au domicile ou à la résidence du naturalisé. A défaut, elle est remplacée par une insertion au *Journal Officiel*. Dans les quinze jours qui suivent, l'intéressé peut présenter par écrit ses observations. A l'expiration de ce délai, le Conseil d'Etat est saisi du dossier et du projet de Décret. La décision définitive doit intervenir dans les trois mois. Comme on le voit, les droits de l'intéressé sont sauvegardés par l'accomplissement de certaines formalités, mais leur défense ne peut pas ralentir la marche de l'affaire.

La dénationalisation est prononcée par Décret, comme la Naturalisation. Il y a d'ailleurs beaucoup de ressemblances entre les deux procédures. Ce décret est publié au *Journal Officiel* et inséré au *Bulletin des Lois*.

Il peut être attaqué devant le Conseil d'Etat par un Recours « contentieux », (Art. 1, L. 1915). Il s'agit évidemment du Recours pour Excès de Pouvoir. La loi, en donnant ce recours, reste dans la bonne tradition administrative.

Les difficultés soulevées par la loi de 1915 ont été peu nombreuses. Il est vrai qu'elle n'a pas vécu longtemps. Tout de même, la première incursion officielle du Conseil d'Etat dans ce domaine a permis de connaître son opinion sur les décrets rendus en matière de nationalité. Nous pourrions ainsi la comparer à celle qu'ont les Tribunaux Judiciaires sur la même question. (voir *suprà*, p. 45).

Les Décrets attribuant la nationalité sont généralement considérés comme des actes de juridiction gracieuse. Il doit en être de même pour ceux qui la retirent. Or de tels actes, dit-on, ne peuvent être déférés devant la juridiction administrative pour excès de pouvoir. On oublie qu'en réalité, il faut pour cela qu'ils se rattachent à l'exercice du pouvoir judiciaire, ce qui n'est pas vrai ici. Le Conseil d'Etat est donc compétent. C'est d'ailleurs ce que décide la Loi de 1915, en plein accord avec ce raisonnement.

Ces Décrets ont-ils un caractère discrétionnaire ? Les Tribunaux Judiciaires les appellent volontiers « actes discrétionnaires », « actes de souveraineté ». Or, la notion entière et absolue de l'acte discrétionnaire est aujourd'hui abandonnée pour la notion plus subjective et plus souple du « pouvoir discrétionnaire ». Il faut désormais distinguer la forme et les motifs juridiques de l'intention et des simples mobiles administratifs. Le juge se reconnaît le droit de pénétrer à l'intérieur d'un acte de l'administration et d'examiner si les conditions légales ont été respectées. Seul lui demeure interdit le domaine de l'intention, de l'opportunité de la mesure.

En matière de retrait de naturalisation, le Conseil d'Etat reconnaît sans hésiter le pouvoir discrétionnaire de l'Administration. « *Considérant qu'il résulte de la comparaison de l'article 2 de la Loi du 7 avril 1915 avec l'article 1<sup>er</sup> et aussi bien des débats qui ont eu lieu dans les Chambres Législatives au cours de l'établissement de cette loi, que le législateur a entendu laisser à l'appréciation du Gouvernement seul le soin de décider souverainement quelles sont celles des naturalisations postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1913 qui seront maintenues et celles qui seront rapportées* », (C.E. 7 juillet 1916. S. 1917. 3, 41). Mais, selon l'expression imagée de M. HAURIOU, « *une fois le pouvoir discrétionnaire ainsi affirmé, campé et cantonné dans la question de l'opportunité de la mesure, le juge va en faire le tour pour voir si rien ne dépasse l'alignement.* »

Le requérant pourra invoquer différents griefs : il se plaint, par exemple, de ce que le Décret n'est pas motivé, ce qui ne peut d'ailleurs en provoquer l'annulation puisque, si le Décret doit être spécial pour chaque étranger, cela ne signifie pas qu'il doive être motivé (C. E. 7 juillet 1916, 2<sup>e</sup> espèce, S. 1917, 3.41) ; ou bien de ce qu'on lui a retiré sa naturalisation alors qu'il n'avait ni conservé sa nationalité d'origine ni acquis une autre nationalité ; ou enfin de ce qu'il n'a jamais rien su des faits qui lui étaient reprochés.

Dans tous les cas, le Conseil d'Etat examine si aucun texte légal n'a été violé. Si tout est régulier, son rôle doit s'arrêter devant le pouvoir discrétionnaire de l'Administration.

**SECTION V. — Effets de la déchéance.**

Le naturalisé est considéré comme ayant recouvré la nationalité qu'il possédait avant sa naturalisation (et qui n'est pas forcément sa nationalité d'origine). Le retrait rétroagit généralement dans le passé.

A-t-il une influence sur la condition de la femme et des enfants ? Nous avons vu que, dans la période précédente, la déchéance légale était strictement individuelle. Mais ici encore la loi de 1915 — qui a décidément tout bouleversé — apporte un principe nouveau. Le retrait est personnel à l'étranger qui l'a encouru. Mais « *selon les circonstances, il pourra être étendu à la femme et aux enfants* » (L. 1915, art. 4). Cette extension doit être indiquée dans la notification du projet, afin que l'intéressé puisse présenter ses observations en connaissance de cause. (Art. Premier du Règlement d'Administration Publique). Elle est ordonnée soit par le Décret concernant le mari ou le père, soit par un Décret ultérieur, rendu dans les mêmes formes. En outre, les membres de la famille pourront eux-mêmes faire les remarques nécessaires. Si les enfants sont mineurs, ce droit appartient à leur représentant légal (c'est-à-dire généralement au père, qui agira ainsi à un double titre).

Trois hypothèses peuvent d'ailleurs se présenter :

1. *La famille existait déjà lors de la naturalisation.* Elle est devenue française soit de plein droit (enfants mineurs), soit par mention dans le Décret ou par déclaration ultérieure (femme et enfants majeurs). Tous sont des naturalisés et peuvent être déchus de cette qualité. La femme et les enfants majeurs peuvent même faire l'objet d'une mesure spéciale, le chef de famille restant indemne, puisque leur qualité a des origines indépendantes de la sienne. Cette autonomie ne jouerait pas pour les enfants mineurs, qui sont devenus Français à la suite de leur père et sont à ce point de vue intégrés à lui.

2. *La famille s'est constituée après la naturalisation, mais antérieurement à la déclaration de guerre.* La femme, si elle était étrangère, est devenue Française par application de l'ancien art. 12 et les enfants sont Français comme

étant nés d'un père Français. La situation n'est plus la même que dans le cas précédent : il s'agit de nationaux et non plus de naturalisés. Malgré cela, ils peuvent être associés au sort du père. D'ailleurs, la loi de 1915 parle de « retrait de la nationalité ».

3. *La famille a été créée dans la « période suspecte » qui sépare la déclaration de guerre du Décret de retrait* Ce décret agissant rétroactivement, il semble bien que la famille doive être considérée comme n'ayant jamais eu la nationalité française (réserve faite des droits acquis par des tiers de bonne foi) et qu'il ne soit pas nécessaire de lui réserver une mention particulière dans le Décret. Cependant, si l'on admet que la loi de 1915 a dérogé aux principes généraux, il sera plus prudent de prendre un Décret spécial à la femme et aux enfants. Ainsi, les scrupules et les doutes disparaîtront complètement.



## CHAPITRE II

### LA LOI DU 18 JUIN 1917 (1)

La Loi de 1915 mena une vie brève et sans histoires. Elle disparut deux ans à peine après sa naissance. Il faut croire qu'on la jugea mal faite, puisqu'il n'en resta rien dans celle qui lui succéda (2).

La nouvelle loi retire tout pouvoir au gouvernement. C'est désormais à la juridiction de droit commun, sur la requête du Ministère Public, qu'il appartient de prononcer le retrait de la nationalité. Ce qui suggérait à M. HAURIOU ces amères réflexions : « *Les scrupules juridiques sont une belle chose, mais il est irritant d'avoir à constater qu'après trois années de guerre, ils se manifestent encore avec autant d'activité en faveur des étrangers ressortissants ou ayant ressorti aux pays ennemis... Il faudrait aussi demander une opinion législative dont le nationalisme fut plus réaliste et qui sut retrouver dans nos traditions latines l'« adversus hostem aeterna auctoritas »* » (note sous C.E., 7 juillet 1916, S. 1917, 3, 41).

#### SECTION I. — Personnes visées par la Loi.

Nous renvoyons à ce qui a été dit à propos de la loi de 1915. Seuls les *naturalisés*, au sens strict du mot, peuvent faire l'objet d'un retrait de naturalisation. Cette limitation est regrettable. Comme le fait remarquer M. AUDINET (CLUNET, 1918, 7), il n'y a aucune bonne raison pour mettre à l'abri de la déchéance l'étranger, né en France, qui est devenu Français par une simple déclaration (ancien article 9 C. Civ.) ou même de plein droit, lorsqu'il est domicilié en France à sa majorité (ancien article 8, 4°).

---

(1) Texte dans CLUNET, 1917, 1852.

(2) Sauf l'article 6, interdisant d'accorder jusqu'à la signature de la paix aucune naturalisation nouvelle à un sujet d'une puissance en guerre contre la France.

## SECTION II. — Faits sanctionnés.

La loi de 1915 prévoyait un certain nombre de causes susceptibles d'entraîner la déchéance. Mais ces formules étaient assez vagues et ne permettaient pas de décider toujours à coup sûr. Comment savoir, par exemple, si l'étranger avait conservé la nationalité d'origine ? Que fallait-il entendre par « prêter une aide quelconque à une puissance ennemie » ? Le souci de ne rien laisser échapper entraîne évidemment vers les expressions générales, mais il arrive un moment où l'on ne sait plus exactement de quoi il s'agit. Un des buts de la réforme a été de définir, par des exemples précis, les cas auxquels s'appliquera la loi. C'est un système de présomptions qui est établi et les présomptions facilitent toujours la tâche du juge.

A cela près, les causes de déchéance restent ce qu'elles étaient dans la loi précédente, avec la distinction entre déchéance obligatoire et déchéance facultative.

1. *Déchéance facultative. Le naturalisé a conservé la nationalité de son pays d'origine ou du pays dans lequel il a été antérieurement naturalisé.* (Reproduction intégrale de la loi de 1915).

Les présomptions qu'établit le nouveau texte sont les suivantes : séjour — même unique —, achat de propriétés, participation à une entreprise commerciale, agricole, financière ou industrielle dans le pays d'origine. Mais il faut en outre, — c'est le souci de généralisation qui réapparaît — « *qu'il existe des présomptions précises et concordantes, résultant des manifestations extérieures, de la persistance de l'attachement au pays* ». (L. 1918, art. 1<sup>er</sup>).

Le juge ne pourra se fonder sur ces présomptions si, pendant la durée de la guerre, le naturalisé a servi dans l'armée française ou s'il a un fils sous les drapeaux français. Ici, comme dans beaucoup d'autres domaines, l'impôt du sang, payé directement ou par représentant, entraîne à juste titre certains avantages. Il n'est d'ailleurs pas impossible que le retrait soit tout de même prononcé. Cela résulte aussi bien du texte même de la loi (*Sera réputé...*

à moins que...) que de la Circulaire du Ministre de la Justice du 20 juin 1917 (CLUNET, 1917, 1857).

Le fait du service militaire écarte simplement l'application des présomptions légales. Le Ministère Public devra démontrer que les circonstances susceptibles d'entraîner la déchéance se trouvent réunies. Le naturalisé reste sur la défensive. Il s'agit d'un simple renversement dans l'ordre des preuves.

Pour apprécier si la nationalité primitive a été conservée, le Tribunal devra se placer au point de vue de la législation du pays d'origine. Sauf cependant lorsque la loi établit elle-même des présomptions. Il suffit alors de rechercher si les faits qui les motivent existent réellement.

2. *Déchéance obligatoire.* Elle est encourue dans les hypothèses déjà prévues par la loi de 1915 : *le naturalisé a recouvré sa nationalité d'origine ou acquis une autre nationalité ; il a porté les armes contre la France ou s'est soustrait à l'obligation militaire ; il a prêté une aide quelconque à une puissance ennemie.*

Est réputé avoir quitté le territoire français le naturalisé qui n'a pas répondu à l'ordre de mobilisation, a disparu de son domicile et a été déclaré insoumis. Est considéré comme ayant aidé une puissance ennemie le naturalisé qui a, soit contrevenu aux dispositions légales ou réglementaires prises à l'occasion de la guerre, soit mis un obstacle à la défense nationale. La loi de 1918 s'est appliquée dans les hypothèses suivantes : un avocat, naturalisé français, avait consenti à être le mandataire de nombreux sujets de puissances en guerre contre la France. T. Civ. Seine, (27 février 1918, REVUE, 1918, 457) ; séjour en Allemagne (Poitiers, 11 mars 1918, REVUE, 1918, 459) ; un naturalisé, ex-sujet allemand, conservait dans son hôtel le portrait de Guillaume II et, pour lui marquer sa vénération, l'entourait de fleurs. Par ailleurs, il tenait des propos désobligeants à des soldats français partant pour le front (Cass. Civ. 29 juin 1921. S. 1922. 1, 132).

Le Tribunal apprécie dans tous ces cas la gravité des faits qui sont reprochés. Mais il n'est jamais obligé de prononcer la déchéance.

### SECTION III. — Application dans le temps.

La déchéance de la Loi de 1918 rétroagit comme celle de la Loi de 1915. « *La décision portant déchéance de la nationalité française fixe le point de départ de ses effets* ». (Loi 1918, art. 10). Le Tribunal établit lui-même cette limite, sans pouvoir remonter au-delà de la déclaration de guerre. On remarquera que la loi de 1915 établissait à ce sujet un traitement différent selon que le retrait était obligatoire ou facultatif. Cette distinction a disparu. Le Tribunal possède, à ce point de vue, plus de liberté que le gouvernement.

La rétroactivité ne peut préjudicier en aucun cas aux droits des tiers de bonne foi ni faire échec à l'application des lois pénales sous le coup desquelles le naturalisé serait tombé avant le prononcé de la déchéance (art. 10).

Cette rétroactivité — comme celle établie par la loi de 1915 — a soulevé de vives critiques. On les présente généralement en rappelant la théorie générale du retrait des actes-conditions réguliers. Or, le Décret de naturalisation est bien un acte-condition, puisqu'il « déclanche », pour le naturalisé, l'application du *status* de Français.

Il serait logique de décider que, dans le passé, la rétroactivité n'a aucun effet. L'individu était régulièrement Français, il a régulièrement exercé ses droits civils et politiques. Et c'est ce qu'admet le Conseil d'Etat en décidant que la révocation d'un fonctionnaire ne peut avoir d'effet rétroactif. (C. E. 2 février 1912, *Lhoste*, Rec. p. 152).

Pour M. JÈZE, il y a même à ce principe une raison de paix sociale : « *Les situations juridiques qui ont pris régulièrement naissance ne peuvent pas être touchées en dehors des cas et conditions que les individus pouvaient connaître au moment où la situation juridique a été créée* ». (« Les lois rétroactives », *Revue de Droit Public*, 1916, 35.)

Les partisans de la rétroactivité soutiennent que le retrait de naturalisation n'est autre qu'une « résolution » et que, dans l'opinion commune, ce dernier phénomène juridique produit des effets dans le passé.

Mais, d'une part, la naturalisation est un acte unilatéral de la part du gouvernement. Elle n'est pas un contrat, encore moins un contrat avec une condition résolutoire tacite. D'autre part, elle produit des effets patrimoniaux et familiaux infiniment plus complexes que ceux d'un contrat ordinaire. Admettrait-on que le divorce rétroagit dans le passé ? D'ailleurs, en certaines hypothèses, la loi limite dans le passé les effets de la résolution. Il en est ainsi de la révocation d'une donation pour cause d'ingratitude, qui ne préjudicie « ni aux aliénations faites par le donataire, ni aux hypothèques ou autres charges réelles qu'il aura pu imposer sur l'objet de la donation ». (art. 958, al. 1, C. Civ.) Les auteurs des lois de 1915 et de 1917 ont implicitement admis la brutalité d'une rétroactivité absolue. Ils l'ont heureusement tempérée en réservant les droits des tiers de bonne foi. On doit leur reconnaître ce mérite.

La Loi Belge sur la Nationalité du 15 mai 1922 (Texte dans CLUNET, 1922, 1067) prévoit la déchéance de la nationalité pour le Belge qui a manqué gravement à ses devoirs envers la Belgique ou ses alliés pendant la guerre. Elle s'applique donc à des faits qui peuvent remonter très loin dans le passé. Mais la déchéance n'a d'effets que du jour de la transcription.

#### **SECTION IV. — Procédure.**

La loi de 1917 se caractérise essentiellement par l'abandon de la procédure administrative. Les scrupules que provoquent toujours la protection des intérêts individuels l'avaient donc emporté sur les exigences du bien commun. Mais, si l'on en croit M. HAURIOU, cette victoire fut de courte durée, puisque, moins d'un an après, on se demandait s'il ne vaudrait pas mieux rendre sa compétence au gouvernement.

Pourtant la réforme était heureuse, puisqu'elle précisait d'une façon relativement complète la marche à suivre. Jusque-là, il n'existait aucune procédure particulière pour aboutir à la déchéance. D'ailleurs, le problème était résolu automatiquement par la loi elle-même. S'il se posait de-

vant un Tribunal, c'était à l'occasion d'un litige. Il était étudié accessoirement à l'objet principal du procès et en suivait fidèlement le sort. Il était regrettable qu'un sujet aussi important n'eut qu'une place aussi obscure et fut traité sans attentions particulières. La loi de 1917 fait du retrait de naturalisation une instance propre qui mène une existence autonome, parfois différente de celle qui obéit au droit commun.

Il est encore possible que la nationalité d'une personne puisse être contestée à l'occasion d'une difficulté quelconque, car l'ancien article 17 C. Civ. continue à s'appliquer. Mais, dans ce cas, la nouvelle procédure ne doit pas être suivie. Préoccupé par une inquiétude trop spéciale, le législateur n'a pas songé à entreprendre une œuvre d'ensemble. Peut-être voulait-il laisser à d'autres, une fois la paix revenue, le soin de compléter cette réforme. On peut regretter que l'occasion ait été manquée.

1. *Qui peut agir ?* Le Ministère Public, à l'exclusion de toute autre personne (art. 3). La loi a pour but d'assurer la défense nationale. Elle n'est pas à la disposition des simples particuliers. Il est alors normal de s'en remettre au Procureur de la République pour déclancher son application.

2. *Juridiction compétente.* L'action en déchéance est intentée devant la Chambre du Conseil du Tribunal Civil du domicile ou, à défaut, de la dernière résidence du naturalisé. Lorsque le Tribunal du domicile ou de la résidence se trouve en territoire occupé, l'action est intentée devant un tribunal désigné par le Premier Président de la Cour d'Appel (art. 2). Il n'y a pas de précision à cet égard, mais il semble bien que cette Cour d'Appel sera celle dont relève le Procureur de la République qui désire provoquer la déchéance.

3. *Instruction de l'affaire.* Le Procureur de la République établit tout une documentation au moyen d'une enquête administrative. Il en avise la Chancellerie, qui lui transmettra les renseignements relatifs à la date de la naturalisation, à l'origine du naturalisé, à sa situation de famille.

S'il estime nécessaire de provoquer la déchéance, il présente une requête au Président du Tribunal, à fin de désignation d'un juge enquêteur. L'Ordonnance du Président du Tribunal nommant le Juge Enquêteur doit être notifiée à l'intéressé. Le juge entend le naturalisé et les témoins, peut délivrer des commissions rogatoires, procéder à des vérifications, à des confrontations et, d'une manière générale, à « toutes opérations utiles à la manifestation de la vérité ». Il n'est pas astreint à se conformer aux prescriptions du Code de Procédure Civile (Cass. Civ. 5 mars 1918, REVUE, 1918, 455) et aucune des mesures prévues par l'article 4 de la Loi de 1918 n'est imposée à peine de nullité (Cass. Civ. 10 mars 1919, REVUE, 1919, 537).

Les formalités prescrites et les formules employées rappellent beaucoup l'instruction préparatoire prévue par la loi du 8 décembre 1897. Seule l'assistance d'un conseil n'est pas imposée. Lorsque l'enquête est terminée, le dossier est transmis au Procureur de la République. A ce moment seulement le naturalisé et son défenseur peuvent en prendre connaissance et présenter « tous mémoires justificatifs » (art. 5).

Au cas où le Procureur de la République estime devoir poursuivre l'affaire, il en avertit l'intéressé et le cite à comparaître devant la Chambre du Conseil. C'est en effet, sous cette forme que le Tribunal prendra sa décision. C'est une hypothèse exceptionnelle où la Chambre du Conseil est saisie par voie de citation et juge une affaire contentieuse.

4. *Jugement de l'affaire.* La Chambre du Conseil entend le Procureur de la République, le naturalisé et son conseil (art. 6). Elle rend sa décision en audience publique.

5. *Voies de recours.* Ce sont celles que prévoit le droit commun (sauf l'opposition, art. 7).

L'Appel peut être interjeté par le naturalisé et par le Ministère Public. Il doit être notifié dans les 10 jours du jugement contradictoire ou à compter de la signification du jugement par défaut. Ces délais sont augmentés de deux mois si l'appelant réside à l'étranger ou en zone occupée. La Cour doit statuer dans le délai de deux mois. La décision est prononcée en audience publique.

Le *Pourvoi en Cassation* est porté directement devant la Chambre Civile (art. 8). Il doit être obligatoirement accompagné de la consignation d'une amende (Cass. Civ. 5 mars 1918, *REVUE*, 1918, p. 458).

Cette procédure minutieuse garantissait certainement les droits de l'intéressé. Il était moins sûr que la sécurité du pays y trouvât son compte. Seule la Cour d'Appel doit rendre son arrêt dans un délai déterminé. Et il n'y a aucune sanction si elle le dépasse. A cette exception près, le juge est maître de son temps. La juridiction saisie possède encore un curieux pouvoir, spécial au cas où la déchéance est encourue pour abandon du territoire français. Si la déclaration d'insoumission est rapportée, la réintégration dans la qualité de Français sera ordonnée par le Tribunal Civil, à la requête du Ministère Public (art. 1<sup>er</sup> L. 1917). Quoique ce tribunal ne soit pas désigné, c'est certainement celui qui a déjà connu de l'affaire. Il possède d'ailleurs, par ses souvenirs et sa documentation, tous les éléments d'appréciation. C'est en somme une véritable révision du procès pour fait nouveau. Comme il s'agit ici de réparer une erreur, le Tribunal devra statuer « sans délai ».

6. *Publicité*. Un extrait de la décision prononçant le retrait est inséré au *Journal Officiel* et au *Bulletin des Lois*. La mention en est portée sur le Décret de naturalisation, ce qui est très utile. Il est en effet, indispensable que l'on soit exactement renseigné sur la condition civile des personnes et toute modification apportée à une situation antérieure doit figurer sur l'acte qui la consacrait. C'est ainsi que le Jugement de divorce doit être mentionné en marge de l'acte de mariage (art. 251, parag. 2, C. Civ.) ; que la reconnaissance d'un enfant naturel (art. 62, parag. 1) ou sa légitimation (art. 331), la célébration du mariage (art. 76) et l'adoption (art. 367, parag. 4) doivent également figurer sur l'acte de naissance.

## **SECTION V. Effets de la déchéance.**

### *I. Effets relatifs à la personne du déchu.*

Le naturalisé cesse, peut-être rétroactivement, de posséder la qualité de Français. Considéré comme un étran-

ger, il peut être interné dans un camp de concentration et voir ses biens séquestrés. Quelle sera désormais sa nationalité ? Doit-on considérer qu'il a simplement perdu la nationalité française ou qu'il a, en plus, retrouvé sa nationalité d'origine ? La Cour de Cassation se range à cette deuxième opinion (Cass. Req., 25 octobre 1922, S., 1923, 1, 69). Cette décision, comme bien d'autres dans ce sujet, est uniquement due à l'opportunité. On sait que le Décret du 27 septembre 1914 interdisait les relations commerciales avec les sujets des « empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie ». Si l'on considère le naturalisé déchu comme ayant recouvré sa nationalité d'origine, on peut annuler les opérations dans lesquelles il a figuré. Si, au contraire, on admet seulement qu'il n'est plus Français, le Décret du 27 septembre 1914, qui parle de « sujets », ne peut plus s'appliquer. La Cour de Cassation, que les circonstances dégageaient de tout scrupule, a tranché la question dans le sens le plus dur pour l'ancien Français.

Il n'est pas certain qu'elle ait eu entièrement raison. Le rejet d'un individu sur un autre Etat, sans consultation préalable, est inélégant. Il est en outre contraire au principe du respect mutuel des souverainetés, comme toutes les décisions qui forcent la main à autrui.

La déchéance pure et simple, sans que l'on se préoccupe autrement de l'avenir, est tout aussi critiquable. Elle fait chaque fois un *heimatlos*, sans feu ni lieu.

Il eut bien mieux valu prévoir une pénalité et prendre des mesures de sauvegarde. Lorsque la société se défend contre les délinquants de droit commun, elle dispose d'un nombre suffisant de mesures efficaces, mais n'envisage pas de déchoir l'individu de sa nationalité. On objecte que l'internement dans un camp de concentration et la mise sous séquestre des biens ne peuvent pas s'appliquer à des Français. En quoi pourtant sont-elles plus graves que l'emprisonnement ou l'amende ? La loi, d'ailleurs, n'avait qu'à décider de leur mise en œuvre, puisqu'elle est toute puissante. Mais il semble qu'à certains moments elle le montre trop, tandis qu'à d'autres elle s'embarrasse de scrupules inutiles.

## 2. Effets relatifs à la famille du déchu.

La déchéance est personnelle à celui qui l'encourt. Tel est le principe posé par l'article 11. Mais, « selon les circonstances », elle peut être étendue à la femme et aux enfants. Cette extension est faite par la même décision ou par une décision ultérieure, rendue dans les mêmes formes. La disposition de l'article 11 entraîne quelques remarques. Si la femme ou les enfants détiennent la qualité de Français comme conséquence de la naturalisation du père de famille, il est normal de les englober dans la déchéance, ne serait-ce que par application de la théorie « *accessorium sequitur...* ». Mais ils peuvent détenir leur titre de là loi elle-même : mariage ou naissance postérieurs à la nationalisation. N'est-il pas excessif de les repousser eux aussi, alors que peut-être on ne leur reproche rien d'autre que l'indignité du père et de l'époux ? Cette mesure ne devrait, semble-t-il, leur être appliquée que si l'on relevait à leur encontre un grief précis. A ce moment-là, d'ailleurs, on ferait jouer non plus l'article 11 mais l'article premier.

La loi aurait-elle pour but de réaliser l'unité de nationalité à l'intérieur du foyer ? L'argument serait valable si la jurisprudence ne décidait pas, on l'a vu, que le retrait entraînait une résurrection de la nationalité primitive. Si les deux époux ont la même origine, tout est parfait. Dans le cas contraire, la rupture est inévitable. Et si l'étranger, avait épousé une Française, les conséquences de ce singulier principe s'annulent par un bizarre contre-effet.

L'article 12 donne à la femme et aux enfants mineurs la faculté de décliner la nationalité française. Il aurait mieux valu s'en tenir là et respecter la volonté des intéressés, quitte à les frapper de leur propre chef s'ils sont eux-mêmes coupables (1).



---

(1) Les retraits de naturalisation n'ont pas été très nombreux durant cette période. En 1920, 44 Allemands et 14 Autrichiens ; en 1921, 34 Allemands, 8 Autrichiens et 1 Bulgare ; en 1922, 15 Allemands et 2 Autrichiens.

C'est encore plus que ce qui avait été fait avant la Grande Guerre, et cela a suffi peut-être pour l'exemple.



## TROISIEME PARTIE

### La législation de 1918 à 1939

---

C'est l'époque de la grande loi du 10 août 1927, qui a refondu complètement toute la matière de la nationalité, et que l'on a volontiers appelé un véritable « Code ». Cette loi a été mûrement réfléchie, doucement élaborée et lentement votée. Le législateur est parfois impétueux dans son œuvre, nous l'avons vu pour les lois du 7 avril 1915 et du 18 juin 1917. Cette fois, il est difficile de lui adresser un tel reproche. Le projet de la loi de 1927, qui avait été présenté au Sénat le 11 novembre 1913, n'a été définitivement voté que le 13 juillet 1927. Pendant ces quatorze années, les auteurs ne cessaient d'en tenir compte dans leurs œuvres et, en présence de difficultés et d'imperfections perpétuelles, espéraient que la réforme envisagée y mettrait fin. En fait, comme cela se produit souvent après une longue attente, la réalisation a déçu bien des esprits et, malgré sa longue gestation, a soulevé de nombreuses critiques.

La loi de 1927 fait une large place à l'acquisition de la nationalité française par voie de naturalisation. La guerre venait de tuer 1.500.000 Français et d'en estropier à peu près autant. Les naissances, qui, autrefois, ne compensaient même pas les décès, étaient incapables de combler un tel gouffre. Il fallait donc appeler à soi tous les étrangers qui consentiraient à prêter leurs bras et offrir la qualité de Français aux plus méritants, sans exigences inutiles.

Instruit pourtant par l'expérience, surtout par celle de la Grande Guerre, le législateur a prévu l'indignité de certains nouveaux Français. Il est impossible, sinon dangereux, de conserver la qualité de national à des gens qui, par leur comportement, ont manifesté du mépris ou de la haine envers leur nouvelle patrie. Pour eux, la déchéance s'impose.

Au point de vue technique, la loi du 10 août 1927 a purement et simplement abrogé toutes les dispositions an-

lérieures. Elle se présente désormais en marge du Code Civil, comme une construction indépendante et certains ont cru deviner, dans la consécration d'une telle autonomie, le signe que la nationalité ne figurait plus au nombre des matières dites « de droit privé ». Nous avons, dans notre introduction (*suprà* p. 9 et suiv.), discerné le vrai et le faux de cette opinion.

Mais, en présence de ce bouleversement et, en apparence, de cette restauration du passé, il est plus utile de se demander quel sort ont subi les principes autrefois admis.

Le Code Civil prévoyait des cas de déchéance légale, que la Loi du 26 juin 1889 avait ramené à trois, sans en changer la technique traditionnelle. Les lois de la Grande Guerre avaient apporté un esprit et des méthodes nouveaux. Mais elles étaient restreintes, dans l'espace, à une catégorie bien déterminée de Français, et, dans le temps, aux cinq années qui devaient suivre le retour de la paix. Pour le reste, les règles générales demeuraient celles du Code Civil.

La Loi du 10 août 1927 a renversé un édifice qu'elle estimait fait de pièces et de morceaux, dans le but de lui substituer un ensemble plus homogène. C'est dans cette idée directrice qu'on trouvera la réponse cherchée. En voici à peu près les termes :

1. Les naturalisés offrent moins de garanties que les Français d'origine. Il est normal qu'on se montre plus exigeant pour eux, puisque leurs antécédents, leur éducation, leur hérédité restent parfois réfractaires à toute assimilation. Il convient ; en outre, de parer aux conséquences d'une naturalisation hâtive ou erronée, qui doit pouvoir être rapportée à tout instant, si l'intérêt social l'exige. La loi, s'inspirant cette fois de la législation de guerre, prévoit des cas de déchéance judiciaire. Elle crée le « *Délit civil de manquement au devoir de loyalisme* ». C'est le premier principe.

2. Il n'y a pas de distinctions entre Français, quelle que soit leur origine. Tous doivent remplir leur devoir mais, selon la source de leur qualité, certains auront des obligations spéciales, rendues effectives par une sanction particulière.

En s'inspirant de ces données, la Loi de 1927 a retenu les mesures envisagées par le Code Civil, mais en leur apportant un changement. Une longue expérience montrait qu'il était utile de les conserver, mais aussi qu'il fallait les modifier — nous verrons pourquoi et comment. Les cas de déchéance légale subsistent donc, à un point près, dans la nouvelle réglementation. Tel est le second principe.

3. Enfin, la survenance d'une nouvelle tension européenne et les conditions toutes particulières dans lesquelles elle se présentait, ont inspiré, avec une méfiance aggravée pour les Français de fraîche date, la nécessité d'une protection plus efficace et plus étendue contre leurs agissements malfaisants. La Loi de 1927 a été gravement modifiée par le Décret-Loi du 12 novembre 1938 qui, entre autres nouveautés, réalise un retour inattendu vers la déchéance administrative. Ce sera le troisième et dernier principe.



## CHAPITRE I

### LA DECHEANCE JUDICIAIRE LE DELIT CIVIL DE MANQUEMENT AU DEVOIR DE LOYALISME

(Art. 9, 5°, L. 10 août 1927) (1).

Nous donnons volontiers une épithète au titre de ce chapitre. La Loi du 10 août 1927, art. 9, 5°, dans le but de défendre la nation contre les naturalisés indignes, a ressuscité le délit très spécial qui avait été créé par les lois de la Grande Guerre, mais avait malheureusement terminé sa brève existence cinq ans après la fin des hostilités. Elle illustre les considérations qui nous ont guidés dans la détermination de la nature juridique de la déchéance.

Le manquement au devoir de loyalisme est un délit nommé. Il est constitué par une faute grave qui met en jeu la responsabilité civile et sociale de l'individu. La sanction est très nette : c'est l'expulsion hors de la communauté. Mais elle n'est infligée qu'après une procédure minutieuse, dont le trait essentiel est l'intervention des Tribunaux Judiciaires.

Cette mesure se justifie à la fois par la nécessité de punir un naturalisé qui, après coup, fait preuve de malignité vis à vis de sa nouvelle patrie et par l'obligation, moralement inévitable, de sanctionner une faute contemporaine de la naturalisation et viciant par là toute l'opération. Il se peut en effet — l'homme est d'une subtilité parfois désespérante — que le néophyte ne désire acquérir la qualité de Français que pour échapper aux mesures de surveillance et de police auxquelles sont soumis les étrangers. La déchéance n'est alors en somme, qu'une application de la maxime « *Fraus omnia corrumpit* ». (R. DREYFUS, « Les Conflits de Nationalité et la Loi sur la Nationalité du 10 août 1927 », CLUNET, 1927, 949).

Les prérogatives de l'Etat sont défendues, mais dans le respect et la garantie des droits de l'individu. Ce sont là

---

(1) Voir l'article de M. CRÉMIEU : « Le rétablissement du Délit de manquement au devoir de loyalisme », dans la Semaine Juridique, 1927, p. 1281.

les deux idées essentielles de l'état d'équilibre institué par la loi de 1927. Mais nous verrons que son maintien a été rendu de plus en plus difficile par l'évolution des événements. Actuellement, il est très nettement rompu en faveur de la puissance publique, qui s'arroge, vis à vis du citoyen, des pouvoirs dont il lui était peut-être difficile de se passer.

Nous étudierons : 1) Les conditions du délit ; 2) La Procédure ; 3) Les effets de la déchéance.

## SECTION I. — Conditions du Délit.

### PARAGRAPHE I — PERSONNES VISÉES

La Loi de 1927 vise seulement les Français qui ont acquis cette qualité « *sur leur demande ou celle de leurs représentants légaux* ». Elle ne s'applique donc pas aux Français d'origine qui, eux, nous le verrons, ne peuvent que se mettre dans une hypothèse de déchéance légale. Cette distinction ne satisfait pas tout le monde (M. NIBOYER, notamment, dans son « *Traité* », T. I, p. 445). Certains trouvent même injuste d'exiger du Français d'origine une fidélité et une assiduité moindres que pour son frère d'adoption, « *Il est paradoxal, écrit M. LOUIS-LUCAS, de réprimer (chez le Français d'acquisition), une certaine attitude d'hostilité et de penser que la même répression est inapplicable à ceux qui, étant plus profondément Français, devraient être plus pleinement fidèles* ».

A vrai dire, cette différence de traitement n'est pas « paradoxale ». Elle s'explique par la différence de nature qui existe entre les deux sortes de Français. Les uns puisent dans leur origine, dans leur attachement héréditaire, dans leur formation spirituelle et dans une longue tradition une fermeté de sentiments qui les empêchera toujours de se dresser contre leur patrie. Les autres étaient des inconnus la veille. Ils ont grandi le plus souvent ailleurs, ils possèdent des mœurs qui ne ressemblent pas aux nôtres. Ils seront donc plus facilement portés à se conduire déloyalement envers leur famille adoptive. Il est juste de permettre alors à celle-ci de s'en débarrasser.

Echappent encore à l'article 9,5°, ceux qui sont Français d'acquisition, mais dont l'acquisition de nationalité n'est pas due à une demande qu'ils auraient faite ou qu'auraient présentée leurs représentants. On trouve parmi eux : l'enfant né en France d'un étranger et domicilié en France, qui devient Français à l'âge de 21 ans, sauf faculté de répudiation (Art. 4, L. 1927) ; la femme étrangère qui épouse un Français lorsque, en conformité des dispositions de sa loi nationale, elle doit suivre la condition de son mari (Art. 8, al. 1<sup>er</sup>, L. 1927) ; l'enfant naturel dont la filiation est établie pendant la minorité, par reconnaissance ou par jugement, lorsque celui de ses parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite est Français (Art. 1, 4°, L. 1927).

Cependant, les individus qui deviennent automatiquement Français à la suite d'annexion de territoires, comme le cas s'est produit après la Grande Guerre pour certains Allemands, sont susceptibles de commettre le délit. Comme l'expliquait à peu près le rapporteur de la Loi « si la déchéance judiciaire est admissible pour les naturalisés dont la demande a fait l'objet d'une enquête individuelle, puis d'un Décret spécial de naturalisation, on doit l'admettre *a fortiori* pour des individus qui profitent de la clause d'un traité pour réclamer une nationalité par dizaine de mille et dont il est impossible d'examiner les antécédents ou la sincérité de sentiments ».

Il est regrettable que certains Français d'adoption échappent aux rigueurs de la loi. Ils remplissent pourtant toutes les conditions propres à justifier, le cas échéant, son application. Ils bénéficient d'une véritable excuse légale due, non pas à un dessein déterminé, mais à une erreur qu'un peu plus d'étude ou d'attention aurait permis d'éviter. Voilà ce qui est plus grave. Rentrent au contraire dans le domaine de la Loi de 1927, tous ceux dont la qualité de Français trouve son origine dans une demande, c'est-à-dire dans une manifestation de volonté.

1. Leur grande masse est constituée par les *naturalisés* (art. 6 et 7, L. 1927). Peu importe qu'il y ait eu naturalisation ordinaire, naturalisation spéciale ou naturalisation de faveur. Ainsi, rentrent dans cette première catégorie les Allemands devenus Français par application du Traité de Versailles (Partie III, Section V, Annexe, Parag. 3).

2. On trouve encore ceux qui, ayant perdu la qualité de Français, ont été autorisés à la recouvrer par Décret (Art. 11, L. 1927), quel que soit le mode de réintégration, de droit commun ou exceptionnel ; l'individu né en France d'un étranger et domicilié en France qui, jusqu'à l'âge de 21 ans, peut réclamer la qualité de Français (Art. 3, L. 1927). Cette déclaration peut être expresse ou tacite. Tacite, elle résulte de la « participation volontaire aux opérations de recrutement » (Art. 3, al. 4, L. 1927). Certains auteurs émettent un doute à propos de cette participation. M. NIBOYER n'admet pas qu'elle puisse constituer la demande expresse rituelle. Il souhaite, car il consent au démenti, que la jurisprudence tranche cette incertitude. Malheureusement, c'est un terrain sur lequel la jurisprudence n'a que de rares occasions de s'aventurer, et il est probable que ces honorables scrupules de conscience ne seront jamais officiellement levés. D'ailleurs, pourquoi s'en embarrasser ? L'article 3, L. 1927, dit formellement : « *La participation volontaire aux opérations de recrutement... tient lieu de la déclaration visée à l'alinéa premier* ». L'épithète « volontaire » éclaire suffisamment l'esprit, surtout si l'on se souvient du lien étroit qui existe entre une nationalité déterminée et l'exécution des obligations militaires correspondantes. Enfin, il vaut mieux ne pas accroître inutilement le domaine de ce genre d'excuse légale que nous venons de découvrir.

3. Il y a une difficulté plus réelle : les enfants mineurs deviennent Français de plein droit dès que leurs parents sont naturalisés. (Art. 7, al. 2 et 3, L. 1927), si du moins certaines conditions se trouvent remplies. Ils deviennent Français automatiquement, sans qu'aucune demande doive être formulée. C'est ce qui fait naître l'hésitation.

Pourtant, ils sont certainement des « naturalisés ». L'acquisition de la nationalité n'est pour eux qu'un corollaire, qu'une conséquence de la naturalisation des parents, à laquelle elle emprunte tous ses caractères. La naturalisation du père et de la mère a des effets collectifs. Or, elle repose elle-même sur une demande. Il n'est pas interdit de supposer que la loi a voulu déceler, sous cette demande, une manifestation de volonté tacite, relative aux enfants qui, eux, empruntent en toutes circonstances la persona-

lité de leurs parents. Mais, dès que l'enfant devient majeur, il cesse de graviter dans l'orbite juridique de sa famille et la loi de 1927 elle-même reconnaît cette dissociation en supprimant la possibilité d'une demande tacite. D'ailleurs, nous avons dit que toute naturalisation devait être retenue, quel qu'en fut le caractère. (Voir cependant, *contrà*, M. NIBOYET, *Traité*, T. 1, p. 447).

4. Les individus devenus Français par réclamation, aux termes du Traité de Versailles (Partie III, Section V, Annexe, Parag. 2). Leur cas est certain si l'on relit les travaux et les discussions préparatoires de la Loi de 1927. La Chambre des Députés avait adopté, le 7 avril 1927, un amendement FREY, ainsi conçu : « *Perdent la qualité de Français... : Le Français naturalisé qui est déclaré déchu de la nationalité française par jugement* ». Par là se trouvaient exclus les Alsaciens-Lorrains qui, ayant à choisir entre la France et l'Allemagne, avaient opté pour la nationalité française. L'auteur de l'amendement soutenait que le Gouvernement ne pouvait plus revenir sur ce qu'il avait lui-même reconnu sans violer le Traité de Versailles. Passant sur le peu de gravité d'une telle violation, le Garde des Sceaux répliquait que « s'il y a un cas où il est indispensable de donner à l'Etat un moyen de se prémunir contre des actes politiques dangereux, c'est celui de la nationalisation à la suite d'une annexion » (J. O. Documents parlementaires, 1927, L. 1929).

La discussion reprit devant la Chambre-Haute. M. LISBONNE y défendit avec patience un texte qui « sauvegardait le droit du Gouvernement de déléguer aux Tribunaux compétents ceux qu'une accession en masse à la qualité de Français a pu faire échapper à tout contrôle de sa part et qui, par des actes postérieurs à cette acquisition, auront justifié une action de déchéance » et qui n'était « ni contraire aux stipulations du Traité de Versailles ni en contradiction avec les principes du droit ». Après avoir entendu ces paroles, le Sénat repoussait l'amendement voté par la Chambre.

Cette discussion et cette décision ont une portée générale. Elles signifient que tous les optants peuvent être déchus, le cas échéant, de la nationalité française. Or, il n'y a pas que ceux du Traité de Versailles. Il faut leur ajouter :

La femme étrangère qui épouse un Français et acquiert la nationalité de son mari sur sa demande expresse (Art. 8, al. I, L. 1927) ; l'individu né et domicilié en France qui opte pour la France personnellement ou par le truchement de ses représentants légaux (Art. 3, L. 1927) ; les enfants nés en France des agents diplomatiques ou des consuls de carrière, qui échappent en principe à l'effet d'absorption du *jus soli*, mais ont la faculté de réclamer la nationalité française dans les conditions prévues à l'article 3. (Art. 4, a, L. 1927). Si le bénéfice de l'option n'est pas utilisé, les effets peuvent prendre deux sens opposés. Dans l'un, le réclamant conserve sa nationalité d'origine. C'est le cas des enfants des agents diplomatiques. Dans l'autre, il demeure Français et sa nationalité, jusque là sous condition résolutoire, va se consolider. Elle sera même plus solide encore si l'intéressé reste muet et s'en remet à l'expiration de sa vingt et unième année pour décider de son sort. Ce n'est pas une fraude, même s'il y a un calcul ténébreux à la base, puisque la loi elle-même prévoit l'alternative. A ce moment, on ne peut plus parler de « demande » et, Français de plein droit, l'individu peut se moquer impunément d'un devoir de loyalisme dont la sanction n'existe plus. C'est une nouvelle manifestation de cette « excuse légale » dont nous avons indiqué les inconvénients.

#### PARAGRAPHE II. — FAITS SANCTIONNÉS

La loi les énumère limitativement. Ce procédé est classique lorsqu'on veut sauvegarder les droits de l'individu et éviter des décisions arbitraires. Mais les formules employées sont vagues et, tout compte fait, il devient possible de reprocher beaucoup de choses au naturalisé, dont on projette de se débarrasser. La loi de 1927 a retenu trois causes de déchéance. Elle a refusé d'en adopter une quatrième : la condamnation pour crime ou délit de droit commun, malgré l'intervention de M. BARÉTY, insistant sur « l'atmosphère morale » qui devait entourer l'application de la loi et signalant, statistique en mains, que la plus grande proportion de naturalisés et d'individus douteux se trouvait parmi les Levantins et les Orientaux.

Les infractions politiques sont également exclues.

La déchéance peut être encourue (Art. 9, 5°, L. 1927) :

1° - Pour avoir accompli des actes contraires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat Français.

2° - Pour s'être livré au profit d'un pays étranger à des actes incompatibles avec la qualité de citoyen français et contraires aux intérêts de la France.

3° - Pour s'être soustrait aux obligations résultant des lois de recrutement.

*I. Actes contraires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat.*

Cette notion est imprécise. Si la Loi de 1927 avait prévu la déchéance de la naturalisation comme l'accessoire de certaines condamnations, l'incertitude aurait été dissipée, puisqu'une peine ne peut être infligée qu'en présence d'une infraction nettement déterminée. Mais le législateur a refusé de réaliser ce qu'il considérait être une servitude de mauvais aloi et contraire aux intérêts particuliers. Il n'a pas voulu que le naturalisé soit déchu *parce qu'il* aurait encouru une condamnation. En définitive, l'expression volontairement confuse qui est employée prête à toutes les interprétations et signifiera ce que, selon les circonstances, on voudra lui faire dire.

Il n'est pas interdit d'essayer de préciser. La notion d'actes contraires à la sûreté de l'Etat a, en droit pénal, un sens précis auquel le juge chargé de prononcer la déchéance sera bien obligé de recourir, s'il veut retrouver sa route. Mais rien ne l'empêchera de retenir des faits qui échappent à la loi pénale. Le procédé est évidemment arbitraire, mais la loi n'a qu'à s'en prendre à elle-même de cet inconvénient.

a — Il faut d'abord retenir ce que l'on qualifie « *Crimes et Délits contre la sûreté de l'Etat* », prévus par le Code Pénal ou par des lois spéciales, tels la *Trahison* ou l'*Espionnage* (1).

b — La liberté du juge en dehors de ce cadre relativement rigide, constitue la partie obscure et changeante de son activité. Seules les circonstances ou l'opportunité diri-

---

(1) Voir sur cette question l'étude très complète de M. H. VERDUN : « *La répression des Infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat, d'après le Décret-Loi du 29 juillet 1939 et les textes ultérieurs* » (Sem. jurid. 30 nov. 1940, J. C. P. 171,

geront ses appréciations : ce sont deux guides instinctifs et souvent aveugles.

La jurisprudence de la Cour de Cassation est peu nombreuse sur ce sujet, mais son unité est complète. Elle décide d'interpréter très largement l'expression « actes contraires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ». Il suffit que le fait incriminé soit de nature à troubler l'ordre social et la paix entre les citoyens, alors même qu'aucune loi pénale n'en prévoirait la répression.

C'est le cas de la dame KLARA-KAPLUN, qui distribuait des tracts rédigés en langue polonaise dans lesquels il était très sérieusement question, pour tout le monde, « de saisir à la gorge sa propre bourgeoisie » et, par une attention spéciale aux militaires, « de passer en masse, les armes à la main, du côté de l'armée rouge ». (Cass. Civ. 2 décembre 1936, G.P. 1937, 1.239).

Déchéance de la nationalité encore pour un sieur OLSZANSKY, qui, dans un genre semblable, invitait les ouvriers français à lutter contre les gardes mobiles « comme les ouvriers russes avaient combattu les cosaques du tzar » et donnait d'ingénieuses recettes pour paralyser l'action des forces de police. (Cass. Civ. 7 mars 1933, G.P. 1933, 1.915. REVUE, 1934, 100, note NIBOYET.)

Par contre, le Tribunal Civil de St-Etienne n'a pas voulu retenir une activité intense en faveur du Parti Communiste, des appels à la grève, à « la lutte nationale des mineurs contre les exploiters » tous ces faits, décide le jugement, devant être « plutôt considérés comme l'expression littéraire de doctrines extrémistes, bien que la violence y soit recommandée comme moyen d'action » (T. Civ. St-Etienne, 26 juillet 1932. REVUE, 1932, 699). Cette décision ne présente d'ailleurs qu'un simple intérêt de curiosité.

Enfin, le mot « actes » doit être entendu de « tous les faits de propagande, articles de journaux, discours ou distributions d'écrits » (Cass. Civ. 2 décembre 1936, précité).

Ce pouvoir très large accordé au juge et l'usage qui en est fait paraissent exorbitants à certains auteurs. M. NIBOYET, après avoir constaté avec tristesse que la théorie de la déchéance fait des progrès d'année en année, ce qui constitue « une véritable régression du droit international », s'étonne que l'on frappe ainsi un naturalisé « qui écrit tout

simplement ce que d'autres Français, ou du moins certains d'entre eux, écrivent sans que leur attitude tombe sous le coup de la loi », et il formule, en terminant, cette opinion et cette suggestion : « Tout cela montre que les auteurs de la Loi de 1927 furent peu avisés et qu'ils firent à la jurisprudence un pénible cadeau en l'enfermant dans le dilemme soit, pratiquement, de ne jamais faire jouer la déchéance, soit d'aboutir à des injustices. Il ne faut pas que la politique intervienne dans des questions de cette nature. Or, elle ne peut pas ne pas intervenir étant donnés les termes élastiques de la Loi du 10 août 1927. Si l'action contre la sûreté de l'Etat est répréhensible, il conviendrait, après en avoir légiféré, de frapper tout Français coupable. » (Note dans REVUE, 1934, 103).

Pour M. MAURY, le retrait de naturalisation aurait dû rester une « institution exceptionnelle, ne valant que pour les périodes de crise » (REPERTOIRE, v° *Nationalité*, n° 511).

D'autres, au contraire, regrettent que la déchéance ne soit pas d'une application encore plus large. Dans son état actuel, elle ne constituerait « qu'une arme difficile à manier, surtout comminatoire, qui ne nous protégera pas efficacement ». (LEREBOURS-PIGEONNIERE, Précis de Droit International Privé, 3°, éd. N° 125).

## *II. Actes incompatibles avec la qualité de citoyen français, accomplis au profit d'un pays étranger.*

L'expression ne donne aucun élément susceptible de définir la nature de ces actes. Elle se rapproche d'ailleurs de la précédente, mais comme, dans un ordre d'imprécision croissante, sa valeur est plus élevée, elle offre un champ d'investigation encore plus grand.

L'acte contraire à la sûreté de l'Etat est certainement incompatible avec la qualité de citoyen français. Ainsi l'espionnage. (T. de Metz, 28 juillet 1936, REVUE, 1937, p. 649). Ce jugement montre encore que la déchéance peut suivre une condamnation pénale, mais qu'elle n'a aucun lien avec elle et ne saurait être assimilée à une peine accessoire ou complémentaire. Il prouve également que la notion d'acte « contraire » ou « incompatible » n'a rien de commun avec une qualification pénale quelconque. Dans l'espèce, l'espionnage était considéré comme un acte contraire à la sûreté « intérieure » de l'Etat. ).

Mais il peut y avoir des actes incompatibles avec la qualité de Français qui ne sont pas contraires à la sûreté de l'Etat. Ce sont des indélicatesses, des imprudences, des opinions — d'une façon générale un « comportement » — qu'il ne sied pas à un bon Français d'observer. Le juge devra apprécier cette moralité moyenne que, d'après les circonstances, il est convenable d'exiger de chacun. Il n'est pas dit que cette grande liberté l'inclinera tout doucement à l'arbitraire. Une loi précise donne un grand repos d'esprit à celui qui doit l'appliquer. Seule l'imprécision d'un texte fait naître les scrupules. Les formules de la Loi de 1927 doivent donc être définies à l'aide des mœurs, des coutumes, en un mot, de la commune opinion du moment. Ce sont évidemment des éléments qui évoluent, puisqu'ils obéissent, pour la plupart, aux impulsions sentimentales d'une société. Mais ils ont cependant une charpente construite selon des lois parfaites d'équilibre et qui ne peut pas changer. L'essence des devoirs du citoyen ne varie guère suivant les temps : la philosophie, la sociologie et l'histoire permettront d'en déceler le juste parfum.

Si l'article 9, 5°, de la Loi de 1927 avait connu quelque réalité, la jurisprudence n'aurait pas manqué de discerner rapidement un « critérium » commode. C'est une œuvre constructive qui entre dans ses attributions et à laquelle il ne lui déplait pas de se livrer. Ne l'a-t-elle pas fait, avec dévouement et sollicitude, à propos de l'article 1382 C. Civ. ? Existe-t-il pourtant un terme moins précis que le « fait quelconque de l'homme » ? Elle en a cependant donné des exemples très nets et, en en traçant les limites certaines, a exclu toute fantaisie de ce domaine.

Si la déchéance pour « fait incompatible avec la qualité de Français » avait été fréquemment poursuivie, l'ombre se serait vite dissipée. Voilà de bonnes paroles pour apaiser ceux qui, comme M. MAURY, déplorent « le règne de l'arbitraire ».

Il faut ajouter que la malversation, pour être sanctionnée, doit avoir été commise « au profit d'un pays étranger ». Cette notion de finalité apporte un élément supplémentaire dans les conditions de la déchéance.

*III. S'être soustrait aux obligations résultant des lois de recrutement.*

La loi, par les termes « s'être soustrait », semble refuser de sévir en cas de simple tentative. Une interprétation stricte exigerait en effet de ne retenir que le fait accompli.

Serait seul puni l'individu qui, par une habileté frauduleuse, aurait complètement et définitivement échappé aux obligations militaires. Ainsi conçue, la formule est mal venue. Mais on peut heureusement lui en faire dire davantage. En effet, le législateur de 1927 s'est inspiré, dans cette partie de son travail, de la loi de guerre du 18 juin 1917. Celle-ci punissait le naturalisé qui avait quitté le territoire français « pour » se soustraire à une obligation d'ordre militaire. Or, « pour », suivi de l'infinitif, signifie « en vue de », dit M. LITTRÉ dans son Dictionnaire. En 1927, comme 10 ans plus tôt, la déchéance reste donc indépendante de l'arrivée au but et n'exige pas que les efforts aient été couronnés de succès. Comme en droit pénal, la tentative reste punissable.

Les termes « obligations de la loi de recrutement » sont très généraux. L'armée prend le futur soldat sous son aile bien avant qu'il n'ait revêtu l'uniforme et ne lache l'homme fait que sur le tard de sa vie. Et il n'est encore pas impossible que, par la suite, elle le rappelle à l'activité dans des circonstances où l'état de guerre exige de chaque citoyen l'effort total compatible avec ses possibilités (garde territoriale, défense passive, etc...). Les occasions où l'on peut enfreindre les obligations militaires sont donc nombreuses et peuvent se produire pendant la plus grande partie de la vie. Tels seraient le refus de se présenter à un Conseil de Révision ou à une Commission de Réforme, un départ pour éviter l'incorporation proprement dite ou une évasion pour fuir le corps d'affectation, l'absence à une période d'exercice ou à une séance d'entraînement, etc...

C'est ce qu'a décidé la Cour de Cassation : « Attendu que le législateur n'a pas visé uniquement le service militaire proprement dit, mais qu'il a entendu frapper tout acte par lequel un naturalisé s'est efforcé d'échapper à une injonction de l'autorité militaire faite dans l'intérêt de la défense nationale ». Le même arrêt fait une application de ce principe à un naturalisé qui s'était fait frauduleusement

réformer pendant la guerre et avait fui en Espagne pour échapper à la curiosité légitime que l'autorité militaire manifestait à son endroit (Cass. Civ. 24 décembre 1923, D. II. 1924, 82).

On a reproché à deux dispositions voisines de l'article 9 d'être en contradiction formelle. En effet, le paragraphe 5 prévoit la déchéance si le naturalisé essaye de fuir les obligations militaires, tandis que le paragraphe premier, al. 2 du même article interdit, pendant un délai de 10 ans « à partir de l'incorporation ou du recensement » d'acquiescer une nationalité étrangère sans l'autorisation du Gouvernement. Pour M. NIBOYET, l'inconvénient serait le suivant : « Une fois l'intéressé déchu, les délits d'insoumission ou de désertion disparaîtraient, car ils supposent la nationalité française persistante. On avantagerait ceux que l'on voudrait châtier ». (Traité, 1, p. 452).

Ce n'est pas certain. On peut en effet juger le déserteur ou l'insoumis et le condamner, puis le déchoir de sa nationalité, ces opérations étant également possibles dans l'ordre inverse : la déchéance de la loi de 1927 ne rétroagit pas et, contrairement à ce que prétend M. NIBOYET, la qualité de Français *persiste* au moment de l'infraction. Bien mieux, elle n'est pas encore en cause. D'ailleurs, admettons un instant que les observations faites soient valables. Dans ces conditions, le Ministère Public se gardera bien de poursuivre la déchéance ou le Tribunal, usant de son pouvoir d'appréciation, refusera de la prononcer. A ce moment, l'individu reste Français et rien ne fait obstacle à sa condamnation par la juridiction militaire. Pour une fois, la « maladresse » du législateur n'est pas prouvée.

## SECTION II. — Procédure.

La procédure, quoique rapide, sauvegarde les droits des intéressés. Elle suit la voie judiciaire et ressemble à celle qu'avait établie la Loi du 18 juin 1917.

La Loi de 1927, par déférence pour une œuvre qu'elle jugeait excellente ou, plus simplement par économie de travail, renvoie fréquemment à ce texte. La méthode n'est pas nouvelle. Elle est quelquefois mauvaise et crée, nous le verrons, des difficultés inutiles.

1. *Qui peut agir ?* L'action est intentée par le Ministère Public, mais « sur la demande du Ministre de la Justice ». On a sans doute voulu, par là, protéger davantage l'individu, en lui donnant le bénéfice d'un double examen de son cas et, en même temps, permettre au gouvernement d'apprécier l'opportunité de la déchéance. Tout ceci manifeste assez bien ce souci d'équilibre ou, comme l'écrit M. CRÉMEU (Op. cit., p. 1283) « cet esprit de conciliation » que l'on devine dans la loi de 1927.

L'article 10, L. 1927, dernier alinéa, renvoie à la Loi de 1917, dont l'article 3 est ainsi rédigé : « Le Procureur de la République présente, *s'il y a lieu*, requête au Président du Tribunal », ce qui réserve évidemment une indépendance négative. Mais il faut remarquer que la Loi de 1917 donnait des pouvoirs absolus au Ministère Public qui était libre de déclancher l'action ou d'en réserver l'exercice, tandis qu'ici le principe de la subordination au Garde des Sceaux est marqué avec plus d'insistance. Ceci ne risque d'ailleurs pas de compromettre les droits du naturalisé : le Tribunal, lui, conserve sa liberté. (M. MAURY, RÉPERTOIRE, V<sup>e</sup> *Nationalité*, n<sup>o</sup> 526, admet au contraire le principe de l'indépendance du Ministère Public).

L'action n'est pas à la disposition des simples particuliers, qui ne pourraient même pas invoquer la déchéance au cours d'un procès quelconque, puisque cette sanction ne peut être prononcée qu'à la suite d'une instance spéciale et dans des conditions bien déterminées.

2. *Dans quel délai ?* L'action en déchéance doit être intentée dans le délai de 10 ans à partir de l'acquisition de la qualité de Français ou à partir de la promulgation de la loi, si l'acquisition est antérieure à cette date (Art. 10, al. 1, L. 1927). C'est un délai préfix. Selon la règle générale, le *dies a quo* ne compte pas. Les personnes devenues françaises avant le 10 août 1927 n'échappent pas à l'éventualité d'une déchéance. Mais on ne peut retenir que des faits postérieurs à l'entrée en vigueur de la loi. Il ne s'agit pas ici, à proprement parler, de rétroactivité. Le législateur peut à tout instant modifier pour l'avenir le « *status* » d'un individu. Nul n'a un droit acquis à la conservation intégrale de sa situation antérieure.

Comme le signale M. MAURY, l'existence de ce délai prouve que l'action peut être intentée contre un mineur. S'il n'en était pas ainsi, tous ceux qui ont moins de 11 ans au moment où ils deviennent Français à la suite de leur père, échapperaient absolument à la déchéance. D'ailleurs, l'article 9, 5°, vise le Français qui, « ayant acquis sur sa demande ou celle de ses représentants légaux... la nationalité française ».

3. *Juridiction compétente.* L'affaire est jugée devant le Tribunal Civil du domicile de l'intéressé ou, à défaut, de sa résidence. (Art. 10, § 3, L. 1927). Si le naturalisé a émigré, on recherchera quels étaient son dernier domicile ou sa dernière résidence en France (Art. 10, § 4). Ceci ne soulève aucune difficulté.

Mais le texte de 1927, après avoir parlé de « Tribunal Civil », s'en remet à la loi de 1917 du soin de régler la suite de la procédure. Or, ce dernier texte donnait compétence à la Chambre du Conseil du Tribunal Civil (Art. 6, L. 1917). La Cour de Cassation a franché la difficulté en décidant que l'affaire était du ressort de la Chambre du Conseil (Cass. Civ. 2 décembre 1936, G. P. 1937. 1.239) (1).

On admet généralement que cette façon de voir n'était pas conforme au désir du législateur, qui voulait vraiment apporter une innovation. Mais il est exact de dire que si ce désir avait été plus fermement et plus nettement exprimé, il n'aurait pas été méconnu. Le mal vient plutôt de ce que la loi a renvoyé à un texte antérieur, sans savoir s'il concordait exactement avec elle.

4. *Instruction de l'affaire.* Les formalités sont la résurrection presque intégrale de celles que prévoyait la loi de 1917, à laquelle nous renvoyons (art. 4, 5, et 6). Cependant, dans le but de respecter autant que possible les droits de la défense, il est enjoint au juge commis, à peine de nullité de l'acte et de la procédure ultérieure, de se conformer aux articles 3, 9 et 10 de la Loi du 8 décembre 1897, sur l'instruction préalable en matière de crimes et de délits. Ce sont d'ailleurs les seules nullités qui peuvent être encourues au

---

(1) Voir cependant *contra* la Circulaire du Ministre de la Justice du 13 août 1927 : « L'action se déroulera désormais devant le Tribunal Civil et non pas seulement devant la Chambre du Conseil... » (Bull. Législ. Dalloz, 1927, 429).

cours de l'instance puisque, on s'en souvient, la Loi de 1917, n'en prévoyait pas.

Le naturalisé doit donc être assisté d'un conseil. Lors de sa première comparution, le juge-commis doit l'avertir qu'il est libre de choisir un défenseur et de n'accepter l'interrogatoire au fond qu'en sa présence. L'avocat doit être convoqué par lettre recommandée pour tout interrogatoire et averti que la procédure sera mise à sa disposition la veille. Cet emprunt à la procédure criminelle fournirait un argument à ceux qui voient une peine dans la déchéance, s'il ne répondait pas au désir de défendre les intérêts du naturalisé. Il s'est trouvé que seules les règles de la procédure criminelle réalisaient cette défense dans les meilleures conditions.

5. *Jugement et voies de recours.* Le jugement est prononcé en audience publique. Le jugement par défaut n'est pas susceptible d'opposition. L'appel peut être interjeté dans les 10 jours du prononcé du jugement contradictoire (Art. 7, L. 1917). Le Pourvoi en Cassation doit être formé dans le mois qui suit la signification de l'arrêt. Ce délai est susceptible d'augmentation à raison des distances (Art. 8, L. 1917). Le pourvoi est porté directement devant la Chambre Civile. Il ne peut être formé que contre l'arrêt statuant au fond. (Art. 8, § 1, L. 1917, Cass. Civ. 7 mars 1933. REVUE, 1934, 100).

Il est possible que le même naturalisé soit l'objet des attentions simultanées du juge criminel et du juge civil. Le premier, par exemple, s'en occupe à propos d'une affaire d'espionnage, reconnaît la matérialité des faits et condamne. Le second est saisi d'une action en déchéance de la nationalité fondée sur un acte contraire à la sûreté de l'Etat. On peut se demander si la décision pénale déjà intervenue ne va pas le priver de son indépendance. La réponse se trouve dans l'article 9, 5°, L. 1927 qui, par sa rédaction même, réserve toute l'indépendance du Tribunal Civil : « Cette déchéance *peut* être encourue... ». La liberté du juge est donc à deux degrés : le premier permet d'apprécier si l'activité du naturalisé entre dans le cadre très large de la loi. Le second signifie que, même si la qualification est exacte, le juge *peut* refuser de la sanctionner. Il n'est donc pas solidaire d'une décision préexistante de la juri-

diction répressive. Il suffit, selon la formule communément admise, qu'il ne remette pas en question un point définitivement résolu par le juge criminel et ne se place pas en contradiction avec lui (Cass. 16 et 23 janvier 1922, S. 1922. 1, 277 et 378. Cass. Civ. 1<sup>er</sup> décembre 1930, S. 1931. 1.109. MOREL, note dans S. 1923, 1.161. VIDAL et MAGNOL, Cours de Droit Criminel, 8<sup>e</sup> éd. N<sup>o</sup> 677). L'art. 9, 5<sup>o</sup>, permet dans tous les cas d'éviter l'écueil puisque, d'un côté, le juge civil peut donner aux faits dont il est saisi, une qualification différente et que, de l'autre, il lui est permis, tout en reconnaissant leur existence, de ne pas prononcer la déchéance.

6. *Publicité*. Il n'y a aucune innovation par rapport au régime de 1917. Un extrait de la décision définitive en rappellera la teneur aux lecteurs de l'*Officiel* et l'acte de naturalisation sera modifié en conséquence par une mention en marge, afin que personne n'en ignore. Nous avons signalé l'opportunité d'une telle mesure (*suprà*, p. 69).

### SECTION III. — Effets de la déchéance.

1. *Point de départ*. Si l'on en croit la Loi de 1927 (Art. 10, § 5), il faut consulter le texte de 1917. Or, ici encore, le renvoi est malheureux. Comment admettre, alors qu'une période d'hostilités est déjà entrée dans l'histoire, que le Tribunal puisse fixer le point de départ des effets de la déchéance « sans toutefois pouvoir les faire remonter au delà de la déclaration de guerre ? » Neuf ans après la fin de ladite guerre, cela sent l'anachronisme. Aussi, dans l'opinion générale, la nationalité attend pour disparaître, qu'une décision définitive soit intervenue.

2. *Effets relatifs à la personne du déchu*. Le naturalisé cesse d'être Français à la date que nous avons définie. Il ne peut plus prétendre aux avantages que lui conférerait une qualité défunte, et devra, par exemple, démissionner de son emploi, s'il était fonctionnaire public. Ses droits à l'obtention ou à la jouissance d'une pension disparaîtront en vertu de la Loi du 9 juin 1853. En outre, l'article 38 de la Loi du 28 février 1934 prévoit une déchéance analogue

pour la retraite du combattant « *dans toutes les circonstances qui font perdre la qualité de Français* ». L'ex-naturalisé rendra également ses décorations, s'il ne les conserve pas à titre étranger. (Pour la Légion d'Honneur, voir D. 16 mars 1852, art. 38 et D. 24 novembre 1852, art. 1 et 6), à supposer, bien entendu, qu'il ait reçu l'accueil d'un autre pays. Le mal sera moins grand s'il acquiert ainsi une autre nationalité, qui peut être sa nationalité d'origine. Ce sera un simple changement d'étiquette et l'enfant perdu retrouvera une famille pour y vivre à son aise. Sinon — ce qui peut arriver — il ira se mêler aux sans-patrie et partager leur condition incertaine, ce qui est un sérieux inconvénient dont nous reparlerons. Écarté des avantages attribués aux Français, il échappera aux charges qui pèsent sur eux en tant que tels. La plus lourde de toutes est évidemment le service militaire.

Et puisque la déchéance se produit sans rétroactivité, tous les actes passés antérieurement à elle demeurent intacts, quel que soit leur objet : personnes ou biens patrimoniaux.

3. *Effets relatifs à la famille du déchu.* Le principe reste celui de la personnalité de la déchéance. Mais au contraire, de ce que prévoyait la loi de 1917, il ne souffre aucune exception. Le Tribunal ne peut pas étendre à la femme et aux enfants la mesure qui frappe le chef de famille. Cela ne signifie pas qu'ils soient intangibles. S'ils se rendent coupables à leur tour, une action sera intentée contre eux. Dans tous les cas, la sanction prononcée punira une faute personnelle et n'empruntera rien à la culpabilité d'autrui.

(Art. 10, al. 5, L. 1927).

Toutefois, afin de ne pas créer à l'intérieur du foyer des différences de condition qui sont parfois gênantes et toujours pénibles, la femme pourra suivre le sort de son mari en déclinant la nationalité française. Elle a, pour réfléchir, un an à compter de l'insertion au *Journal Officiel* de la décision définitive portant déchéance de la nationalité. Il n'est pas prévu qu'une autre nationalité doive être acquise en échange. Il nous semble donc que la faculté de décliner persiste même si le mari devient apatride. (*Contrà*, M. NIBOYET, *Traité*, T. 1, p. 456).

Les enfants disposent d'un droit identique et l'exercent dans les mêmes conditions. Mineurs, ils peuvent choisir pendant toute l'année qui suit leur majorité. Leur représentant légal, père ou tuteur, a également le pouvoir de prendre une décision à leur place. On admet généralement que le choix n'est permis qu'aux enfants mineurs. Pourtant, la Loi de 1917 parle simplement des « enfants », sans les qualifier autrement. Elle leur fait une situation identique à celle de la femme, pour laquelle sont nettement distinguées les hypothèses de majorité et de minorité. Enfin, l'article 12, § 2, de la même loi parle « en outre » du représentant légal des enfants « mineurs ». Un tel souci de précision permet de supposer, malgré une distinction tirée de l'âge, que les deux catégories d'enfants sont placées sur un pied d'égalité. Nous admettrions par conséquent volontiers que les enfants majeurs peuvent décliner la qualité de Français. M. NIBOYET justifie une opinion contraire en disant que la loi est muette. Elle ne s'oppose pas, en tout cas, à cette solution, et c'est déjà quelque chose. Rien ne limite la portée du terme qu'elle emploie. Rien n'empêche donc de la considérer dans son plus grand développement.



## CHAPITRE II

### LA DECHEANCE LEGALE

Le Code Civil, modifié par la Loi du 26 juin 1889, prévoyait trois cas de déchéance légale : la conservation de fonctions publiques conférées par un Gouvernement étranger, nonobstant l'injonction du Gouvernement français ; le service militaire pris à l'étranger sans autorisation du Gouvernement et, avec le Décret de 1848, le trafic ou la possession d'esclaves.

La Loi du 10 août 1927, art. 9, 4°, déclare déchu de la nationalité française « *le Français qui, remplissant à l'étranger un emploi dans un service public, le conserve nonobstant l'injonction de le résigner, qui lui aura été faite par le Gouvernement français* ».

La formule serait identique à celle de l'ancien article 17, 3°, si les mots « fonctions publiques » n'avaient été remplacés par l'expression « emploi dans un service public ».

En outre, la déchéance pour service militaire à l'étranger a disparu. Il existe, entre cette modification et cette suppression, une relation intentionnelle que nous allons essayer d'expliquer.

Dans l'esprit du législateur, l'article 17, 4°, C. Civ. devait constituer une sanction. Or nous avons vu que la jurisprudence en donnait une interprétation vraiment trop large. Très souvent, elle retenait un service qui n'était ni militaire (incorporation dans la Garde Civique belge) ni effectif (inscription sur les listes de contrôle du troisième contingent de l'armée italienne ou même sur de simples listes de recrutement). L'intention était bonne : il s'agissait de supprimer des cas de double nationalité. Mais le résultat était souvent désastreux. Il permettait, moyennant parfois une gêne infime, de se libérer des obligations militaires en France. On a dit que l'article 17, 4°, apportait une solution aux conflits positifs de nationalité. Mais il le faisait en se mettant au service personnel des individus, qui décidaient librement de son utilisation. Or, en ce domaine, il n'y a pas de place pour l'autonomie de la volonté.

Les auteurs de la Loi de 1927 ont supprimé un inconvénient que la doctrine signalait depuis longtemps. Ils ont ainsi mis fin, non seulement à un abus très grave, mais encore à une contradiction flagrante entre deux dispositions voisines du Code Civil. En effet, l'article 17, 1°, s'opposait à la perte de la nationalité française par naturalisation à l'étranger, si l'individu, encore soumis aux obligations militaires, n'avait pas obtenu l'autorisation du gouvernement. Mais l'alinéa 4° du même article prononçait la déchéance de la nationalité dans la même hypothèse. Cette antinomie était tout de même anormale. D'autant plus que la jurisprudence admettait l'intéressé lui-même à se prévaloir de la sanction. (Cass. Req. 5 déc. 1917, S. 1920, I, 145).

Dans ses dispositions transitoires, la Loi de 1927 envisage la situation de ceux qui, ayant pris du service militaire à l'étranger antérieurement à sa promulgation, tomberaient sous le coup de l'article 17, 4°, et encourraient la déchéance automatiquement. Elle décide que, malgré cela, la qualité de Français n'est pas perdue et semble avoir ainsi un certain effet rétroactif. Le bénéficiaire de cette disposition retrouve son « *status* » primitif et doit être considéré, dans le passé, comme ne l'ayant jamais perdu. Pour ceux qui voient dans la déchéance une véritable peine, ce rachat n'est pas exceptionnel, puisque les lois pénales plus douces rétroagissent toujours.

Il y a cependant une limite : la déchéance persistera si elle a été constatée par une décision de justice passée en force de chose jugée (L. 1927, art. 14, b.). La rareté d'une telle hypothèse laisse peu d'intérêt à cette mesure, mais le cas peut se présenter.

Rappelons les principes : l'autorité de la chose jugée ne s'attache qu'aux décisions judiciaires rendues en matière contentieuse et tranchant une contestation débattue entre les parties. Ces décisions ne doivent pas avoir fait l'objet d'une voie de recours.

On peut s'étonner de voir que l'existence d'une décision de justice puisse modifier totalement la solution admise. En effet, l'intervention du juge ne change rien à la situation de l'individu. Ce dernier reste déchu de la nationalité et il l'était depuis le jour où il s'est mis en contradiction avec la loi. Le jugement le constate, mais ne le

déclare pas. Il faut malgré tout admettre que la déchéance, tant qu'elle n'a pas été agitée dans le prétoire, reste dans l'ombre. Personne ne la connaît, y compris souvent l'intéressé lui-même. Il n'y a pas alors d'inconvénient à la considérer comme non avenue. Si au contraire elle a été reconnue publiquement, dans une décision judiciaire, il devient difficile de la négliger. Aux yeux de tous, un individu n'est plus Français, et les parties au procès sont intéressées plus que personnes à ce qu'il en soit ainsi. La question de nationalité a été intégrée dans un ensemble dont la solidité exige que tous les éléments demeurent intacts, parce qu'ils se tiennent tous entre eux.

L'abrogation de l'article 17, 4°, C. Civ. ne met d'ailleurs pas à l'abri de la déchéance celui qui a pris du service militaire à l'étranger. Il pourra être considéré comme étant employé dans un service public. Mais alors, l'autorité administrative doit auparavant intervenir.

Le procédé permet également de résoudre les conflits positifs de nationalité, mais à l'initiative, cette fois, et sous le contrôle du Gouvernement. La fraude devient impossible.

## SECTION I. — Faits sanctionnés.

### PARAGRAPHE I. — EMPLOI DANS UN SERVICE PUBLIC ÉTRANGER

L'article 17, 4°, du Code Civil parlait de « fonctions publiques ». Nous avons vu (*suprà* p. 23 et suiv.) ce que signifiait une telle expression. Elle était très compréhensive et s'étendait à de nombreuses catégories de personnes. Il suffisait que l'on pût reconnaître l'existence d'un besoin public, satisfait par un organisme public.

Les auteurs de la Loi de 1927 l'ont néanmoins trouvée trop restreinte. Ils ont jugé que l'exercice à l'étranger de certaines activités devait rester prohibé au citoyen français, quoiqu'il n'y eût pas à proprement parler « fonction publique ».

La nouvelle formule est celle de l'emploi dans un service public. Notons dès maintenant l'incorrection certaine de la rédaction. L'article 9, 4°, parle de « service public rempli à l'étranger ». L'article 17 C. Civ. était intentionnellement moins explicite. Il ne distinguait pas selon que la fonction était exercée en France ou à l'étranger. Tandis que si l'on applique le nouveau texte strictement, on ne peut sanctionner le geste du Français qui, quoique aux gages de l'étranger, exercera cette activité dans son pays même. Ce qui n'est pas la seule anomalie. Car, dans une interprétation encore plus étroite, l'article 9, 4°, devrait frapper un Français qui, à l'étranger, exerce un emploi public pour le compte de son gouvernement, c'est à dire, en premier lieu, tous les fonctionnaires diplomatiques, ambassadeurs ou consuls. Cette constatation, quoique curieuse, ne peut certainement entraîner aucune conséquence. Une rédaction plus correcte eût empêché de la faire.

La notion de service public est très large. Elle comprend toutes les activités dont le but est de pourvoir aux besoins d'une collectivité, quelle que soit la condition juridique de ceux qui les exercent.

Le service public peut se réaliser par deux procédés différents : La Régie ou la Concession.

Dans la *Régie*, c'est la personne publique elle-même, (Etat, département, commune, etc...) qui fait fonctionner le Service sous sa propre responsabilité, mais en imposant les prérogatives de la puissance publique. Le personnel est uniquement composé de fonctionnaires. Leur situation n'est pas contractuelle, mais légale et réglementaire. Ils empruntent leurs pouvoirs à la personne même de l'Administration dont ils font partie. Ils étaient seuls visés par l'article 17, 4°, C. Civ.

Dans le régime de la *Concession*, le Service Public est exploité par un particulier (individu ou société), à ses risques et périls, moyennant le droit d'exercer temporairement des prérogatives d'essence publique et grâce à une rémunération fixée par un accord avec l'administration.

Les employés ne sont pas des fonctionnaires. Ils ont un statut contractuel, dont l'Administration peut se réserver le droit de contrôler les conditions dans le Cahier des Charges, mais n'empruntent rien à la puissance publique,

La Loi de 1927 les a soumis au même risque que les fonctionnaires. Désormais, l'emploi dans un service de distribution d'eau, de gaz, ou d'électricité, dans une Compagnie de Chemins de Fer ou de Transports en Commun, dans une Société de Télégraphes ou de Téléphones, peuvent faire perdre la qualité de Français. Selon les pays, ces services sont exploités en Régie ou en Concession, mais, avec le nouveau texte, cette différence de régime n'a aucune importance.

Le Juge devra s'inspirer des principes du Droit Public français pour déterminer la notion de service public. Peu importe la conception que l'on s'en fait à l'étranger.

La déchéance ne saurait être étendue à des individus qui ne remplissent pas un emploi dans un service public, comme un journaliste, un médecin, un professeur de l'enseignement libre ou un ecclésiastique, sous la réserve habituelle qu'ils n'aient aucune attache avec le Gouvernement étranger — même si leur activité heurtait les intérêts de la France. En cette matière, une interprétation très stricte s'impose.

Le Code Civil exigeait que l'emploi fut conféré par un gouvernement étranger. La loi de 1927, muette sur cette condition, s'appliquera quelle que soit l'origine de l'emploi, pourvu que ce dernier soit de nature publique (Etat, Département ou Province, Municipalité, Etablissement Public, Concessionnaire). Nous avons étudié la question des fonctions ecclésiastiques (*Suprà*, p. 24). Elle ne soulevait alors que peu de difficultés, mais la rançon d'un tel effacement était une absence à peu près complète d'intérêt. Or, en 1930, intervinrent entre le Royaume d'Italie et le St-Siège des accords qui mettaient fin à une incompréhension mutuelle vieille de soixante ans. L'Italie reconnaissait au Souverain Pontife un pouvoir spirituel s'étendant sur le monde entier et une autorité temporelle s'exerçant sur son minuscule territoire. Désormais, le Vatican possède des Services Publics : éclairage, chauffage, sécurité, transports, radiophonie, etc... Le fait pour un Français d'y participer pourrait entraîner la déchéance, si la France n'était pas plus flattée que vexée d'un tel choix. Au contraire, les fonctions purement religieuses, quel que soit le lieu de leur exercice, échappent à toute sanction. Elles ne sont,

en effet, qu'une émanation du pouvoir spirituel du Pape.

Les conditions de capacité et d'intention sont restées identiques à ce qu'elles étaient sous le régime du Code Civil (*Suprà*, p. 23). La déchéance ne peut être encourue que si l'injonction administrative, faite sous forme de Décret, régulièrement publié et notifié, est demeurée sans effet. Par là, le Gouvernement se reconnaît un droit absolu d'appréciation — le meilleur de son pouvoir discrétionnaire et la limite même des incursions du juge. Contre cette décision administrative, le recours juridictionnel reste évidemment possible, avec l'allure que nous lui avons déjà reconnue.

L'injonction peut également être collective. Ceci lorsque la multiplicité des infractions rend impossible toute mesure individuelle. C'est le cas de la Loi du 18 février 1937 qui interdisait « à tout ressortissant Français de prendre du service dans des forces armées en Espagne ou dans les possessions espagnoles ».

#### PARAGRAPHE II. — SERVICE MILITAIRE PRIS A L'ETRANGER

Cette cause n'a pas disparu. Elle est simplement rentrée dans l'ombre, pour les raisons que nous avons relevées. Mais elle peut continuer à s'appliquer, sous la qualification du cas précédent.

Il est en effet, certain, que le service militaire constitue l'hypothèse type d'emploi dans un service public étranger.

Les signes distinctifs du service militaire ont été longuement étudiés (*Suprà*, p. 29). Toute cette jurisprudence ne présente un intérêt d'actualité que si l'on doit remonter à l'époque même où de telles discussions s'élevaient. Aujourd'hui, l'appréciation de chaque espèce appartient au gouvernement. L'appétit du juge n'a plus, pour se satisfaire, qu'une maigre pitance.

La guerre civile d'Espagne aurait pu justifier l'application des nouvelles dispositions. On aurait même pu distinguer entre les troupes régulières, les « gouvernements », et celles du Général FRANCO, appelées « rebelles » ou « nationalistes », selon le vent qui inspirait l'appréciation. En fait, cet examen n'a jamais dépassé le cadre de certaines

petites querelles intérieures, et les « volontaires » d'Espagne, quel que fut leur bord, sont rentrés, sinon avec l'intégrité de leurs membres et de leurs illusions, du moins avec leur qualité de Français intacte.

Le service militaire peut d'ailleurs constituer la solution d'un conflit positif de nationalité. Son accomplissement est en effet, du moins pour l'homme, le signe révélateur de la nationalité. Lui imposer de servir en France ou lui permettre de servir à l'étranger, c'est en même temps prendre nettement parti sur le problème de son allégeance.

Lorsque deux Etats sont limitrophes et que les conditions historiques ou géographiques rendent la frontière commune très perméable aux échanges de populations, il est indispensable de régler des difficultés parfois très épineuses. Tel a été le cas de la France et de la Belgique. La Convention signée entre ces deux nations le 12 septembre 1928, et ratifiée en France par la Loi du 31 août 1929 retient l'accomplissement du service militaire comme un moyen de trancher ce nouveau nœud gordien.

A vrai dire, le but poursuivi n'était pas de résoudre un conflit de nationalité, mais un conflit de recrutement. C'était du moins le point de vue du Gouvernement Belge au cours de la discussion du projet. Le Gouvernement Français voulait au contraire saisir l'occasion pour faire une œuvre d'ensemble dont la portée eut été bien plus grande. Il n'a renoncé à défendre sa position que pour éviter la rupture des pourparlers et aboutir tout au moins à un résultat partiel. Mais, comme l'expose M. BARTIN dans ses « Principes de Droit International Privé », en l'état actuel des choses, c'est-à-dire à raison de la souveraineté des Etats, et de l'indépendance de leurs systèmes juridiques, tout traité, en dépit de son origine, devient une partie propre du droit interne de chaque Etat signataire. Et chacun, l'adaptant selon ses conceptions personnelles, peut en tirer les conséquences qui lui conviennent, du moment que le principe de l'accord est strictement exécuté. Ainsi, la France a considéré le fait du service militaire comme un *oriterium* suffisant pour rompre la difficulté. L'Exposé des Motifs du projet de loi tendant à ratifier la convention estimait « qu'il n'y a aucun avantage à conserver dans son allé-

geance des nationaux purement théoriques, qui pratiquent honnêtement et activement la nationalité d'un pays voisin en y accomplissant leurs obligations militaires ».

L'article 2 de la Loi du 31 août 1929 pose cette règle complémentaire et non équivoque : « *Les Français qui auront été dispensés du service militaire en France en vertu des dispositions de la Convention susvisée perdront la qualité de Français* ».

D'autres conventions ont encore été signées à ce même sujet : Traités franco-argentin du 26 janvier 1927, franco-péruvien du 16 mars 1927, et franco-paraguayen du 30 août 1927. Chaque signataire décharge des obligations militaires ceux de ses ressortissants qui justifient avoir été incorporés dans l'armée de l'autre Etat. Mais il est regrettable de voir que la question de nationalité — la plus importante — demeure réservée. Ainsi, le remède soigne la manifestation extérieure du mal, mais en laisse intacte la cause.

Au contraire, le Traité conclu le 20 septembre 1927 entre l'Italie et le Nicaragua, celui signé le 29 juillet 1922 par la Grande-Bretagne et le Brésil s'élèvent au dessus du simple inconvénient de fait et donnent une solution définitive aux conflits de nationalité.

Le Protocole publié le 9 avril 1930 par la Conférence pour la Codification du Droit International (Texte dans REVUE, 1930, 348) procède d'une inspiration aussi heureuse : « L'individu possédant la nationalité de deux ou plusieurs pays, qui réside habituellement sur le territoire de l'un d'eux et se rattache le plus en fait à ce pays, sera exempté de toutes obligations militaires dans tout autre pays. Cette dispense pourra entraîner la perte de la nationalité de tout autre de ces pays » (Art. 1er). Mais rien ne doit porter atteinte « aux dispositions des Traités en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes, relatifs à la nationalité ou à des questions s'y rattachant » (Art. 5). (Voir sur cette question, R. DREYFUS, « Convention du 12 septembre 1928, entre la France et la Belgique, ayant pour objet de régler les conflits en matière de recrutement militaire », CLUNET, 1929, 949).

La perte de la nationalité prévue par la Loi du 31 août 1929 n'est pas rétroactive. Elle ne se produira pas si la

prise de service militaire en Belgique est antérieure à l'entrée en application de la Convention. Dans ce cas, on retourne au droit commun de la déchéance (Art. 9, 4°, L. 10 août 1927).

### PARAGRAPHE III. — LE TRAFIC OU LA POSSESSION D'ESCLAVES

La Loi du 26 juin 1889 ne rappelait pas le Décret du 27 avril 1848. La Loi du 10 août 1927 n'en parle pas davantage. Cette omission s'explique dans les deux cas par le peu d'intérêt que présente cette cause de déchéance. Mais elle n'en a nullement consacré la désuétude.

D'ailleurs, l'esclavage n'est pas mort partout. En 1932, il sévissait encore en Abyssinie, où l'on estimait à deux millions le nombre des malheureux confinés dans la servitude. L'institution était d'ailleurs officiellement admise. La loi reconnaissait la propriété des esclaves et la règlementait : ainsi, le maître avait un droit de poursuite analogue à celui que notre ancien droit attribuait au seigneur sur les serfs. Il existait de véritables marchés d'esclaves, et l'on voit, sur les tarifs de ce commerce étrange, les prix que valaient les sujets selon leur sexe, leur beauté ou leurs autres qualités. Naturellement, les traitements auxquels ils étaient soumis restaient dans la bonne tradition des négriers du XVIII<sup>e</sup> siècle : mal nourri, mal traité, l'esclave était à la merci de la fantaisie et de la brutalité de son maître, qui lui infligeait parfois des supplices d'une inspiration diabolique. (Voir : Prof. BARAVELLI, *Le dernier rempart de l'Esclavage : l'Abyssinie*. J. KESSEL, *Marchés d'esclaves*).

### SECTION II. — Effets de la déchéance.

Dans chacune des hypothèses qui viennent d'être envisagées, la déchéance reste légale, c'est à dire qu'elle est automatiquement encourue dès que l'individu se rend coupable des faits prévus. Les Tribunaux n'ont pas à intervenir, tout au moins de façon principale. C'est le rappel des principes admis sous le régime du Code Civil.

La déchéance peut être infligée à toutes les catégories de Français — d'origine ou naturalisés —. Elle présente à

ce point de vue un caractère de généralité très accusé

Le coupable perd les droits attachés à la qualité de Français et, par voie de réciprocité, devient exempt des charges correspondantes.

La mesure « *peut être étendue à la femme et aux enfants mineurs* » (Art. 9, 4°, al. 2, L. 10 août 1927). Cette extension n'a pas été admise par les Assemblées Législatives sans de vives et justes critiques. Elle reste une innovation maladroite et inutile, sinon injuste. Pourquoi englober la femme et les enfants dans cette mesure et les déclarer coupables, alors que la décision du père ou du mari peut ne modifier en rien leur attachement à la France ? L'inconvénient est d'autant plus grave que la notion de service public est extrêmement large. Cette déchéance par assimilation n'est en tout cas pas de plein droit. Il fallait au moins en convenir. Elle est prononcée par les Tribunaux Civils, suivant la procédure que nous avons étudiée à propos du manquement au devoir de loyalisme. Elle perd son automatisme et devient si différente, si indépendante de celle encourue par le père, qu'elle constitue presque une sanction particulière. Une sanction sans faute, le plus souvent.

### CHAPÎTRE III

#### LA DÉCHÉANCE ADMINISTRATIVE

(Décret-Loi du 12 novembre 1938)

C'est, dans l'ordre chronologique, un nouveau stade de la période que nous étudions.

Le 12 novembre 1938, un Décret-Loi est promulgué pour régler « la situation et la police des étrangers » (Voir le texte dans le « *Bulletin Législatif Dalloz* », 1938, p. 938). Le titre est insuffisant, sinon en partie inexact, et ne permet pas d'augurer du contenu. En réalité, ce texte a une portée très vaste et pénètre dans beaucoup de domaines. Il modifie notamment la Loi du 10 août 1927, en particulier dans ses articles 9 et 10, relatifs à la déchéance de la nationalité. En cela, il nous intéresse tout particulièrement. Faisons d'ailleurs l'analyse de la réforme avant d'en considérer tous les détails.

1. Les cas de déchéance légale restent ce qu'ils étaient dans la Loi de 1927, c'est à dire, à peu de chose près, ce que les avaient faits le droit antérieur. Revenons un instant sur le passé : il semble qu'une sorte de respect ait entouré à tous moments ces différentes hypothèses, puisqu'elles ont réussi à franchir le seuil des âges sans altérations profondes. Peut-être cette chance n'est-elle pas complètement l'effet du hasard. En réalité, les « cas légaux » n'ont jamais été d'une grande actualité et leur application a rarement joué. Or, lorsque un instrument se rouille dans l'inaction, il n'est généralement pas coutume de le perfectionner.

2. On a seulement prévu que la déchéance frappant un naturalisé pourrait être étendue à la famille par Décret. Cette modification était indispensable pour rendre le système cohérent et pour le mettre complètement en harmonie avec le principe essentiel de la réforme.

3. En effet, le Décret-Loi du 12 novembre 1938 abandonne décidément la procédure judiciaire et, par voie de conséquence, les garanties qu'elle offrait aux particuliers. Désormais, l'équilibre savamment calculé par la Loi de 1927 se trouve rompu en faveur de la puissance publique. Il ne sera plus jamais rétabli.

L'Exposé des Motifs du Décret définit assez nettement les raisons d'une telle sévérité : « Si notre législation se montre des plus libérales pour attribuer aux étrangers la qualité de Français, il importe que les autorités responsables aient à leur disposition des moyens prompts et efficaces pour retirer notre nationalité aux naturalisés qui se montreraient indignes du titre de citoyen français. »

C'est à peu près le sens des paroles que prononçait le Garde des Sceaux devant la Chambre des Députés, lors de la discussion de la Loi du 7 avril 1915. Le résultat est identique : désormais, la nationalité ne peut plus être retirée par les Tribunaux Civils. La déchéance devient une affaire de Gouvernement.

4. Le changement n'est pas tout entier dans les deux propositions précédentes. En effet, le naturalisé est exposé à de nouveaux risques : il perdra sa qualité de Français s'il a commis, en France ou à l'étranger, une infraction ayant entraîné sa condamnation à une peine d'au moins un an d'emprisonnement (Art. 10, 4°, L. 1927, modifiée par D. 12 nov. 1938) (1).

Il est tout aussi important de remarquer que la loi nouvelle est rétroactive, puisque d'après le nouvel article 10, elle peut sanctionner des faits antérieurs à sa promulgation.

5. Enfin, en présence d'un acte coupable, tout pouvoir d'appréciation disparaît. Nous nous souvenons en effet que, d'après la loi de 1927, le juge *pouvait* prononcer la déchéance. Cela signifiait qu'il *pouvait* aussi ne pas l'infliger, même après avoir reconnu la matérialité de la faute. Cette liberté de décision a été supprimée. Si l'un des faits que prévoit la loi est prouvé, la déchéance *sera* encourue.

6. Si les occasions de punir sont devenues plus nombreuses, elles ne peuvent se présenter qu'à une certaine catégorie de Français. Le délit de manquement au devoir de loyalisme reste l'apanage des naturalisés. Comme par le passé, les Français d'origine bénéficient d'une véritable

---

(1) Au point de vue de la forme, la modification consiste d'extraire de l'art. 9 les règles relatives au Délit Civil de Manquement au Devoir de Loyalisme et à les incorporer dans l'art. 10.

« excuse légale ». Sur ce terrain, aucune borne n'a été déplacée.

7. Par contre, une menace nouvelle pèse sur tous les Français cette fois : perdront leur nationalité ceux qui, possédant la nationalité d'un pays étranger, se comporteront en fait comme le national de ce pays. (Art. 9, 6°, L. 1927).

Il ne s'agit pas là d'un nouveau « cas légal », encore que, dans l'énumération, il vienne immédiatement après l'hypothèse d'emploi dans un service public. En effet, la déchéance n'est pas automatique et nécessite l'intervention du Gouvernement — puisque la procédure est devenue administrative.

Le Décret du 12 novembre 1938 n'ayant pas touché aux cas de perte légale, nous renvoyons à ce qui a été dit à leur sujet. (*Suprà*, p. 94 et suiv.). Le vieux mécanisme, rajeuni en 1927, attend toujours l'occasion problématique de fonctionner.

Nous examinerons, par contre, sous quels aspects se présente maintenant le manquement au devoir de loyalisme et nous terminerons cet exposé sur la déchéance administrative en disant quelques mots de la nouvelle hypothèse : la possession de la nationalité d'un pays étranger en se comportant comme le national de ce pays.

## SECTION I. Le manquement au Devoir de Loyalisme.

### PARAGRAPHE I. — CONDITIONS DU DÉLIT

1. *Personnes visées.* La loi de 1927 s'appliquait seulement à l'étranger qui était devenu Français sur sa demande ou sur celle de ses représentants légaux. (Voir *Suprà*, p. 77). Lui échappaient tous ceux qui devenaient Français automatiquement, sans manifestation de volonté de leur part. Un enfant né en France de parents étrangers peut réclamer la qualité de Français jusqu'à 21 ans, s'il est domicilié en France. Qu'il prenne garde, alors, d'être en tous points un citoyen sans reproches. Mais si le même enfant atteint l'âge de 22 ans en ayant conservé un mutisme complet (et

l'ignorance des subtilités légales conduit toujours à une telle discrétion), il devient Français sans le demander et ne court plus aucun risque.

Cette différence de traitement était assez anormale. Le Décret-Loi de 1938 l'a fait disparaître en visant expressément « *l'étranger devenu Français par application de l'article 4* ».

Mais, comme avant, l'étrangère devenue Française à la suite de son mariage avec un Français, parce que sa loi nationale prévoit un tel changement, ou l'enfant naturel dont parle l'article 1, 4°, L. 1927, ont une qualité aussi durable que s'ils la possédaient depuis leur origine.

Ces deux derniers exemples ne sont pas évidents d'eux-mêmes. C'est peut-être pour cela qu'on les a une fois encore oubliés.

2. *Faits sanctionnés.* Ce sont d'abord les actes contraires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat et ceux que l'on juge incompatibles avec la qualité de Français. L'expression, jugée heureuse, a été conservée. Elle est d'ailleurs satisfaisante par son ampleur et nous avons vu que le filet a des mailles assez fines pour que rien ne lui échappe. Des deux notions, d'ailleurs, la seconde a un rôle très effacé, puisqu'un acte « incompatible » est presque déjà toujours contraire à la sûreté de l'Etat. « Malgré ce double emploi », qui donnait cependant toutes garanties, les auteurs du Décret Loi ont voulu calmer leurs scrupules en prévoyant, en troisième position, des actes « *contraires au fonctionnement des institutions de l'Etat* ». Cette expression est dans la dépendance des deux autres, mais si, par chance, un fait échappait à leur qualification, il ne franchirait pas indemne le dernier barrage.

D'autre part, une nouvelle cause de déchéance vient s'ajouter aux trois autres : *la condamnation à une peine d'au moins une année d'emprisonnement pour crime ou délit commis en France ou à l'étranger* (Art. 10, 4°, L. 1927, mod. par D. 12 nov. 1938). Il en avait déjà été question lors des travaux préparatoires de la Loi de 1927, mais sans succès.

Le texte ne définit pas exactement les crimes ou les délits qu'il vise. En donnant à ses termes toute leur signi-

fication, on serait tenté de dire que les infractions politiques entrent également en ligne de compte.

La nature de l'infraction doit être appréciée d'après les principes du droit français. Il faut que le fait incriminé corresponde chez nous à une qualification de crime ou de délit. La loi prévoyant d'ailleurs l'alternative, il importe peu que nous baptisions « crime » ce qui est appelé « délit » ailleurs — ou inversement.

De même, il faudra rechercher dans les systèmes pénitentiaires étrangers l'équivalence de la prison ou d'une peine plus grave, ce qui n'offre pas trop de difficultés.

Par contre, une peine d'emprisonnement qu'aucune de nos qualifications légales ne parviendrait à fonder, semble ne pas pouvoir être retenue.

La condamnation doit être effective et infligée par une décision devenue définitive. A ce point de vue, c'est au regard de la loi étrangère qu'on doit apprécier si la décision est passée en force de chose jugée. Cette question de procédure, comme toutes celles qui ont trait à la validité de la sentence, ou à l'exercice des voies de recours ne peut être exactement et justement résolue qu'en la replaçant dans le climat qui l'a vue naître.

## PARAGRAPHE II. — PROCÉDURE

Deux questions se posent : 1. Celle de la procédure proprement dite et 2. celle de savoir dans quel délai la déchéance peut être prononcée.

1. *Procédure.* La déchéance est prononcée, à la demande du Ministre de l'Intérieur, par un Décret que rend le Garde des Sceaux sur Avis conforme du Conseil d'Etat.

Dans ce système, le pouvoir d'appréciation et de décision appartient au Ministre de l'Intérieur qui, après s'être documenté par une enquête administrative, demande au Garde des Sceaux de proposer un Décret.

Le dossier de l'affaire sera instruit par le Bureau du Sceau. L'intéressé sera convoqué. Il pourra produire par écrit toutes les observations qu'il jugera utiles à sa défense. C'est la seule concession faite au respect des droits individuels. Nous sommes loin de l'assistance obligatoire d'un

conseil et de l'application des principes protecteurs de la Loi du 8 décembre 1897. Enfin, le Conseil d'Etat intervient pour donner son avis, ce qui est très classique.

Contre le Décret prononçant la déchéance, le Recours pour Excès de Pouvoir est possible. Il suffira que le juge administratif se montre assez circonspect pour discerner la part de pouvoir discrétionnaire que contient l'acte et se garder prudemment d'y toucher. A cette réserve près, son intervention reste légitime.

2. *Délai.* La loi de 1927 ne prévoyait que l'avenir. L'action en déchéance ne pouvait être intentée que dans un délai de 10 ans à compter de la date du Décret de naturalisation ou de la mise en vigueur de la loi, si l'acquisition de la nationalité était antérieure à sa promulgation.

En outre, pour les naturalisations accordées avant le 10 août 1927 seuls pouvaient être retenus les faits postérieurs à cette date. Les autres n'étaient jamais reprochés au naturalisé, dont on oubliait ainsi volontairement le passé. La condition de ce délai de 10 ans choque certains esprits. Ils remarquent très justement que la force de l'obligation au loyalisme décroît à mesure que la qualité de Français prend de l'âge, alors que ces deux valeurs sont en réalité directement proportionnelles.

Le législateur n'avait sans doute pas en vue l'interdépendance qui existe entre les deux notions. Il désirait seulement vérifier l'attachement du naturalisé à sa nouvelle patrie — et les épreuves doivent toujours être limitées dans le temps.

Le Décret du 12 novembre 1938 conserve le délai dans sa durée initiale, mais il l'utilise dans des conditions toutes différentes.

a. *Sa mise en œuvre* est liée, non plus à l'acquisition de la nationalité, mais à la perpétration des faits qui sont susceptibles de la faire perdre. Si les faits sont antérieurs au décret de Naturalisation, les 10 ans commencent à Décret. S'ils sont postérieurs, le délai ne court qu'à partir du jour où ils ont été commis.

Le système est plus logique et respecte davantage le rapport de proportionnalité que nous indiquions plus haut. Il s'agit maintenant moins d'une épreuve de fidélité, dans laquelle l'individu reste après tout maître de sa des-

linée, que d'une mesure de défense de la collectivité contre ses éléments indésirables. L'analyse de ce changement est significative de l'esprit du Décret.

b. *La masse des faits répréhensibles* s'est également accrue, puisque la date à laquelle ils se sont produits n'a plus d'influence sur leurs conséquences. Au contraire, d'après la loi de 1927, le naturalisé qui franchissait sans encombre le cap des 10 ans pouvait ensuite se livrer impunément aux pires infidélités sans que la suite du voyage en fut autrement troublée.

c. La déchéance peut intervenir *quelle que soit la date d'acquisition de la qualité de Français*, comme le prévoyait la Loi de 1927. Mais si le principe est sauvegardé, son application est profondément modifiée.

Même si la qualité de Français a été conférée avant le 12 novembre 1938, elle pourra être retirée pour des faits postérieurs à son acquisition, à condition qu'ils aient été commis dans un délai de 10 ans à compter de cette dernière date. On ne parle pas des faits antérieurs. Il ne nous semble pas utile d'aggraver la sévérité du texte par une interprétation extensive et nous admettons que les fautes antérieures à une acquisition de la nationalité française intervenue elle-même avant le 12 novembre 1938 n'entrent pas en ligne de compte (1).

Le nouveau texte peut frapper des naturalisations qui, au bénéfice de la Loi de 1927, étaient devenues définitives. Il suffit qu'à un moment quelconque, le Français d'acquisition manque à son devoir de loyalisme. Ceci n'est d'ailleurs pas de la rétroactivité. Il s'agit seulement d'une modification apportée pour l'avenir à un « *status* » préexistant. Nous avons indiqué que le procédé était légitime. (*Suprà*, p. 87).

---

(1) Le nouvel article 10, L. 1927 emploie à la fois les termes de « naturalisation » et d'« acquisition de la nationalité ». Dans l'esprit du rédacteur, les deux expressions sont évidemment synonymes et leur emploi alternatif n'a d'autre but que d'alléger le style. Nous usons nous-mêmes de ce procédé, mais il ne faut pas oublier que, depuis la réforme, la déchéance vise, non seulement les naturalisés *stricto sensu*, mais encore les Français de l'article 4, L. 1927.

Mais la véritable rétroactivité apparaît lorsque la loi touche à des situations devenues intangibles, saisit des fautes antérieures à sa promulgation ou qualifie, pour les utiliser contre le naturalisé, des actes auxquels la législation antérieure ne reconnaissait pas un caractère répréhensible.

### PARAGRAPHE III. — EFFETS

En ce qui concerne la personne du déchu, ils sont toujours les mêmes.

La famille, par contre, peut être comprise dans le Décret de déchéance. C'est le retour à la théorie d'une peine fondée sur la culpabilité d'autrui. Le principe date des lois de la Grande Guerre, mais avait été abandonné par la Loi du 10 août 1927. Ainsi, dans un tel sujet, on constate de perpétuelles allées et venues, sinon des hésitations ou, si l'on veut, des oscillations qui, selon les époques, exposent certaines mesures à la lumière, en jettent d'autres dans l'ombre — et recommencent en sens inverse.

Les enfants majeurs sont dans tous les cas indemnes de la pénalité qui frappe leur père. Mais ils restent évidemment exposés à une sanction qu'ils auraient encourue de leur propre chef.

Enfin, le Décret de 1938, procédant plus clairement que la Loi de 1927, a purement et simplement abrogé les textes antérieurs, sans renvoyer à aucun d'eux. Cela ressort des prémisses de son article 22 : « *Les articles 9 et 10 de la loi de 1927 sont ainsi modifiés ...* ». Précédemment, ces articles évoquaient, au milieu de certaines difficultés, une bonne partie de la Loi du 18 juin 1917. Or, la mention de ce texte disparaît dans la nouvelle rédaction. C'est assez clairement indiquer qu'il tombe en désuétude.

Cette disparition entraîne une conséquence importante : la femme et les enfants (majeurs ou mineurs, peu importe : la discussion cesse avec la difficulté elle-même), n'ont plus la faculté de décliner la nationalité française. C'est la consécration volontaire, à l'intérieur de la famille, d'une rupture dont les suites peuvent être très graves.

Le Décret-Loi du 12 novembre 1938 est muet sur la publicité à donner au Décret de déchéance et sur le point de départ de ses effets. Admettons, conformément au droit

commun, que l'insertion au *Journal Officiel* est obligatoire et que les conséquences de la déchéance ne se développent qu'à partir de ce moment. Mais il est plus difficile de forcer davantage l'interprétation en décidant que la mention du Décret de Retrait doit figurer sur l'acte de naturalisation. C'est certainement un oubli, mais il risque d'entraîner des erreurs regrettables. Il faut reconnaître d'ailleurs que, dans un cas au moins, la formalité de la mention en marge devient impossible à réaliser : c'est lorsqu'il s'agit d'un étranger devenu automatiquement Français par le jeu de l'article 4, L. 1927. A ce moment, l'*instrumentum* lui-même fait défaut.

**SECTION II. Possession de la nationalité d'un pays étranger en se comportant comme le naturel de ce pays.**

D'après le nouvel article 9, 6°, L. 1927, « *le Français qui, possédant la nationalité d'un pays étranger, se comporte en fait comme le national de ce pays, est déclaré déchu de la nationalité française* ».

La réforme de 1938 n'a eu d'autre but que d'armer plus solidement le Gouvernement contre les mauvais naturalisés. La nouvelle hypothèse de déchéance est donc par essence une mesure d'ordre intérieur, sur un plan strictement national.

Mais il n'est pas interdit de rechercher toutes ses répercussions, y compris peut-être celles qui n'avaient pas été envisagées par ses auteurs et qui, pour rester dans l'ombre, n'en sont pas moins réelles. On remarque alors avec curiosité que, dans sa nouvelle rédaction, l'article 9 constitue un mode de solution des conflits positifs de nationalité.

Ces conflits sont une réalité universelle. Leurs causes sont diverses, tantôt politiques, tantôt juridiques ; leurs effets sont toujours déplorables et ils font naître d'inextricables difficultés. Leur origine est généralement dans l'ignorance qui existe entre les législations des différents Etats. Par le jeu de ces règles opposées, un même individu va se trouver tiraillé entre deux pôles d'attraction égale, tel l'enfant dont deux mères se disputaient l'attribu-

tion devant le sage Salomon. « *C'est un principe de notre droit en même temps qu'un principe de morale internationale, que nul ne peut avoir deux nationalités* », écrivait M. WEISS (Bulletin de la Société de Législation Comparée, 1914, p. 138), marquant ainsi que le problème dépasse, par son importance, les simples préoccupations nationales.

L'inconvénient des cumuls de nationalités n'est du moins pas méconnu. La Doctrine et le Droit Positif Internationaux en relèvent sans cesse les méfaits et cette franchise permet de soigner le mal.

Il y a deux remèdes qui sont administrés, l'un par les Traités et les Conventions internationaux, l'autre par la loi interne. Le premier est préférable au second. Sa substance étant un accord certain entre deux ou plusieurs parties, il n'y a plus aucun risque d'incompréhension mutuelle et de divergences désastreuses.

C'est dans cet esprit qu'ont été conclus tout une série de traités fort importants : la célèbre Convention Bancroft, du 22 février 1868, signée par les Etats-Unis et par les Etats Confédérés de l'Allemagne du Nord ; la Convention du 13 mai 1870 entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, prescrivant que la nationalité de l'un des deux pays se perd par la naturalisation dans l'autre ; le Traité du 29 juillet 1922 entre la Grande-Bretagne et le Brésil, etc... (sur ces Conventions, voir le RÉPERTOIRE, V° *Conflits de Nationalité*, n° 75 et suiv.)

La Convention de Genève de 1930 s'occupe également du problème. En apparence, elle ne fait que déplacer la difficulté : « *Sous réserve des dispositions de la présente Convention, un individu possédant deux ou plusieurs nationalités pourra être considéré, par chacun des Etats dont il a la nationalité, comme son ressortissant* » (art. 3). Mais l'article 4 donne déjà une solution partielle : « *Un Etat ne peut exercer sa protection diplomatique au profit d'un de ses nationaux à l'encontre d'un Etat dont celui-ci est également le national* ».

L'article 5 s'attaque aussi à la difficulté et prévoit que dans un Etat tiers l'individu possédant plusieurs nationalités sera traité comme s'il n'en avait qu'une. Le choix se portera soit sur le pays où l'intéressé a sa résidence habituelle, soit sur le pays « *auquel il apparaît comme se ratta-*

*chant le plus en fait* ». (Sur ce point, voir l'étude de J. KOSTERS sur « la Nationalité à la Conférence de La Haye », dans la REVUE 1930, 412 et suiv.).

Le second remède trouve ses principes actifs dans la législation interne de chaque Etat. Son action est moins puissante que celle du précédent traitement et risque parfois même d'aggraver le mal. Il part tout au moins d'un bon naturel et provoque généralement de bienfaisants effets.

C'est ainsi que la Grande-Bretagne, le Chili, les Pays-Bas et la Roumanie font perdre la nationalité à celui de leurs ressortissants qui obtient sa naturalisation à l'étranger. L'Italie, la Yougoslavie, la Suède, la Norvège et le Danemark exigent en plus, l'établissement de la résidence en dehors du pays d'origine. La loi belge du 15 mai 1922, art. 7 et 14, se borne à prévenir le mal en refusant le bénéfice de la naturalisation à l'étranger auquel la loi d'origine permet de conserver sa nationalité alors qu'il en acquiert une nouvelle...

C'est dans le même ordre de mesures que peut être classé le nouvel article 9 de la Loi de 1927. La seule qualité de national étranger ne suffit pas à faire perdre l'allégeance française. Ce point nous rapproche des lois italienne, yougo-slave et scandinave. Mais alors que ces dernières exigent simplement, comme condition supplémentaire, la fixation du domicile à l'étranger — fait matériel dont la vérification doit être relativement aisée — le Décret de 1938 suppose que le Français « *se comporte comme le national* » du pays étranger.

Voilà une notion bien vague, qu'il va être difficile de définir. Elle rappelle, par sa complexité, celle d'« actes contraires à la sûreté de l'Etat » ou d'« actes incompatibles avec la qualité de Français ». Comme pour elles, il sera délicat d'en tracer un contour bien net. Cette fois, d'ailleurs, ce ne sera plus au juge de faire des efforts d'imagination, mais bien à l'administrateur public. Il faut espérer qu'il agira avec la même attention et les mêmes scrupules.

Il existe heureusement, en droit international privé, une théorie, dite de la « *nationalité effective* », qui vient à point pour nous tirer partiellement d'embarras.

Son but est de trancher les conflits positifs de nationalité. Elle pose en axiome qu'il existe, à côté de la nationa-

lité juridique, définie « le lien d'allégeance existant entre un individu et l'Etat », une nationalité sociologique, dont les éléments complexes sont les idées, les intérêts, les coutumes — une « mentalité », comme le dit M. HAURIOU — qui attachent un individu à une collectivité déterminée. En Allemagne, certains auteurs distinguent même la « *Staat-sangehörigkeit* ou nationalité juridique, et la *Nationalität*, ou nationalité sociologique. C'est ce qu'en France, M. RENAUD a appelé « *Nationalité théorique* » et « *Nationalité active* ». (Annuaire de l'Institut de Droit International, T. 10, p. 25.)

La nationalité juridique est décernée par l'Etat. Il peut y en avoir deux ou plusieurs sur la même tête, au hasard des divergences entre les législations nationales.

La nationalité sociologique, au contraire, est une impulsion naturelle de l'individu qui le pousse à s'agréger à une nation dont il a fait librement choix. Expression de la volonté humaine, elle participe à son unité, et on n'en remarque généralement qu'une seule chez la même personne. (Sur la théorie de la Nationalité effective, voir MAURY, dans le RÉPERTOIRE, V<sup>o</sup> *Nationalité*, n<sup>o</sup> 110, et les auteurs cités en référence. Marc ANCEL, « Les Conflits de Nationalité », dans CLUNET, 1937, 32).

C'est cette nationalité sociologique que le Décret de 1938 évoque en parlant du comportement « comme le national d'un pays étranger ». La définir sera en même temps résoudre le problème que nous avons posé.

Or, cela revient à découvrir ce que M. POLITIS appelle « la possession d'état de nationalité » (note sous Aix, 9 juillet 1903, D.P. 1905. 2, 73). Un des éléments les plus certains de cette manière d'être est le choix d'un domicile dans l'un des deux pays. Comme l'écrit M. BASDEVANT, « en cas de conflit, la nationalité qui se trouve doublée du domicile est celle qui s'accorde le mieux avec la situation de fait. L'établissement du domicile prouve que cette nationalité a été préférée par l'intéressé. C'est pourquoi on la fait prévaloir ». (« Conflits de Nationalité », REVUE, 1909, 59). Rien ne justifie mieux la définition de la nationalité sociologique.

A défaut d'un *criterium* aussi précis permettant de faire jouer sans hésitations la déchéance, il faudra recher-

cher d'autres éléments permettant de discerner l'intention de l'individu. Ici, la théorie de la Nationalité Effective doit elle-même tâtonner, et c'est d'ailleurs pour cela que nous ne lui accordions qu'une efficacité partielle.

Les éléments d'information se trouveront dans la condition sociale ou publique de l'individu qui, par exemple, prend une part active à la vie politique de sa nouvelle patrie, y devient fonctionnaire ou y acquiert des intérêts tels qu'il sera obligé d'agir comme un étranger vis à vis de la France.

Ainsi, les recherches pourront parfois s'orienter vers le domaine de l'article 9, 5°, L. 1927. (1).

Les deux dispositions voisines, loin de se contrarier comme on aurait alors pu le craindre, se complètent pour atteindre plus sûrement le Français coupable. Dans une situation où, par exemple, la notion d'emploi dans un service public n'est pas nettement reconnue, on pourra néanmoins considérer que le citoyen français *se comporte* en fait comme le national d'un pays étranger.

Le nouveau cas de déchéance a une portée très générale quant aux personnes. Il vise *tous* les Français, quelle que soit leur origine. Etant donné son fondement, il était normal qu'il ne fit aucune distinction.

Son fonctionnement est assez heureusement réglementé pour ne créer en aucun cas des apatrides. En effet, pour être déchu, le Français doit *à la fois* se comporter comme le national d'un pays étranger et posséder la nationalité de ce pays. Faisons, en terminant, la moralité d'une telle réforme.

Le Décret-Loi du 12 novembre 1938 a été inspiré par le principe de défense de l'Etat. Il rompt définitivement avec l'esprit de la loi de 1927 et prélude à une série de transformations que le trouble croissant de la vie internationale faisait juger indispensables.

L'Exposé des Motifs du Décret n'ignore pas l'individu. Il fait « clairement » la distinction entre les éléments « moralement douteux, indignes de notre hospitalité » et « la partie saine et laborieuse de la population étrangère » et

---

(1) Rédaction du D. 12 nov. 1938.

sépare, comme au jour du Jugement Dernier « les bons éléments des indésirables ».

C'est la seule concession qu'il fasse au citoyen, en lui permettant, par la constance de sa fidélité, d'échapper au péril dont on l'avertit.

Le reste est tout entier consacré aux prérogatives de la puissance publique, devant lesquelles les droits des simples particuliers doivent s'incliner. C'est le retour aux rigueurs des époques agitées et cette tendance va encore s'accroître dans la période dont le début s'annonce avec l'ouverture des hostilités 1939-40.





## QUATRIÈME PARTIE

### La législation postérieure au 1<sup>er</sup> Septembre 1939<sup>(1)</sup>

La Guerre de 1939 et le bouleversement qu'elle a provoqué dans l'organisation de la France ont entraîné de profonds changements dans l'institution de la dénationalisation.

Huit textes ont été promulgués depuis le 2 septembre 1939 jusqu'au moment où commence cette étude. Ce sont : le Décret-Loi du 9 septembre 1939, modifiant les dispositions relatives à la déchéance de la nationalité française (J. O. 14 sept. 1939, p. 11.400. Bulletin Législatif Dalloz, 1939, p. 1122) ; la Loi du 16 juillet 1940, relative à la procédure de déchéance de la qualité de Français (J.O. 17 juillet 1940, p. 4534) ; les lois des 23 juillet, 10 septembre, 29 octobre et 10 novembre 1940, relatives à la déchéance de la nationalité française (J. O. 24 juillet, p. 4569, 13 sept. p. 4983, 2 nov., p. 5531 et 23 nov. 1940, p. 5786) ; la Loi du 13 septembre 1940, portant interdiction aux ressortissants français de se rendre en territoire étranger pour s'y livrer à la fabrication de matériel de guerre (J.O. 19 sept. 1940, p. 5059) ; enfin, la Loi du 22 juillet 1940, relative à la révision des naturalisations (J.O. 23 juillet 1940, p. 4567).

Parmi ces textes, les uns ont modifié une fois de plus la loi du 10 août 1927 qui, après tant de retouches, perd décidément son caractère originel. Les autres créent de nouveaux cas de déchéance, pour sanctionner promptement des actes d'une gravité indiscutable. Mais l'originalité de ces réformes est plus dans leur multiplicité et dans la rapidité avec laquelle elles se sont succédées que dans une in-

(1) Au moment où nous composions cette dernière partie de notre travail, M. MAURY a publié un article sur « Le droit nouveau de la perte-déchéance » (Semaine Juridique du 19 octobre 1940). Nous avons trouvé dans cette étude fort intéressante un guide extrêmement précieux.

novation réelle. La déchéance de la nationalité est en effet un très vieil instrument. Le mot et la chose n'ont changé que dans leurs effets, puisque ils sont désormais assortis d'une sanction pécuniaire très grave : *la confiscation de tous les biens*. . . . .

La mise en œuvre était, nous l'avons vu, tantôt judiciaire, tantôt administrative. C'est à la procédure administrative que les nouveaux textes retournent. La confusion et le trouble de l'époque où ils ont paru le laissent prévoir. Ils sont brefs, incisifs et énergiques, participant en cela aux caractères essentiels du mouvement législatif de reconstitution nationale.

Cependant, leur quantité même crée une certaine complexité, à laquelle se heurte vite l'interprète. Les raisons en sont nombreuses.

D'un côté, le nouveau système ne rompt pas définitivement avec le passé. La loi du 16 juillet 1940 se borne à modifier la Loi du 10 août 1927, et cette dernière, quoique profondément altérée, continue à former, tout au moins en titre, le droit commun de la déchéance. C'est un phénomène identique à celui que nous avons étudié dans notre première partie, où nous avons constaté la permanence des principes du Code Civil qui, dûment modifiés par la Loi du 26 juin 1889, se sont néanmoins perpétués jusqu'à ce que la réforme de 1927 les ait brutalement abrogés. Plus heureuse que sa victime, la Loi de 1927 ne tombe pas dans l'oubli. Mais sa valeur n'est peut-être plus que celle d'une simple étiquette.

Un passage accompli dans de telles conditions impose avec le respect d'une époque que l'on n'entend pas abolir, des rapprochements inévitables entre les anciens principes et les nouveaux. Tel est un premier ordre de difficultés.

D'un autre côté, ces rapprochements doivent encore être provoqués au sein même du nouveau système. C'est la rançon d'une succession si rapide dans les dispositions législatives. En temps de guerre et même d'après-guerre immédiat, plus qu'à n'importe quel autre moment, la loi, expression d'une réalité sociale, doit s'adapter sans cesse aux faits. Et les faits, entraînés dans un tourbillon perpétuel, se succèdent à une cadence effrénée,

Le Décret du 9 septembre 1939, justifié par la déclaration de guerre, a été suivi par la Loi du 16 juillet 1940, provoquée par les conséquences d'une cessation inattendue des hostilités. La seconde disposition n'abroge pas la première. Elle se contente de modifier la Loi du 10 août 1927, dans laquelle le Décret de 1939 puisait lui-même le plus clair de sa substance. Quelles vont être les suites d'une telle greffe ? C'est un second ordre de préoccupations.

Enfin, de nouveaux cas de déchéance ont été introduits et surtout, le visage de l'institution, ainsi agrandi, prend une mobilité nouvelle par la réadaptation de la procédure administrative.

Au milieu d'une telle effervescence, saurons-nous retrouver les guides traditionnels qui nous ont jusqu'à présent conduits ? Peut-on encore distinguer, à côté des cas de déchéance légale, les physionomies familières qui complètent la trilogie : cas de déchéance judiciaire et cas de déchéance administrative, dans la forme que nous en avons tracée ? C'est une troisième question. Elle est de beaucoup plus importante que les deux autres, car elle domine le sujet et, de sa réponse dépend l'orientation de l'étude que nous allons en donner. A ce titre, la recherche d'une solution ne peut être différée. Elle permettra d'ailleurs, en même temps, d'analyser la réforme et d'en mesurer la portée.

1. La Loi du 16 juillet 1940 s'est bornée à modifier l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'art. 10 L. 1927, sans toucher au reste du texte, ni à l'article 9. Par conséquent, les cas de déchéance légale — emploi dans un service public étranger, service militaire et trafic d'esclaves — conservent leur forme classique et attendent toujours l'occasion propice de jouer. (1)

2. La déchéance judiciaire disparaît définitivement de la scène. Elle ne trouve de défenseurs ou d'asile nulle part et ne rencontre, malgré les transformations législatives,

---

(1) Cependant, une Loi du 27 juillet 1940 (J. O. 29 juillet 1940, p. 4590) prévoit que « jusqu'à la date de la cessation légale des hostilités, les dispositions de l'article 75, 4°, du Code Pénal sont applicables à tout Français qui, sans l'autorisation du Gouvernement Français, prend ou conserve du service dans une armée étrangère... ». La peine de mort est encourue. En outre, tous les biens présents et à venir du condamné seront confisqués, de quelque nature qu'ils soient. (Art. 37, C. Pén.)

aucune chance de renaître. Le Délit civil de Manquement au Devoir de Loyalisme, qui en était le principal champ d'application, abandonne ses anciennes règles. Il ne disparaît pas, mais, modifié lui-même, il est désormais sanctionné par l'intervention de l'administration.

Ainsi, les Tribunaux de l'ordre judiciaire ne connaissent plus des questions de déchéance. Leur action a été jugée trop lente et incompatible avec une exigence, évidemment normale, de promptitude. Ce jugement n'est-il d'ailleurs pas qu'une simple supposition ? Car la Loi de 1927, dans sa teneur primitive, a été si rarement appliquée que la procédure judiciaire n'a pratiquement jamais joué. Jugée sans procès, il semble qu'elle ait été condamnée sans raison.

3. Quoi qu'il en soit, le nouveau règne est celui de la procédure administrative, qui assure la mise en œuvre, non seulement des hypothèses précédemment admises, mais encore de tous les nouveaux cas dans lesquels un Français peut perdre sa nationalité. Sa technique s'étend uniformément à toutes les circonstances où la dénationalisation n'est pas encourue automatiquement par l'effet de la loi. Son emploi devient la règle absolue et n'admet plus aucune concurrence.

4. A côté des anciens cas de déchéance, qui ont été tous maintenus, de nouveaux ont surgi, dont le visage apparaît comme inconnu. Mais nous nous souviendrons qu'ils ont existé au moins une fois dans notre législation.

Le Délit de Manquement au Devoir de Loyalisme a été assez transformé pour justifier un nouvel examen.

Mais, d'un autre côté, le Français qui, naturalisé dans un pays étranger, se comporte en fait comme le national de ce pays (Art. 9, 6°, L. 1927, *Suprà*, p. 112) ne voit pas sa condition aggravée ou améliorée. Pour lui, le risque reste le même. Nous n'en reparlerons pas.

Par contre, dans une hypothèse presque voisine, le Décret-Loi du 9 septembre 1939 déchoit de la nationalité le Français qui s'est comporté comme le ressortissant d'une puissance étrangère (Art. 1, al. 2).

Enfin, les lois des 23 juillet, 10 et 13 septembre 1940, infligent une sanction semblable à celui qui a quitté la France dans certaines conditions ou qui est allé à l'étranger pour s'y livrer à la fabrication de matériel de guerre.

5. Mais l'innovation la plus marquante se trouve dans la Loi du 22 juillet 1940, qui permet de réviser toutes les acquisitions de la nationalité française intervenues depuis la promulgation de la Loi du 10 août 1927 et d'en prononcer le retrait, s'il y a lieu. Les causes susceptibles de provoquer une telle suppression ne sont pas indiquées. Les cas d'espèce sont soumis à une Commission d'Examen, qui décide en toute indépendance. Jamais encore la loi n'avait songé à abdiquer son droit de définir les conditions de la déchéance. C'est le dernier rempart de la protection individuelle qui s'effondre sous la pression des nécessités sociales. Il ne découvre, il est vrai, qu'une catégorie bien déterminée de citoyens : les Français d'adoption.

Une telle définition des principes essentiels de la réforme permet d'en saisir l'esprit. En même temps, elle dessine exactement les difficultés nouvelles, et sans en méconnaître l'importance, empêche de les considérer au premier abord comme irréductibles.

Ces quelques jalons guideront notre étude vers les points suivants :

1. Le Délit Civil de Manquement au Devoir de Loyalisme, 2. Les nouveaux cas de déchéance, 3. La Révision et le Retrait des naturalisations — l'ensemble étant évidemment placé sous le signe de la procédure administrative.

## CHAPITRE I

### LE DELIT CIVIL DE MANQUEMENT AU <sup>12</sup>DEVOIR DE LOYALISME

La Loi du 16 juillet 1940 s'est incorporée à la Loi du 10 août 1927, dont elle a modifié l'article 10, al. 1, 3 et 4. Quelque temps auparavant, un Décret-Loi du 9 septembre 1939 s'était greffé sur le même texte, sans en transformer la lettre, mais en aggravant sensiblement les conditions de la déchéance.

La Loi et le Décret-Loi s'occupent du même sujet, avec une intention et des méthodes semblables, mais leur valeur est très différente.

La première est une disposition définitive, dont l'existence n'est soumise, dès l'origine, à aucune pensée restrictive. Le second est d'une durée limitée. Il restera en vigueur, dit son Article 1<sup>er</sup>, « *depuis le 2 septembre 1939 jusqu'au jour qui sera ultérieurement fixé par Décret.* » Cette interruption ne s'étant pas encore produite, le Décret du 9 septembre 1939 est toujours applicable.

En apparence, la Loi du 16 juillet 1940 semble le rejeter dans l'ombre et le rendre inutile, par son caractère même de mesure d'ensemble. En réalité, les deux textes n'ont pas toujours des points communs. Leur combinaison est même indispensable et devient souvent fertile en conséquences positives.

Les modifications portent essentiellement sur les conditions du délit, la procédure de la déchéance et ses effets. Ainsi, l'ordre classique d'exposé ne sera pas altéré.

#### SECTION I. — Conditions du Délit.

##### PARAGRAPHE I. — PERSONNES VISÉES.

La Loi de 1927 ne visait que les étrangers ayant acquis la nationalité française sur leur demande ou sur celle de leurs représentants. Le Décret-Loi du 12 novembre 1938 comblait partiellement cette lacune en ajoutant à la liste

les Français de l'article 4. Le Décret-Loi du 9 septembre 1939 n'en faisait pas mention. C'était certainement un oubli, mais, dans le doute, on préférait s'en tenir à une interprétation restrictive. Enfin, la Loi du 16 juillet 1940 répare l'omission et fait disparaître les hésitations les plus justifiées. A ce sujet, le Décret de 1939 cède le pas à la Loi, plus complète que lui sur un point identique. Cette déférence n'a rien que de très normal. Par contre, son article 2 prévoit une hypothèse qui lui reste propre et étend singulièrement le cercle des personnes qui sont soumises au devoir de loyalisme. Il frappe en effet de la déchéance « tout Français qui se sera comporté comme le ressortissant d'une puissance étrangère ». L'obligation de fidélité prend une tournure un peu différente, mais elle procède du même esprit que ses autres formes. Surtout, elle est remarquable par sa généralité.

Depuis longtemps, on s'étonnait que les exigences fussent moindres pour les Français d'origine que pour les naturalisés. Le Décret de 1939 les considère, quant à leurs devoirs, comme les enfants d'une même famille. Mais n'oublions pas que, sa durée étant frappée d'une incertitude originelle, la restitution d'une telle égalité participe de la même faiblesse.

## PARAGRAPHE II. — FAITS SANCTIONNÉS

La combinaison du Décret et de la Loi permet d'étendre le domaine de la déchéance dans le temps et dans l'espace.

a - La Loi du 10 août 1927, dans sa rédaction primitive, prévoyait qu'au bout d'un certain temps les naturalisations devenaient d'une solidité à toute épreuve et, d'un autre côté, neutralisait certains faits, à raison même de la date de leur survenance. C'était l'époque où le délai avait la valeur d'une épreuve. Le Décret-Loi du 12 novembre 1938 s'inspirait au contraire d'une idée d'interdépendance légitime entre la durée de la qualité de Français et la force de l'obligation au loyalisme. Mais il n'en poussait pas les conséquences au terme de leur évolution normale et conservait toujours le principe d'un délai dont l'expiration rendait indemne de toute menace.

Le Décret de 1939 et la Loi de 1940 ont repris cette idée, mais cette fois sans aucune restriction, et développent désormais sans aucune entrave le rapport de proportionnalité. Les manifestations de cette tendance sont de deux sortes. La première impose à tous les Français l'obligation de ne pas agir comme un étranger. La seconde consacre la disparition de tout délai.

« *La déchéance sera encourue quelle que soit la date de l'acquisition de la nationalité française* », dit la Loi du 16 juillet 1940. Il n'y a rien sur la date à laquelle se sont produits les faits répréhensibles. Doit-on, comme auparavant, distinguer selon leur position par rapport à l'acquisition de la nationalité ? Le Décret du 9 septembre 1939 est plus complet. Il sévit contre le coupable « *quelle que soit la date à laquelle il a acquis la nationalité française et quelle que soit la date de perpétration des faits qui lui sont reprochés* ». Le doute disparaît devant le rapprochement des deux textes, mais il renaîtrait si l'existence conditionnelle du second d'entre eux cessait brusquement.

b - A un autre point de vue, les exigences du devoir de loyalisme sont devenues plus sévères, puisqu'elles se sont augmentées de l'obligation, pour *tout* Français, de ne pas se comporter comme le ressortissant d'un pays étranger.

Cette hypothèse ne fait pas double emploi avec celle que prévoit l'article 9, 6°, L. 1927. Dans ce cas, il faut, nous nous en souvenons, une condition supplémentaire : l'acquisition d'une nationalité étrangère.

Le Décret de 1939 est plus curieux encore : il permet en fait, d'étendre à tous les Français l'observance du devoir de loyalisme, puisqu'on pourra parfois reconnaître qu'en commettant des actes contraires à la sûreté de l'Etat ou incompatibles avec la qualité de Français, le citoyen coupable a agi comme s'il appartenait à une autre nation.

Cette situation de fait n'est autre que la *nationalité sociologique*, dont nous avons déjà donné la définition (*Suprà*, p. 115) et souligné l'importance. Mais ici, plus que jamais, l'élément intentionnel devra être pris en considération. Son existence pourra d'ailleurs être décelée par des manifestations non équivoques, rendues plus évidentes encore par la tension que le temps de guerre fait régner dans les actions humaines. Les devoirs du citoyen prennent alors

une signification très claire, leur aspect est celui d'une offrande totale, à la patrie menacée, de toutes les pensées et de toutes les actions. Dans un acte de foi de conception aussi pure, les erreurs et les imperfections ne peuvent passer inaperçues.

## SECTION II. — Procédure.

La déchéance est prononcée par Décret. Le texte n'en dit pas plus. Mais il faut bien admettre que le Garde des Sceaux, après avoir provoqué une enquête pour se documenter, aura l'initiative de la mesure. D'ailleurs, comme par le passé, l'affaire sera instruite par le Bureau du Sceau, dont l'étude orientera la future décision. Le texte ne le dit pas expressément, mais il prévoit que l'intéressé pourra adresser au Garde des Sceaux toutes pièces et mémoires et définit ainsi l'autorité compétente.

En tout cas, le rôle du Ministre de l'Intérieur, tel que le prévoyait le Décret-Loi du 12 novembre 1938, disparaît complètement. La mesure envisagée doit être publiée dans le *Journal Officiel*, ou notifiée par la voie administrative à la personne de l'intéressé ou à son domicile. Le choix du procédé reste libre. Il obéira certainement aux considérations d'opportunité qui en ont fait prévoir l'éventualité. Il est évident que l'insertion à l'*Officiel* sera ordonnée lorsque l'individu ne peut être retrouvé en France ou qu'il a émigré à l'étranger.

Une seule concession est faite au respect des droits individuels : l'intéressé aura la faculté d'adresser à la Chancellerie, dans un certain délai, des observations écrites. Ce délai est fixé par la Loi à huit jours lorsque la publicité se fait par la voie de l'*Officiel* et court à dater de l'insertion. Dans le second cas, sa longueur est fixée par la notification elle-même. Rien dans la Loi n'indique quel est alors son point de départ. Il semble bien qu'on doive le faire coïncider avec le jour de la notification. Enfin, la longueur du délai est la même, quel que soit le genre de notification, à personne ou à domicile.

L'individu contre lequel une mesure de déchéance est projetée n'est plus admis à venir en personne à la Chancellerie pour y présenter sa défense. Les mots « dûment appelé » qui figuraient dans le Décret de 1938, ont disparu du nouveau texte dont l'expression « faire parvenir » suppose que la requête écrite devient l'intermédiaire obligé.

Mais la nécessité d'un avis conforme du Conseil d'Etat est conservée.

Bien que cette formalité ne soit pas expressément prévue par la Loi de 1940, non plus d'ailleurs que par le Décret du 12 novembre 1938 — ces textes ne renvoient pas à la Loi du 18 juin 1917 comme le faisait la Loi de 1927 —, il faut admettre que le Décret prononçant la déchéance doit être notifié à la personne du déchu. C'est un principe de notre droit public que toutes les décisions présentant un caractère individuel doivent être portées directement à la connaissance de l'intéressé. Si celui-ci ne peut être retrouvé sur le territoire ou dans l'Empire Français, la notification sera remplacée par la publication. (Quoique dans certains cas l'intervention des agents diplomatiques ait pu être envisagée). La théorie dite « *de la connaissance acquise* », supposant que certains faits sont les signes manifestes de la décision et de son contenu exact, ne nous paraît pas pouvoir s'appliquer ici. La jurisprudence administrative ne l'admet d'ailleurs qu'à l'égard des administrations publiques, lorsqu'il est prouvé qu'elles avaient connu exactement la décision, et des membres des assemblées délibérantes qui s'insurgent contre les délibérations des assemblées dont ils font partie. En dehors de ces cas, on peut la considérer comme condamnée. (Sur tous ces points voir Raphaël ALBERT, « Le Contrôle Juridictionnel de l'Administration au moyen du Recours pour Excès de Pouvoir », 1<sup>re</sup> éd. p. 146). Le principe de cette notification est analogue à celui qui fait admettre sans discussion l'insertion, au *Journal Officiel* du Décret de Naturalisation (NIBOYET, *Traité*, T. I p. 293), ou qui impose au Préfet de faire connaître à un condamné l'arrêt d'expulsion qui le frappe.

Son inobservation est susceptible de justifier une réclamation contre la mesure ainsi prise. Nous pensons même, conformément à une opinion déjà présentée (*suprà*, p. 46), que le Tribunal Civil, saisi d'une semblable diffi-

culté, n'est pas tenu d'y reconnaître une question préjudicielle, puisqu'il s'agit de l'existence même de l'acte incriminé.

### SECTION III. — Effets de la déchéance.

Relativement à la personne du déchu, ils obéissent à la règle générale que nous avons maintes fois rappelée. D'autre part, la Loi de 1940 conserve le principe de l'application de la déchéance à la femme et aux enfants mineurs, par voie d'extension. Aucune possibilité de décliner la nationalité française n'est prévue. Le système établi par le Décret-Loi du 12 novembre 1938 est ainsi intégralement maintenu et les observations faites à son sujet restent valables.

Les biens du déchu, par contre, pourront désormais être placés sous *séquestre*. Cette mesure, prévue par le Décret-Loi de 1939, présente un caractère certain d'originalité puisque nous ne l'avons encore jamais remarquée dans la législation antérieure. Elle aggrave singulièrement la condition de l'ex-Français, qui se voit privé de la jouissance et même de la disposition de sa fortune.

La Loi du 16 juillet 1940 ne la reproduit pas. Mais il faut reconnaître qu'elle persiste, du moins tant que le Décret de 1939 se maintiendra lui-même. La combinaison des deux textes permet donc d'augmenter sensiblement la rigueur de la déchéance. C'est là une des conséquences positives que nous signalions plus haut.

La mise sous séquestre des biens est prescrite par ordonnance du Président du Tribunal Civil du lieu de leur situation, sur réquisitions du Ministère Public. (D. 9 sept. 1939, art. 2.)

La Loi du 16 juillet 1940 ne fixe pas le point de départ des effets de la déchéance. Il faut décider qu'ils se produisent sans rétroactivité à la date de la notification ou de la parution de l'*Officiel*.

## CHAPITRE II

### LES NOUVEAUX CAS DE DECHEANCE

La Loi du 23 juillet 1940 frappe de déchéance de la nationalité les Français qui ont émigré du territoire métropolitain dans certaines conditions. La Loi du 10 septembre 1940 étend cette peine à ceux qui, dans des conditions identiques, ont abandonné le sol de l'Empire. Enfin, la Loi du 13 septembre 1940 prévoit une sanction semblable pour les Français qui se sont rendus à l'étranger pour s'y livrer à la fabrication de matériel de guerre.

Toutes ces qualifications sont de nouvelles manifestations du délit civil que nous avons déjà présenté (*Suprà*, p. 41). Elles offrent deux traits communs, que nous exposerons dès maintenant, pour éviter des répétitions gênantes, mais elles diffèrent tellement à d'autres points de vue que nous devons, par la suite les envisager séparément.

Le domaine en co-propriété comprend, d'un côté, les personnes soumises à la déchéance et, de l'autre, la procédure suivie.

1 - *Personnes visées.* Ce sont tous les Français, sans distinction d'origine. Les circonstances qui ont poussé le Gouvernement à agir aussi énergiquement interdisaient de prévoir deux traitements différents et d'immuniser une catégorie de Français. Ainsi, de plus en plus, se manifeste, en matière de nationalité, une tendance à l'égalité devant les charges.

2 - *Procédure.* Dans les trois cas, la déchéance est prononcée par *Décret*. Le principe de la procédure administrative est conservé, mais son application est simplifiée et, par voie de conséquence, le respect des droits individuels descend d'un nouveau degré dans l'ombre.

Le Décret est rendu sur le rapport du Garde des Sceaux et, en outre, si le coupable a abandonné un territoire d'outre-mer, sur le rapport du Ministre Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, à l'Intérieur ou du Secrétaire d'Etat aux Colonies, suivant le cas.

L'affaire est instruite par le Bureau du Sceau. Cette formalité n'est pas expressément prévue, mais son intermédiaire est indispensable. L'intéressé n'est pas convoqué. La

loi paraît même lui refuser la possibilité de se défendre par écrit. Cependant, un Communiqué du Ministère de la Justice, en date du 20 septembre 1940, invite les personnes visées par les nouvelles dispositions à fournir « dans leur propre intérêt », avec leur adresse actuelle, tous renseignements et toutes précisions utiles sur les conditions dans lesquelles elles ont été amenées à se rendre à l'étranger ». Ces indications ont été publiées dans une presse dont le rayonnement est forcément limité et tout le monde ne peut pas en avoir eu connaissance. Par ailleurs, aucune notification n'est prescrite pour avertir l'intéressé du péril qui le menace. Il ne pourra l'apprendre que par la renommée publique. C'est un moyen d'information imparfait, puisque, à juste titre, on se méfie de lui.

Rien n'impose de publier le Décret à l'*Officiel*. Mais cette formalité essentielle est sous-entendue.

Le Conseil d'Etat n'a plus son mot à dire. Il n'est en effet, plus question de solliciter son avis conforme et ce silence équivaut à une disparition dont les conséquences réduisent encore la portée des droits individuels.

Par contre, une autre Loi du 10 septembre 1940 (J. O. 11 sept. 1940, p. 4959), institue une « Commission d'Examen des cas de déchéance de la nationalité française » et en définit les attributions. Sa composition est donnée par un arrêté du 17 septembre 1940 (J.O. 22 sept. 1940, p. 5130).

Cette Commission est chargée de donner un avis motivé :

1° Sur les questions relatives à l'application de la Loi du 23 juillet 1940 (et, quoique cela ne soit pas précisé, de la Loi du 10 septembre 1940) qui lui seront renvoyées par le Garde des Sceaux. Cette intervention compense en partie la disparition de l'avis conforme du Conseil d'Etat. Mais il ne faut pas se leurrer. L'inconvénient n'est qu'à moitié supprimé, car, la formalité de l'avis motivé n'a pas la valeur d'une obligation.

2°. Sur les requêtes par lesquelles les personnes déchues de la nationalité française demandent la révision des Décrets les concernant.

La procédure de la réclamation n'est pas complètement dessinée. Mais son esquisse est digne d'être remarquée, puisqu'elle est tentée pour la première fois et qu'un

organe spécial est créé pour s'occuper des doléances individuelles.

La requête devra être adressée au Garde des Sceaux et contiendra toutes explications utiles. Ces dernières ne reproduiront pas forcément celles qui avaient été présentées avant que le Décret ne fut rendu et pourront contenir des arguments nouveaux.

Nous pensons que, comme dans le cas précédent, la Commission ne doit pas obligatoirement être saisie de l'affaire. « *Elle est chargée* », dit le Décret. Il s'agit de définir un rôle et non d'en imposer le jeu.

En outre, la Commission ne prend pas de décision. Elle donne seulement un avis motivé et permet au gouvernement de s'informer avant d'agir, s'il l'a jugé nécessaire.

Il semble, dans ces conditions, que le Recours pour Excès de Pouvoir reste possible, malgré une requête adressée au Garde des Sceaux, et quel qu'en soit le résultat.

On aurait pu objecter que la procédure prévue pour les réclamations dressait un obstacle à la recevabilité du Recours pour Excès de Pouvoir, en vertu de la théorie du « *Recours parallèle* ». Mais il n'y a recours parallèle que si la protestation revêt la forme d'un recours contentieux soumis à une véritable juridiction. Ainsi, le recours hiérarchique, pour lequel le doute aurait pu naître, ne présente pas le caractère de parallélisme (Conseil d'Etat, 10 mars 1911, *Commune de Boujailles*, LEBON, p. 289 et suiv. et S. 1913. 3, 41, note HAURIOU). Voir également Raphaël ALIBERT, op. cit. p. 158). L'hésitation est encore moins permise dans notre hypothèse, puisque la Commission n'est pas une juridiction constituée, qu'elle n'est soumise aux règles d'aucune procédure et que, de surcroît, elle ne décide pas.

## SECTION I. — L'émigration à l'étranger.

### PARAGRAPHE I. — CONDITIONS DU DÉLIT

Elles sont au nombre de trois :

1. *Avoir quitté le territoire français métropolitain* proprement dit ou, depuis la Loi du 10 septembre 1940, un

territoire d'outre-mer relevant des Ministères de l'Intérieur, des Affaires Étrangères ou du Secrétariat d'Etat aux Colonies. Cette énumération englobe toutes les portions de l'Empire. Elle comprend même les territoires placés sous mandat et les pays de protectorat. En cette matière, l'intention vaut l'action et il n'est pas nécessaire que le voyage ait abouti. Il suffit qu'il ait été entrepris.

2. *Avoir émigré au cours d'une certaine période.* « Entre le 10 mai et le 30 juin », dit la Loi du 23 juillet 1940, rappelant par cette précision une période de notre histoire malheureuse à bien des égards. La Loi du 10 septembre 1940 établit le même point de départ, mais ne limite pas son action dans l'avenir. Elle punit donc tout Français qui émigrera, quelle que soit, après le 10 mai, la date de son départ. On suppose qu'au delà des mers, les portes sont moins étanches et les esprits plus indisciplinés.

Il faut être parti pour l'étranger. Le mot figure dans la Loi elle-même et son sens ne peut prêter à aucune confusion. Nous estimons par conséquent, que le simple fait d'avoir gagné un pays de protectorat ne suffit pas à entraîner la déchéance de la nationalité, à moins, comme le prévoyait M. MAURY, (op. cit. N° 10), que ce point ait été le prélude d'un voyage plus complet, dont l'étranger aurait représenté le terme.

3. *Avoir émigré sans ordre de mission.* Ce dernier terme a connu une grande vogue pendant la guerre de 1939, mais était alors cantonné dans le domaine militaire. Avec la nouvelle loi, il entre dans le cadre général et vise toutes les catégories de Français. Il ne suffit pas que l'ordre de mission émane de l'autorité compétente. Il faut encore qu'il soit *régulier*, c'est-à-dire, pensons-nous, correct à la fois dans sa forme et dans son but. La notion d'intention va donc juger la valeur de l'acte autant que sa présentation matérielle.

Il faut, semble-t-il, punir également celui qui, parti avec un ordre de mission régulier, a ensuite quitté sa première destination et s'est rendu dans un pays pour lequel son titre n'était plus valable.

A défaut d'ordre de mission, un *motif légitime* exclut toute culpabilité.

PARAGRAPHE II. — EFFETS DE LA DÉCHÉANCE

La Loi du 23 juillet et celle du 10 septembre 1940 définissent pour la première fois, le fondement de la déchéance en précisant l'interdépendance qui existe entre les droits et les devoirs du citoyen. Elles mettent également en vedette l'élément intentionnel du délit.

L'émigré sera regardé « *comme ayant entendu se soustraire aux charges qui incombent aux membres de la communauté nationale et, par suite, renoncé à la nationalité française* ». Ces expressions, malgré leur allure, ne se rapportent pas à un cas de perte-abdication, mais analysent seulement le principe de la culpabilité. C'est ce que démontre la suite : « Il sera *en conséquence* déchu... ». La déchéance prendra effet à partir du jour fixé par le Décret. Une telle fixation du point de départ laisse toute latitude au gouvernement de faire remonter dans le passé les effets de la déchéance. L'expression « Il sera *en conséquence* déchu... » marque simplement le lien de causalité existant entre la faute et la sanction, mais ne prouve pas que la seconde, une fois née, ne puisse pas faire sentir son action bien avant que la première n'ait été commise. En pratique, la déchéance se produit à la date du Décret. (Voir par exemple le D. du 29 octobre 1940, J. O. 1er novembre 1940, p. 5505).

Elle se produit conformément aux principes habituels et pourra être étendue (par le même Décret, ou par un Décret ultérieur sans doute, bien que le texte ne le dise pas) à la femme et aux enfants qui ont suivi l'intéressé. Cette condition ramène à la règle normale d'un châtement fondé sur une faute personnelle, et, par ce détail important, les lois du 23 juillet et du 10 septembre 1940 se distinguent des lois précédentes.

Il importe peu, semble-t-il, que la femme et les enfants se soient rendus dans un pays autre que celui choisi par le chef de famille ou neutre dans le conflit opposant l'Empire Britannique aux Puissances de l'Axe. D'après la généralité du terme employé, les enfants doivent être considérés indépendamment de leur âge.

Les effets relatifs au patrimoine sont particulièrement graves. Les biens appartenant au déchu seront d'abord mis

sous séquestre, puis liquidés à l'expiration d'un certain délai.

La Loi ne donne pas les détails de l'opération. Mais il sera assez facile de les reconstituer en consultant des textes relatifs à des situations analogues. Ce sont : la Loi du 1er juillet 1901 et le Décret du 16 août 1891, sur la liquidation des biens des Congrégations dissoutes ; les lois de la Grande Guerre, sur le Séquestre des biens des sujets ennemis (voir ces textes dans le RÉPERTOIRE, V<sup>e</sup> *Condition des Biens ennemis*) ; deux décrets du 1er septembre 1939 sur le séquestre des biens appartenant à des sujets ennemis ; le Décret-Loi du 26 septembre 1939, sur l'administration et la liquidation des biens des organismes communistes dissous ; les articles 37 à 39 du Code Pénal, modifiés par le Décret-Loi du 29 juillet 1939 et, enfin, l'article 199 du Code de Justice Militaire.

La confiscation générale apparaît sous l'aspect d'une peine pécuniaire, criminelle ou correctionnelle, complémentaire et prononcée par une juridiction. La confiscation qui sanctionne la déchéance ne reproduit que le premier de ces caractères. Par ailleurs, son origine n'est pas dans une culpabilité pénale et elle est prononcée par une décision administrative.

1. *La mise des biens sous séquestre.* C'est le premier temps de l'opération. Il débute par une ordonnance du Président « de la juridiction civile » (il faut lire du « Tribunal Civil ») du lieu de leur situation, à la requête du Ministère Public.

Cette ordonnance sera publiée par extraits au *Journal Officiel* et au *Journal Officiel* du territoire intéressé, s'il s'agit d'une colonie, d'un protectorat ou d'un mandat.

L'insertion sera sans doute faite « sous une rubrique spéciale », comme le prévoyait le Décret du 1er septembre 1939.

L'Ordonnance sera transmise à la Chancellerie dans les conditions prescrites par l'article 6 de ce Décret, mais le délai de 8 jours ne semble pas devoir être observé.

Le séquestre assure la gestion des biens qui lui sont confiés. Il prend toutes mesures que comporte, non pas la sauvegarde du patrimoine séquestré, mais la satisfaction ultérieure des droits de l'Etat. Il effectue notamment le re-

couvrement de l'actif et le paiement du passif correspondant. Il semble qu'il puisse fournir des aliments à la femme, aux enfants du déchu (à condition qu'ils ne l'aient pas suivi) et à ses ascendants. (Argt. art. 109 C.J.M.). Dans le but de simplifier, il sera pourvu, dans la mesure du possible, à la concentration des opérations de séquestre. (Argt. art. 7, 9 et 11 D. 1<sup>er</sup> septembre 1939).

La mise sous séquestre entraîne le dessaisissement du déchu et de ses héritiers ou ayants-droit. Les actes de disposition sont inopposables à l'administrateur-séquestre.

2. A l'expiration d'un délai de six mois à dater de l'insertion de l'Ordonnance, le Ministère Public requiert la liquidation des biens séquestrés. Il contrôle ensuite l'opération, qui se déroule sous l'autorité du Président du Tribunal Civil. (Art. 2, LL. 23 juillet et 10 sept 1940).

Une Loi du 5 octobre 1940 (J. O. 23 oct. 1940, p. 5389) a confié à l'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre le Séquestre et la Liquidation des biens appartenant à des personnes privées « tant physiques que morales », et placés sous séquestre à la suite d'une mesure de Sûreté générale.

Les conditions d'administration et de liquidation de ces biens sont fixées par des Arrêtés du Garde des Sceaux, du Ministre des Finances ou du Ministre de l'Intérieur, suivant le cas. (Art. 1, parag. 2 de la Loi).

Les opérations de liquidation et l'administration cessent de donner lieu au paiement d'honoraires. (Art. 2 de la Loi). Elles provoquent seulement la perception, sur les biens confisqués, de frais de régie, dont le taux et la destination sont fixés par des Arrêtés du Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances (Art. 2, parag. 2 de la Loi).

Le Séquestre-Liquidateur paye les créanciers. L'Etat est tenu des dettes antérieures à la date de la déchéance et, cela est évident, « jusqu'à concurrence seulement des biens confisqués » (Argt. art. 200 C.J.M.). En outre, il faut encore admettre que seules les dettes légitimes entrent en ligne de compte. Il est en effet à craindre que le coupable n'ait essayé, par des actes irréguliers, de mettre une partie de son patrimoine à l'abri. L'appréciation de la légitimité est une question de fait. Elle pourra s'inspirer de considérations analogues à celles qui permettent de découvrir la

fraude Paulienne, dans les cas prévus par l'article 1167 C. Civ. (Sur ce point, voir EHRHARD, « La Confiscation Générale en Droit Français moderne ». Thèse, Rennes, n° 87).

Les retraits de fonds doivent être autorisés par le Président du Tribunal et visés par le Ministère Public, qui exerce ainsi son droit de contrôle (Argt. art. 7, Arrêté 30 novembre 1939). Le solde du produit de la liquidation est versé à la Caisse du Secours National.

Une Loi du 29 octobre 1940 a complété l'article 2 de la Loi du 23 juillet 1940 et adouci sa sévérité. Désormais, le Chef de l'Etat pourra, par décision spéciale notifiée au Ministère Public, disposer d'une partie de l'actif net en faveur des descendants des personnes déchues, lorsque ces descendants ou leur conjoint auront accompli des services de guerre dignes de justifier une telle faveur. Une Loi du 10 novembre 1940 permet d'appliquer cette disposition aux Français déchus de leur nationalité pour avoir quitté un territoire d'outre-mer.

La répartition des biens ainsi soustraits à la confiscation obéira sans doute aux règles de la dévolution successorale *ab intestat*. (Sur ces règles, voir JOSSERAND, Cours de Droit Civil Positif Français, 2<sup>e</sup> éd., T. III, n° 710 et suiv.). Notons qu'il ne s'agit pas d'une application de la théorie des héritiers réservataires. Ici, les ayants-cause sont désignés par le Chef de l'Etat, en considération de leur conduite pendant les hostilités. Quels sont les droits du conjoint ? M. MAURY (op. cit. n° 15), observant que la loi est muette sur ce point, estime qu'on doit procéder à une liquidation anticipée du régime matrimonial. Mais cet argument du silence a été détruit par la Loi du 29 octobre 1940, qui, dans le but d'atténuer les rigueurs de la confiscation, adoucit le sort de certains descendants. Si le législateur avait entendu sauvegarder les droits du conjoint, il aurait saisi l'occasion pour le faire explicitement. Dans ces conditions, son attitude interdit de réserver à l'époux un traitement de faveur.

La confiscation porte sur les biens présents. Il ne semble pas qu'elle puisse affecter les biens à venir. La loi ne s'en explique pas, mais il serait injuste d'aggraver inutilement sa sévérité. Les droits extra-patrimoniaux bénéficient certainement d'une immunité semblable, « quitte à

en débattre la liste », ajoute M. MAURY, dont nous adoptons l'opinion sur tous ces points.

**SECTION II. . . L'émigration à l'étranger pour s'y livrer à la fabrication de matériel de guerre.**

**PARAGRAPHE I. — CONDITIONS DU DÉLIT**

1. *Émigration à l'étranger.* Les modalités du départ s'apprécient exactement comme dans le cas précédent et il suffit de renvoyer aux explications déjà données. Remarquons que la Loi du 13 septembre 1940 détermine les régions où il est interdit à un Français de se rendre, mais ne précise pas le point de départ. Elle atteint donc non seulement le Français qui abandonne la métropole ou un territoire d'outre-mer, mais aussi, semble-t-il, celui qui, se trouvant à l'étranger, gagne un tiers pays pour se livrer à des fabrications de guerre. Dans cette dernière hypothèse, au cas où la première émigration est déjà punissable, on se trouve en présence d'un véritable « concours idéal d'infractions ». Mais si elle ne suffit pas à entraîner une sanction, la Loi du 13 septembre 1940 permettra tout de même d'atteindre le Français coupable. Son domaine d'application est, à ce point de vue, plus large.

2. *Fabrication de matériel de guerre.* Il faut que le Français soit parti pour fabriquer du matériel de guerre. S'il n'y avait pas cette raison à son départ, il pourrait néanmoins tomber sous le coup de la Loi du 23 juillet 1940, à moins qu'il ne fut à l'étranger en vertu d'un ordre de mission régulier ou pour un motif légitime.

La notion de matériel de guerre est relativement précise. Un Décret du 18 avril 1939 (J.O. 13 juin 1939, p. 7463); Bull. Lég. Dalloz, 1939, p. 600), complété par un arrêté du 14 août 1939 (J.O. 19 août, p. 10.437 ; Bull. Légis. Dalloz, 1939, 894), fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions et un arrêté du 14 août 1939 (J.O. 19 août 1939, p. 10.445 ; Bull. Légis. Dalloz, 1939, 905) donnent une liste des matériels de guerre, que l'on pourra utilement consulter.

Il faut que la fabrication donne *directement* un matériel de guerre et non pas un produit intermédiaire. Mais on ne doit pas oublier que certains objets peuvent recevoir à la fois une destination militaire, et une destination non militaire.

Peu importe le bénéficiaire de la fabrication. Celle-ci est punissable même si elle est exécutée *pour le compte d'autrui*. L'ouvrier est considéré comme aussi coupable que l'entrepreneur.

Enfin, le simple *commerce des armes* ne paraît pas devoir justifier l'application de la Loi. C'est une lacune.

3. *Absence d'autorisation gouvernementale*. Nous avons eu souvent l'occasion de parler d'une telle autorisation. Elle doit être accordée par le Ministre de la Production Industrielle et du Travail, après avis du Ministre des Affaires Étrangères et, suivant le cas, du Ministre de la Marine ou de l'Aviation. Toutes ces formalités, relativement nombreuses, doivent être accomplies avant le départ : l'autorisation est préalable.

## PARAGRAPHE II. — EFFETS DE LA DÉCHÉANCE

L'inobservation des prescriptions légales entraîne, d'une part, l'application des peines prévues par l'article 75 du Code Pénal en cas de trahison, c'est à dire la peine de mort.

D'autre part, le coupable sera frappé de la déchéance de la nationalité française, par application de l'article 1<sup>er</sup> de la Loi du 23 juillet 1940.

Ni la mise sous séquestre, ni la liquidation des biens du coupable ne sont prévues. Elles auront lieu, cependant, mais en vertu, non pas de l'article 2 de la Loi du 23 juillet 1940, mais de l'article 39 C. Pén., qui prononce cette peine accessoire « dans tous les cas où une condamnation sera prononcée pour un crime contre la sûreté extérieure de l'Etat ».

Cette différence d'origine entraîne des conséquences très importantes. Si le condamné est marié, la communauté sera liquidée et la confiscation ne portera que sur sa part où sur celle qu'il possède dans les biens indivis entre son conjoint et lui. (Art. 38, al. 1, C. Pén.). S'il y a des

descendants ou des ascendants, la réserve demeurera intacte et il sera procédé, suivant le cas, au partage ou à la liquidation, en se conformant aux règles applicables en matière de succession (Art. 38, al. 2, C. Pén.). Cette confiscation est donc moins sévère que celle prévue par la Loi du 23 juillet 1940.

La juridiction répressive saisie de l'affaire n'a aucune qualité pour statuer sur la déchéance de la nationalité. Celle-ci sera prononcée par Décret. Si une condamnation intervient, la déchéance est obligatoire. Si au contraire l'accusé est acquitté, nous pensons que le gouvernement pourrait difficilement fonder la déchéance sur une culpabilité dont un Tribunal a refusé de reconnaître l'existence.

La question de l'autorité de la chose jugée se pose si le Décret de déchéance fait l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, ce qui reste toujours possible. Le respect de la décision judiciaire peut d'ailleurs s'imposer avec plus ou moins de force. Si le Tribunal répressif a condamné, le Conseil d'Etat ne peut nier ni l'existence des faits, ni leur qualification, ni la culpabilité de l'individu. Ces investigations lui seront d'ailleurs souvent interdites à un autre titre, en vertu de la prohibition d'apprécier le pouvoir discrétionnaire de l'Administration. Si l'accusé a été acquitté, le juge administratif a plus de liberté et peut apprécier si les actes reprochés se sont ou ne se sont pas produits, puisque l'individu, bien que les ayant commis, peut néanmoins avoir été absous, par exemple par le jeu d'une excuse légale, ou que ces actes peuvent ne pas constituer une infraction. (Voir note WALINE, sous C.E., 12 juillet 1929. D.P. 1930. 3.2).

## CHAPITRE III

### LA RÉVISION ET LE RETRAIT DES NATURALISATIONS

La Loi du 22 juillet 1940 ordonne de procéder « à la révision de toutes les acquisitions de nationalité française intervenues depuis la promulgation de la Loi du 10 août 1927 sur la nationalité. »

Nous étudierons successivement : 1. Les acquisitions de nationalité susceptibles d'être révisées ; 2. Les causes du retrait de nationalité ; 3. La procédure de la révision et du retrait et 4. Les effets du retrait.

#### **SECTION I. - Acquisitions de nationalité susceptibles d'être révisées.**

1. Le titre de la Loi parle de « naturalisations » et son article premier, d' « acquisitions de nationalité ». La seconde expression, beaucoup plus large, doit l'emporter sur la première. Elle correspond au vœu du législateur, qui a d'ailleurs souvent considéré les deux termes comme synonymes. (Voir *suprà*, p. 110 note 1. Dans ce sens, MAURY, *op. cit.* n° 18, avec un exposé complet de la difficulté et une longue démonstration).

Sont donc visés par la Loi : 1° Les étrangers devenus Français par un acte volontaire, c'est-à-dire : les naturalisés en vertu des articles 6 et 7, L. 1927, y compris ceux qui ont bénéficié du Traité de Versailles, Partie III, Section V, Annexe, Parag. 3 ; les anciens Français réintégrés par Décret (Art. 11, L. 1927) (1) ; l'étranger qui a réclamé ou pour qui son représentant légal a réclamé la nationalité française (art. 3, L. 1927) ; l'étrangère qui a décidé de suivre la nationalité de son mari (art. 8, al. 1, L. 1927) (1) ; les individus devenus Français en vertu du Traité de Versailles,

---

(1) Voir un exemple dans le Décret du 1<sup>er</sup> novembre 1940 (J. O. 7 novembre 1940, p. 5587) qui retire la Nationalité française à 274 Français d'acquisition, originaires des pays les plus divers.

Partie III, Section V, Annexe, paragraphe 2 ou de la Loi du 5 juillet 1925.

2° Les étrangers devenus Français indépendamment d'une manifestation de volonté, c'est-à-dire : ceux qui ont acquis la qualité de Français par une option tacite (art. 4, L. 1927) ; l'étrangère à laquelle sa loi d'origine impose de suivre la nationalité de son mari (art. 8, al. 1, *in fine*, L. 1927) ; les enfants mineurs devenus Français de plein droit à la suite de l'acquisition de la nationalité française par leurs parents ; les individus réintégrés de plein droit par le Traité de Versailles.

Mais la Loi ne s'applique pas aux Français d'origine qui doivent cette qualité soit à leur famille, soit à leur naissance en France (art. 1 et 2, L. 1927). Pour eux, il n'y a pas acquisition de la nationalité proprement dite.

2. Seules seront révisées les acquisitions intervenues depuis la promulgation de la Loi du 10 août 1927 jusqu'au 22 juillet 1940. Cette seconde limite n'est pas précisée. Mais il est certain que la Loi n'entend pas s'appliquer dans l'avenir. Une plus grande circonspection dans l'octroi des naturalisations rendra son intervention inutile.

## SECTION II. — Causes du retrait.

Elles ne sont pas précisées et restent donc à l'appréciation du Gouvernement : « Le retrait sera, *s'il y a lieu*, prononcé » (art. 3, L. 22 juillet 1940). Elles sont donc innombrables et deviennent le domaine du pouvoir discrétionnaire de l'administration. La Loi du 7 avril 1915, art. 2, prévoyait une mesure analogue, mais de portée plus restreinte, puisqu'elle ne visait qu'une catégorie bien déterminée de naturalisés.

## SECTION III. — Procédure de la révision et du retrait.

Le Retrait de nationalité est prononcé par Décret pris sur le rapport du Garde des Sceaux, après avis d'une Commission. La composition de cette Commission et son mode de fonctionnement sont fixés par deux arrêtés du

31 juillet et du 22 août 1940 (J. O. 2 et 23 août 1940). Son avis n'est pas forcément conforme, mais il doit être obligatoirement sollicité.

Le Recours pour Excès de Pouvoir est évidemment possible. Mais il est probable que son aboutissement sera entravé par la large part de pouvoir discrétionnaire que nous avons reconnue à l'Administration.

#### SECTION IV. — Effets du retrait.

L'intéressé perd sa qualité de Français à une date que fixe le Décret lui-même. (Art. 3, parag. 2, L. 22 juillet 1940) (1). Le Retrait peut donc parfaitement rétroagir dans le passé. Il n'y a, dans la Loi, aucune limitation aux effets de la rétroactivité. Nous pensons cependant que, par analogie avec les lois de 1915 et de 1917, cette rétroactivité ne peut nuire aux droits des tiers de bonne foi, ni faire échec à l'application des lois pénales. (Art. 3, L. 1915 et 10, L. 1917).



---

(1) Cependant, le Décret du 1<sup>er</sup> novembre 1940 (*Suprà*, p. 141, note 1), première application de la Loi du 22 juillet 1940, ne précise pas cette date. Que faut-il augurer d'un tel silence ? Il nous semble qu'en raison même du caractère anormal de la rétroactivité, (*Suprà*, p. 65), la perte de la nationalité française doive jouer à compter seulement de la date du Décret.



## Conclusion

I - La déchéance de la Nationalité, telle que la conçoit et la réalise notre législation, entraîne presque toujours l'expulsion du coupable hors de la communauté nationale. L'ex-Français, dépouillé du lien qui l'unissait à son pays, devient un *heimatlos*, sauf dans les hypothèses très particulières de cumul de nationalité (art. 9, 6°, L. 1927, *Suprà*, p. 117) et de retrait de naturalisation, lorsque, dans ce cas, la nationalité primitive avait été conservée.

D'une façon générale, les auteurs sont d'accord pour en condamner le principe. Cette unanimité de la doctrine paraît justifiée si l'on fait le compte de tous les reproches qu'il est possible d'adresser à l'institution.

Le premier et le plus grave de tous est certainement de créer des sans-patrie. L'Apatridie est une situation intolérable dans la vie internationale. Elle est contraire aux intérêts de l'individu, auquel on doit reconnaître un droit naturel à conserver sa nationalité, en tant qu'élément essentiel de l'état des personnes. Elle est une incorrection dans les relations entre Etats, puisqu'elle impose à certains d'entre eux de recevoir des individus dont ils n'ont peut-être que faire. Elle est dangereuse au point de vue international car elle est de nature à provoquer des mesures de retorsion.

Nous avons déjà vu que la jurisprudence et la doctrine étaient d'accord pour trouver à la nationalité un caractère de droit public. Il appartient donc à l'Etat seul de déterminer les règles auxquelles obéiront le recrutement et la condition de ses nationaux. Mais, comme le remarque M. SCELLE, « *déterminer la nationalité des individus, c'est non seulement déterminer quels sont les nationaux, mais aussi quels sont les non-nationaux ou les étrangers. C'est donc indirectement fixer le statut international des non-nationaux et, par conséquent, la compétence, à l'égard des su-*

*jets de droit de la communauté internationale, des autorités gouvernementales étrangères. Il y a là... un cas typique de l'exercice en concurrence des compétences internationales* ». (Revue Critique de Droit International, 1934, p. 66). (1).

Dans ces conditions, on doit reconnaître qu'un Etat jaloux de sa liberté doit respecter celle de ses voisins, ne serait-ce que pour bénéficier, par voie de réciprocité, du même avantage. Nous avons d'ailleurs, admis le principe de souveraineté, mais sans le pousser jusqu'à la notion d'omnipotence. Pour M. SCELLE, la déchéance de la nationalité est un procédé doublement vicieux. Injuste, il détruit la fixité et la certitude, pièces maîtresses de l'état des personnes. Maladroit, il risque de provoquer un malaise et même des difficultés dans l'ordre international, en imposant à un Etat de recevoir des individus que, de son propre chef, un autre Etat a jugés indésirables — ce qui est une grave indécatesse.

L'opposition n'est cependant pas absolue. Elle cède lorsque les circonstances imposent de faire jouer la déchéance. En temps de guerre, par exemple, ou dans des époques aussi profondément troublées, on peut trouver une justification dans l'adage : « *Salus populi, suprema lex* ». Et M. NIOYET, qui n'est pourtant pas suspect d'admiration pour cette mesure, reconnaît qu'il est difficile de supprimer la dénationalisation à titre de peine. Son raisonnement trouve son point de départ dans le cas des réfugiés politiques et suppose ensuite que l'Etat d'où ces réfugiés se sont enfuis consente à leur conserver leur nationalité. Il n'accordera certainement pas cette faveur sans contre-partie et exigera en retour que les intéressés regagnent leur patrie d'origine. Cet ordre va heurter le prin-

---

(1) Voir également la discussion engagée à l'Institut de Droit International sur le « considérant » suivant : « *L'Institut, fidèle au principe que les questions de nationalité ne sont pas laissées à l'appréciation exclusive des différents Etats, mais soumises à la compétence croissante du Droit International...* » (Annuaire 1928, p. II et suiv.).

cipe sacré du droit d'asile (1) et mettra un Etat dans l'obligation de livrer des malheureux qui s'étaient fiés à sa protection. Il vaut mieux reconnaître le fait de l'apatridie et ne pas violer inutilement les règles de l'hospitalité.

D'ailleurs, la situation juridique des apatrides a été organisée et quoique ayant une condition inférieure à celle des nationaux, ils ne sont pas, à proprement parler, des épaves. Un double souci d'humanité et d'ordre public interdisait de les méconnaître absolument. Certains pays (la Suisse et l'Allemagne), réglementent la situation des apatrides. Ailleurs, on est d'accord sur un certain nombre de points essentiels : l'apatride, comme l'étranger, ne jouit pas des droits politiques ; comme lui, sauf quelques exceptions qui lui font un sort inférieur, il n'exerce les droits publics qu'avec certaines restrictions. Enfin, d'une façon générale, la plupart des législations sur le Recrutement de l'Armée l'assujettissent au service militaire, ce qui fait disparaître le seul avantage que présentait son sort.

Au point de vue de son statut personnel, notre droit applique le principe de la loi du domicile. En Allemagne, au contraire, on adopte le système de la loi nationale, déterminée soit par la dernière nationalité soit, à défaut, par le dernier domicile ou la dernière résidence. (Sur la situation juridique des apatrides, voir : Jean DELEHELLE, « La situation juridique des Russes en France ». Thèse Lille 1926, p. 217 ; LIPOVANA, « L'Apatridie », Thèse Paris, 1925).

Tous ces remèdes n'ont qu'une efficacité très limitée et ne font que tempérer le mal. Les Congrès de Droit International se sont souvent inquiétés de l'Apatridie et leurs résolutions, à défaut de portée pratique, prouvent néanmoins une parfaite unité de doctrine. Celles que l'Institut de Droit International adopta en 1896 à Venise s'exprimaient sans détours : « *Nul ne peut perdre sa nationalité... La dénationalisation ne peut jamais être imposée à titre de peine* » (Annuaire 1896, p. 271). Quelques années plus tard, à Stockholm, le même Institut affirmait sous une autre forme, des principes semblables. Art. 1 : « *Nul Etat*

---

(1) Sur le droit d'asile, voir Jean TURPIN, « Nouveaux aspects juridiques de l'asile politique ». Thèse Paris, 1937.

*ne doit appliquer pour l'acquisition ou pour la perte de sa nationalité des règles qui auraient pour conséquence la double nationalité ou l'absence de nationalité si les autres Etats acceptaient les mêmes règles* ». Art. 2 : « *Nul individu ne peut perdre sa nationalité sans acquérir une nationalité étrangère* ». (Annuaire 1928, p. 760).

Ce second point contient une idée fort intéressante, dont l'application sincère serait susceptible de réduire considérablement le nombre des sans-patrie. Elle se réalise — mais certainement par l'effet du hasard — dans les hypothèses de retrait de naturalisation, lorsque l'intéressé avait conservé sa nationalité d'origine.

La dénationalisation présente d'autres inconvénients qui sont moins graves peut-être, mais dont la multiplicité est frappante.

Elle apparaît tout d'abord comme inutile. En effet, elle frappe généralement des individus dont les sentiments patriotiques sont déjà émoussés et que cette mesure n'impressionne guère. En outre, elle les libère d'un lien d'allégeance dont ils ne voient plus que les charges et leur fait une faveur, alors qu'il faudrait les châtier. Cela est si vrai qu'à une certaine époque, nous avons assisté au spectacle immoral d'individus sollicitant avec insistance leur dénationalisation pour échapper aux inconvénients du service militaire.

Il est vrai que cette inutilité n'est pas absolue. La déchéance est le prélude de l'expulsion, et il y a des cas où la conduite de certains Français oblige à prendre une décision aussi énergique. En outre, lorsqu'elle est assortie de la confiscation de tous les biens, elle abandonne son aspect métaphysique et prend le visage d'une réalité très sensible. On pourrait d'ailleurs atteindre un résultat semblable en prononçant seulement la déchéance des droits de citoyen, sans toucher à la nationalité. Comme le fait remarquer M. NIBOYET, (Traité, T. I. p. 133), ces deux notions sont bien distinctes, encore que la plupart des législations commettent l'erreur de les confondre. Ainsi, les femmes n'ont pas tous les droits du Citoyen, mais nul ne songe à contester leur nationalité. Il en est de même pour le condamné auquel le jugement enlève la jouissance de certains droits, et qui, malgré cela, reste Français.

La plupart des auteurs préconisent une telle dissociation qui permettrait de sévir sans développer les méfaits de l'apatridie, (COCORDAN, « La Nationalité », 2<sup>e</sup> éd. p. 287. LOUIS-LUCAS, « La Nationalité Française », p. 215).

Ils remarquent encore qu'il est injuste de prévoir des causes de déchéance spéciales à certains Français, auxquels on impose des obligations plus strictes qu'aux autres ou, ce qui revient au même, d'immuniser sans raison tout une catégorie de citoyens. Cette erreur, que l'on retrouve dans notre législation avec le délit civil de manquement au devoir de loyalisme, tend à créer différentes « classes » parmi les nationaux et, en cela, contrarie les principes d'égalité. (AUDINET, « La Nationalité Française », REVUE, 1928, 1 et suiv. NIBOYET, Traité, T. 1, p. 384).

Enfin, la rétroactivité de la déchéance, consacrée par les lois de 1916-1917 et par celles de 1940, a soulevé de vives critiques. M. JEZE, à propos des retraits de naturalisations intervenus pendant la Grande-Guerre, la qualifiait d'« erreur politique » et d'« incorrection juridique des plus graves ». (Revue de Droit Public, 1916, « Les Lois rétroactives », p. 36 et 38).

Tout ceci ne constitue malheureusement qu'une opinion qui, pour être affirmée avec ardeur et ensemble, n'en est pas moins sans portée pratique. Les vœux des hommes sont souvent contredits par le jeu des événements. La conviction et la constance avec lesquelles ils sont formés ne font que rendre plus sensible la violence des forces qui les contrarient.

Ainsi, l'institution de la déchéance, dont les inconvénients, sinon les méfaits, sont unanimement reconnus, loin de succomber à une telle condamnation, se développe et s'aggrave dans tous les pays du monde. C'est, selon l'expression de M. NIBOYET, « la pénible constatation » que nous allons faire.

II. — Avant la guerre de 1914-18, la plupart des législations admettaient la dénationalisation à titre de peine pour des motifs analogues à ceux que nous retenions et leurs systèmes n'étaient ni plus sévères, ni plus pratiques que le nôtre.

Le service public ou le service militaire accomplis à l'étranger avaient des effets identiques. On ne notait que de légères variantes. Ainsi, l'Allemagne, l'Autriche et l'Espagne exigeaient qu'une injonction du Gouvernement fût restée sans réponse. Le Portugal, la Roumanie et la Grèce, plus rigoureux, suivaient le principe de l'autorisation préalable. Toutes ces causes de déchéance nous sont maintenant familières.

Plus originales sont les hypothèses suivantes : l'affiliation à des congrégations religieuses étrangères (Autriche, L. de 1832) ; l'exercice prohibé de fonctions ecclésiastiques (Allemagne, L. du 4 mai 1874) ; l'usage de la protection d'un Etat étranger (Code Civil Roumain, art. 17) ; l'acceptation de titres, décorations et pensions d'un Etat étranger (Portugal et Républiques Sud-Américaines) ; la banqueroute frauduleuse (Bolivie, Pérou, Uruguay) ; la fraude électorale et le détournement de deniers publics (Equateur, San Salvador) ; la condamnation à une peine infamante (Bolivie, Chili, Haïti). C'est, dans certains pays, la déchéance pour crimes ou délits, que nous avons longtemps repoussée (*Suprà*, p. 81 et 106).

D'une façon générale, la comparaison de toutes ces législations permet de faire deux observations.

D'un côté, la déchéance qu'elles admettent toutes pour des raisons à peu près semblables est, comme chez nous à la même époque, une institution peu pratique. Il s'agit plutôt d'établir un principe évident de morale nationale que de sévir contre des fautes réelles.

D'un autre côté, et jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, on craignait les méfaits de l'apatridie et l'on ne retirait leur nationalité aux individus que dans des cas exceptionnels, toujours déterminés par la loi elle-même, ce qui évitait tout arbitraire. ROUARD DE CARD formulait en principe que « la nationalité est un droit dont un individu ne saurait être dépossédé sans sa volonté » et traduisait ainsi une opinion générale qui, dans les relations entre Etat et citoyens, protégeait les droits des particuliers. Enfin, l'égalité devant la déchéance était la règle, et l'on ne faisait aucune différence entre les nationaux d'origine et les naturalisés.

Cependant, peu de temps avant la guerre de 1914-18, une faille apparaît dans un système aussi satisfaisant. Avec un ensemble curieux, les pays anglo-saxons font, pour la première fois, une situation spéciale aux naturalisés et, sanctionnant des exigences particulières, prévoient des cas où le gouvernement peut, par simple mesure administrative, retirer le bénéfice de la naturalisation.

C'est la loi américaine du 29 juin 1906, qui prononce le retrait des certificats de naturalisation obtenus d'une manière illégale — ce qui est une conséquence normale de la fraude à la loi —, mais aussi de ceux dont les titulaires ont résidé pendant deux ans dans leur pays d'origine ou cinq ans dans un autre pays étranger.

Ce sont encore des lois analogues promulguées ensuite dans les Républiques Centre et Sud-Américaines.

Le « *British Nationality and Status of Aliens Act* » du 7 août 1914 fait une première allusion au devoir de loyalisme en révoquant la naturalisation de celui qui, « par des paroles ou par des actes, a manifesté son manque d'affection ou de loyauté envers la Couronne » et glisse déjà vers un certain arbitraire en édictant une mesure identique lorsque le maintien de la naturalisation est jugé contraire au « bien public ».

Pendant la guerre de 1914-18, un courant de même force dresse la plupart des pays contre les naturalisés ex-sujets de l'Allemagne et de ses Alliés. Les lois portugaise du 23 avril 1916, anglaise du 28 avril 1918, roumaine du 22 décembre 1916 et australienne du 20 septembre 1917, ressemblent étrangement à nos lois de 1915 et de 1917. En Australie et en Nouvelle-Zélande, notamment, la déchéance est administrative. Elle est ordonnée par le Gouverneur Général en Conseil. En Angleterre, où les droits individuels ont toujours été l'objet de sollicitude, l'intéressé peut demander une enquête préalable et les motifs de déchéance sont limitativement énumérés. En outre, le déchu est considéré comme ayant recouvré sa nationalité d'origine. Ceci est d'ailleurs une précaution gratuite, puisqu'on ne saurait vraiment imposer à l'Etat d'origine l'obligation de maintenir la nationalité primitive si, précisément, il avait

entendu la retirer. Et, malgré cette bonne parole, le spectre de l'apatridie reste toujours aussi menaçant.

C'est surtout depuis la guerre de 1914-18 que l'individu est de plus en plus exposé à perdre sa nationalité et que ses droits sont de moins en moins sauvegardés.

Dès 1921, l'*U.R.S.S.* applique une législation très rigoureuse aux émigrés politiques. Sont déchus de la nationalité russe : 1° Ceux qui ont quitté la Russie avant le coup d'Etat bolchevique et ont résidé sans interruption à l'étranger ; 2° Ceux qui ont quitté la Russie sans autorisation des autorités entre le 7 décembre 1917 et le 15 décembre 1921 ; 3° Ceux qui, ayant quitté l'*U.R.S.S.* légalement ont résidé à l'étranger plus de cinq ans et ne se sont pas faits immatriculer au Consulat d'*U.R.S.S.* dans les délais indiqués ; 4° Ceux qui ont combattu les Soviets ou appartenu à des organisations contre-révolutionnaires ; 5° Les anciens prisonniers de guerre de l'armée impériale ou de l'armée rouge qui ne se sont pas faits immatriculer dans les délais.

Le Décret du 13 octobre 1924, art. 13, prévoit que la qualification d'« ennemi des travailleurs » entraîne la privation du droit de cité et l'expulsion de l'Union à perpétuité.

Enfin, la législation russe ne fait aucune différence entre les Russes d'origine et les naturalisés.

En *Italie*, la Loi du 31 janvier 1926 prévoit que le citoyen italien perd sa nationalité s'il se rend coupable à l'étranger d'un fait qui puisse troubler l'ordre public du Royaume, porter dommage aux intérêts italiens ou diminuer le bon renom ou le prestige de l'Italie.

La déchéance est prononcée par Décret rendu sur l'avis d'une Commission. Elle peut être accompagnée de la mise sous séquestre des biens et, dans les cas les plus graves, de leur confiscation. (Voir le texte de la loi dans la *REVUE*, 1926, 469).

La Loi *égyptienne* sur la nationalité du 26 mars 1926, article premier, prononce la déchéance à l'égard des naturalisés : 1° qui ont acquis la nationalité égyptienne sur la base de déclarations mensongères et par des moyens frauduleux, 2° qui ont été condamnés en Egypte à une

peine criminelle ou à deux années d'emprisonnement au moins, 3° qui ont commis des actes de nature à porter atteinte à la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat, à l'ordre établi du Gouvernement ou à l'ordre social en Egypte, 4° qui ont, par des discours, des écrits ou tout autre moyen de publication, propagé des idées subversives contraires aux principes fondamentaux de la Constitution.

L'obligation pour les naturalisés d'être de bons et loyaux sujets apparait encore dans la loi *Turque* du 28 mai 1928. Cette loi frappe de déchéance les Turcs d'adoption qui ont commis un acte contraire à la sûreté intérieure ou extérieure de la République. Les citoyens déchus de leur nationalité ne pourront rentrer en Turquie s'ils sont à l'étranger et seront expulsés s'ils se trouvent en Turquie.

La loi *allemande* du 14 juillet 1933 (texte dans la *REVUE* 1933, 687) contient deux sortes de dispositions.

Les unes prévoient la révocation des naturalisations accordées entre le 9 novembre 1918 et le 30 janvier 1933, « si la naturalisation est considérée comme indésirable ».

Un Règlement du 26 juillet 1933 (Texte dans la *REVUE*, 1933, 688) précise que « la question de savoir si une naturalisation doit être considérée comme indésirable doit être jugée d'après les principes populaires nationaux. En premier lieu se posent les points de vue : de race, de nationalité et de culture déterminant, par voie de naturalisation, un accroissement de la population allemande utile aux intérêts de l'Empire et du peuple... »

« Sont spécialement visés par la révocation de la naturalisation : a. Les Israélites de l'Est (sauf s'ils ont combattu dans l'Armée Allemande ou ont rendu des services importants aux intérêts allemands) ; b. Les personnes qui ont commis un crime ou un délit grave ou se sont, en général, comportées d'une manière préjudiciable au bien de l'Etat ou du Peuple ».

Les autres dispositions frappent de la déchéance de la nationalité les Allemands qui, résidant à l'étranger, ont « lésé les intérêts allemands par leur conduite contraire au devoir de fidélité envers l'Empire ou le Peuple » ou qui « n'obéissent pas à la sommation de revenir ».

La déchéance ou le retrait sont prononcés par le Ministre de l'Intérieur de l'Empire. La mise sous séquestre des biens et leur confiscation peuvent suivre.

Ainsi, quels que puissent être la force, le bien-fondé et la cohésion des critiques adressées à la déchéance de la nationalité, cette institution se généralise partout. On constate, en outre, que son développement semble se poursuivre parallèlement dans les diverses législations, comme s'il obéissait à une loi d'évolution mystérieuse.

Ainsi que le pensait La Rochefoucauld, « *la philosophie triomphe aisément des maux passés et des maux à venir, mais les maux présents triomphent d'elle* ».

Lu et approuvé

*Le Président de Thèse :*

Louis CREMIEU

Vu et approuvé

*Le Doyen :*

Barthélemy RAYNAUD

Vu et permis d'imprimer

Aix, le 10 décembre 1940

*Le Recteur :*

E. GAU



## Bibliographie

- ALIBERT (Raphaël). — Le Contrôle juridictionnel de l'Administration au moyen du Recours pour Excès de Pouvoir, 1re éd.
- ANCEL (Marc). — La Nationalité Française et le Décret-Loi du 12 novembre 1938. (*Nouvelle Revue de Droit International Privé*, 1938, p. 723).
- AUDINET (Eug.). — Le Retrait de la Naturalisation accordée aux anciens sujets des puissances en guerre avec la France. (*Clunet*, 1915, p. 129 et 345).
- AUDINET (Eug.). — La Déchéance de naturalisation. (*Clunet*, 1918, p. 5.)
- AUDINET (Eug.). — Du Contentieux et de la compétence en matière de nationalité. (*Clunet*, 1917, p. 1241.)
- AUDINET (Eug.). — La Nationalité Française. Etude critique de la Loi du 10 août 1927. (*Revue*, 1928, p. 1).
- AUDINET (Eug.). — Note sous Cass. Civ. 21 juin 1919, S. 1921, 1.113
- AUDINET (Eug.). — Note sous Cass. Civ. 9 mars 1926, S. 1927, 1.121
- BARRAULT (H.-E.). — Dans quelle mesure la nationalité est-elle une matière de Droit Public ? (*Revue*, 1921, p. 148).
- BOECK (Ch. de). — Commentaire de la Loi du 10 août 1927 sur la Nationalité. (D. P. 1928. 4. 1.)
- CABOUAT. — Du Retrait de naturalisation d'après la Loi du 7 avril 1915.
- CABOUAT. — Du Retrait de naturalisation d'après la Loi du 18 juin 1917.
- CIÉRY (Robinet de). — De la Nationalité imposée par un gouvernement étranger. (*Clunet*, 1875, p. 180).
- COGORDAN (George). — La Nationalité au point de vue des rapports internationaux, 2<sup>e</sup> éd.
- CRÉMIEU (Louis). — Le Rétablissement du Délit Civil de Manquement au Devoir de Loyalisme. (*Semaine Juridique*, 1927, p. 1281).
- DUFOUR (Raoul). — La Nationalité dans l'U.R.S.S. (*Revue Générale de Droit International Public*, 1930, p. 511).

- DREYFUS (Robert). — Les Conflits de Nationalité et la Loi sur la Nationalité. (*Clunet*, 1927, p. 928).
- FORT-DUMANOIR. — Perte ou maintien de la Nationalité Française chez les Français qui ont accepté des Fonctions Publiques ou pris du Service Militaire dans la Russie Bolcheviste. (*Clunet*, 1920, p. 150).
- GLARD. — De l'acquisition et de la perte de la Nationalité Française au point de vue du Droit Civil Français et du Droit International. *Thèse*, Paris, 1893.
- HAURIOU (Maurice). — Note sous C.E. 7 juillet 1916, S. 1917, 341.
- JÈZE (Gaston). — Les Lois rétroactives. (*Revue du Droit Public et de la Science Politique*, 1916, p. 28).
- JORDAN (Camille). — De la perte de la qualité de Français par la prise de service militaire à l'étranger sans autorisation du Gouvernement. (*Revue*, 1911, p. 289).
- JORDAN (Camille). — De la Juridiction compétente en France à l'effet de statuer sur les questions de nationalité. (*Bulletin de la Société de Législation Comparée*, 1919, p. 355).
- JOUOT (Maurice). — De la perte de la nationalité. *Thèse*, Paris, 1898.
- KELSEN (Hans). — La naissance de l'Etat et la formation de sa nationalité. Les principes. Leur application au cas de la Tchéco-Slovaquie. (*Revue de Droit International*, 1929, II, p. 613).
- LAFFERRIÈRE. — Des voies de recours contre les Décrets en matière de nationalité. (*Revue*, 1924, p. 161).
- LEHR. — La Nationalité dans les principaux Etats du globe. Paris, 1909.
- LINET (F.). — De l'acquisition et de la perte de la qualité de Français. *Thèse*, Paris, 1880.
- LOUIS-LUCAS (Pierre). — La Nationalité Française, Paris, 1929.
- MAURY (Jacques). — La Nationalité. (*Théorie Générale et Droit Français*), dans le Répertoire de Droit International.
- MAURY (Jacques). — Le Droit nouveau de la Perte-Déchéance. (*Semaine Juridique* du 19 octobre 1940. J.C.P. 165).
- MICHEL (Marcel). — De la capacité requise pour l'acquisition et pour la perte de la qualité de Français. *Thèse*, Aix, 1878).
- NAST (Marcel). — Des effets de la prise de service militaire en pays étranger sur la Nationalité. (*Revue Critique de Législation et de jurisprudence*, 1913, p. 340).

- NIBOYET (J.-P.). — Note dans *Revue*, 1934, p. 103.  
çais, T. I, Paris, 1938.
- NYBOET (J.-P.). — Note dans *Revue*, 1934, p. 103.
- PILLAUT (Julien). — Le caractère politique de la notion de nationalité. (*Revue*, 1916, p. 14.)
- PILLET (A.). — Traité Pratique de Droit International Privé, T. 1
- PILLET (A.). — Principes de Droit International Privé, Paris, 1903
- PILLET (A.). — Note sous Cass. Civ. 15 mars 1897, S. 1897, 1.305.
- POLITIS (Nicolas). — Note sous Aix, 9 juillet 1903, (*D. P.* 1905, 2.73).
- RICHARD (Chef de Bataillon). — Etudes des difficultés soulevées par le parag. 4 de l'art. 17 C. Civ. dans son fondement, dans les conditions de son application et dans ses conséquences. *Thèse*, Paris, 1926.
- SAVATIER (R.). — La Nationalité Française d'après la Loi du 10 août 1927. (*Les Lois Nouvelles*, 1927, 1.321.)
- SCELLE (Georges). — A propos de la Loi allemande du 14 juillet 1933 sur la déchéance de la nationalité. (*Revue*, 1934, p. 63).
- SCHAFFHAUSER (E.). — De la perte de la qualité de Français et des moyens de la recouvrer. *Thèse*, Paris, 1882.
- TRACHTENBERG (B.). — La déchéance de la nationalité comme pénalité. (*Revue*, 1928, p. 630).
- TRACHTENBERG (B.). — La déchéance de la nationalité, dans le *Répertoire de Droit International*.
- TURPIN (Jean). — Nouveaux aspects juridiques de l'asile politique. *Thèse*, Paris, 1937.
- VALERY (Jules). — Des influences probables de la guerre mondiale sur l'avenir du Droit Privé International. (*Revue*, 1919, p. 1).
- WALINE (M.). — Note sous C. E. 12 juillet 1929, (*D. P.* 1930. 3.2).
- WEISS (André). — Traité Théorique et Pratique de Droit International. T. 1, la Nationalité, Paris, 1892.



# Table des Matières

|                                                                                                                                                               |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <i>Introduction</i> . . . . .                                                                                                                                 | 5  |
| PREMIERE PARTIE. — LA LÉGISLATION ANTÉRIEURE A<br>1914 . . . . .                                                                                              | 21 |
| CHAPITRE I. — Conditions d'application . . . . .                                                                                                              | 23 |
| Section I. — <i>L'acceptation de fonctions publiques<br/>à l'étranger</i> . . . . .                                                                           | 23 |
| Section II. — <i>L'Enrôlement dans une armée<br/>étrangère sans l'autorisation du gouverne-<br/>ment français. (Art 17, 4<sup>e</sup>, C. Civ.)</i> . . . . . | 28 |
| Section III. — <i>Le Trafic ou la Possession d'esclaves</i> . . . . .                                                                                         | 34 |
| CHAPITRE II. — Nature Juridique de la Déchéance . . . . .                                                                                                     | 38 |
| CHAPITRE III. — Mise en œuvre et effets de la déchéance . . . . .                                                                                             | 45 |
| Section I. — <i>Mise en œuvre</i> . . . . .                                                                                                                   | 45 |
| Section II. — <i>Effets de la déchéance</i> . . . . .                                                                                                         | 47 |
| DEUXIEME PARTIE. — LA LÉGISLATION DE 1914 A 1918 . . . . .                                                                                                    | 51 |
| CHAPITRE I. — La Loi du 7 avril 1915 . . . . .                                                                                                                | 53 |
| Section I. — <i>Personnes visées par la Loi</i> . . . . .                                                                                                     | 53 |
| Section II. — <i>Faits sanctionnés</i> . . . . .                                                                                                              | 55 |
| Section III. — <i>Application dans le temps</i> . . . . .                                                                                                     | 55 |
| Section IV. — <i>Procédure</i> . . . . .                                                                                                                      | 57 |
| Section V. — <i>Effets de la déchéance</i> . . . . .                                                                                                          | 60 |
| CHAPITRE II. — La Loi du 18 Juin 1917 . . . . .                                                                                                               | 62 |
| Section I. — <i>Personnes visées par la Loi</i> . . . . .                                                                                                     | 62 |
| Section II. — <i>Faits sanctionnés</i> . . . . .                                                                                                              | 63 |
| Section III. — <i>Application dans le temps</i> . . . . .                                                                                                     | 65 |
| Section IV. — <i>Procédure</i> . . . . .                                                                                                                      | 66 |
| Section V. — <i>Effets de la déchéance</i> . . . . .                                                                                                          | 69 |

|                                                                                                                                        |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| TROISIEME PARTIE. — LA LÉGISLATION DE 1918 A 1939                                                                                      | 73  |
| CHAPITRE I. — La Déchéance Judiciaire. Le Délit Civil de Manquement au Devoir de Loyalisme.<br>(Art. 9, 5°, L. 10 Août 1927) . . . . . | 76  |
| Section I. — <i>Conditions du délit</i> . . . . .                                                                                      | 77  |
| Paragraphe I. — Personnes visées . . . . .                                                                                             | 77  |
| Paragraphe II. — Faits sanctionnés . . . . .                                                                                           | 81  |
| Section II. — <i>Procédure</i> . . . . .                                                                                               | 87  |
| Section III. — <i>Effets de la déchéance</i> . . . . .                                                                                 | 91  |
| CHAPITRE II. — La déchéance légale . . . . .                                                                                           | 94  |
| Section I. — <i>Faits sanctionnés</i> . . . . .                                                                                        | 96  |
| Paragraphe I. — Emploi dans un Service Public étranger . . . . .                                                                       | 96  |
| Paragraphe II. — Service Militaire pris à l'étranger . . . . .                                                                         | 99  |
| Paragraphe III. — Le Trafic ou la Possession d'esclaves . . . . .                                                                      | 102 |
| Section II. — <i>Effets de la déchéance</i> . . . . .                                                                                  | 102 |
| CHAPITRE III. — La déchéance administrative . . . . .                                                                                  | 104 |
| Section I. — <i>Le Manquement au Devoir de Loyalisme</i> . . . . .                                                                     | 106 |
| Paragraphe I. — Conditions du délit . . . . .                                                                                          | 106 |
| Paragraphe II. — Procédure . . . . .                                                                                                   | 108 |
| Paragraphe III. — Effets . . . . .                                                                                                     | 111 |
| Section II. — <i>Possession de la Nationalité d'un pays étranger en se comportant comme le national de ce pays</i> . . . . .           | 112 |
| QUATRIEME PARTIE. — LA LÉGISLATION POSTÉRIEURE<br>AU 1 <sup>er</sup> SEPTEMBRE 1939 . . . . .                                          | 117 |
| CHAPITRE I. — Le Délit Civil de Manquement au Devoir de Loyalisme . . . . .                                                            | 124 |
| Section I. — <i>Conditions du Délit</i> . . . . .                                                                                      | 124 |
| Paragraphe I. — Personnes visées . . . . .                                                                                             | 124 |
| Paragraphe II. — Faits sanctionnés . . . . .                                                                                           | 125 |
| Section II. — <i>Procédure</i> . . . . .                                                                                               | 127 |
| Section III. — <i>Effets de la déchéance</i> . . . . .                                                                                 | 129 |

|                                                                                                                            |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE II. — Les nouveaux cas de déchéance . . . .                                                                       | 130 |
| Section I. — <i>L'Emigration à l'Etranger</i> . . . .                                                                      | 132 |
| Paragraphe I. — Conditions du Délit . . . .                                                                                | 132 |
| Paragraphe II. — Effets de la déchéance . . . .                                                                            | 134 |
| Section II. — <i>L'Emigration à l'Etranger pour s'y<br/>        livrer à la fabrication de matériel de guerre.</i> . . . . | 138 |
| Paragraphe I. — Conditions du Délit . . . .                                                                                | 138 |
| Paragraphe II. — Effets de la déchéance . . . .                                                                            | 139 |
| CHAPITRE III. — La Révision et le Retrait des Natura-<br>lisations . . . . .                                               | 141 |
| Section I. — <i>Acquisitions de nationalité suscep-<br/>        tibles d'être révisées</i> . . . . .                       | 141 |
| Section II. — <i>Causes du Retrait</i> . . . . .                                                                           | 142 |
| Section III. — <i>Procédure de la Révision et du<br/>        Retrait</i> . . . . .                                         | 142 |
| Section IV. — <i>Effets du Retrait</i> . . . . .                                                                           | 143 |
| CONCLUSION . . . . .                                                                                                       | 145 |
| BIBLIOGRAPHIE . . . . .                                                                                                    | 155 |





